

# Chronique *féministe*

## DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES OU LA FORCE DE FRAPPE DU PATRIARCAT

N° 30 FEVRIER-MARS 1989

BIMESTRIEL

*Université des Femmes*

150F.

# Université des Femmes

1a, Place Quetelet 1030 Bruxelles. Tél: 02/219.61.07.

## Equipe

Françoise Hecq	Louise Thirion
Martine La Haye	Anne Van Seymortier
Hedwige Peemans-Poullet	Luisa Soriano
Geneviève Simon	Colette Ingels
Edith Rubinstein	Alla Denesioek
Nadine Plateau	Christine Seghin
Fanny Filosof	Titane Van Hille
Laurence Broze	Hélène De Noose

## Cours, Conférences, Séminaires

Participation aux frais pour toutes les activités de l'année: 1.500 F  
Par séance: 100 F

## Centre de Documentation

Consultation de livres, revues, documents, bibliographies. Information et assistance pour travaux de mémoires. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h et sur rendez-vous.

## "CHRONIQUE FEMINISTE"

(Publication bimestrielle)

### - Au numéro:

Sur demande à l'Université des femmes (contre versement au compte ci-dessous) ou dans les librairies.

### - Abonnement à 5 numéros:

Belgique 500 F

Etranger 700 F

A verser au compte n° 001-1118659-34 de «Université des Femmes-Chronique» (bien préciser le nom et l'adresse de l'abonné)

### "TROPISMES"

Galleries des Princes 11

1000 Bruxelles

Tél. 02/512.88.52

### "ARTEMYS"

Rue St-Jean, Galerie Bortier

8-10

1000 Bruxelles

Tél. 02/512.03.47. Mézza-

nine réservé aux femmes.

### "SORGELOOS"

Chée de Waterloo 365

1060 Bruxelles

### "LA MAISON DU NOUVEL

AGE" Chée de Charleroi 71

1060 Bruxelles

"FNAC - CITY 2"

1000 Bruxelles

Tél. 02/217.47.20

"VRINDTS"

Rue de la Croix de Fer 53

1000 Bruxelles.

Tél. 02/512.84.15.

Chronique Féministe est réalisée par l'équipe de l'Université des Femmes.

Impression: Inter Offset SPRL av. F. Lecharlier 150, Bxl.

Couverture: Hélène De Noose.

Ed. Responsable: F. Filosof, 19 rue M. Delstanche  
1060 Bruxelles.

Chronique Féministe est éditée avec l'aide de la CGER.

## SOMMAIRE

### Dossier:

- Sur les violences faites aux femmes	3
- La répression sexuelle des femmes	6
- Droits de l'homme	15
- Accueil des femmes battues, dix ans déjà	17
- Témoignage: femmes battues rebâtir son identité	23
- Le coup de grâce	29
- Les ingrédients d'une mauvaise soupe: l'amour, la haine, la propriété	31
- Les mutilations du sexe des femmes	34

Sauvettes	37
-----------	----

### Attentives:

- Témoignage: prisonnière d'opinion	54
- Avortement en Belgique ou comment l'aide à personne en danger est criminalisé	57
- Le pouvoir, une question pour femmes?	61
- Conseils communaux: l'accession des femmes se fait au train de sénateur	64
- Réforme fiscale: une nouvelle vision de la famille	66
- L'affidamento: une pratique politique en Italie	69

Bibliothèque	73
--------------	----

Incomplètes	79
-------------	----

Les activités d'éducation permanente de l'Université des Femmes sont réalisées avec l'appui du Ministère de la Communauté Française, du Ministère de l'Emploi et du Travail et de la Commission Française de la Culture.



## Sur les violences faites aux femmes

3AB2 HEC-NW

Les violences faites aux femmes ne sont plus aujourd'hui simples péripéties pour faits divers et procès d'Assises. Après bien d'autres pays, chez nous, des études les ont sorties des sphères calfeutrées, individuelles des sales petits secrets de famille en éclairant leurs dimensions collectives puisque tant de femmes y sont confrontées. Les médias parlent, l'opinion publique s'émeut et s'en indigne. Alors, finis les tabous?

Ce serait trop simple, ce serait oublier que dans les conflits qui opposent directement des hommes et des femmes, et ici à leur paroxysme, les cartes toujours se brouillent dans des procès d'intention. Souvenons-nous des polémiques autour du viol, lors des grandes affaires d'il y a dix ans, de la pugnacité dont les victimes durent user pour échapper au piège tendu et soutenu par une grande partie de l'opinion publique: celui de la responsabilité partagée par le consentement. Et à présent? Même si l'argumentation des violeurs s'est quelque peu érodée au fil du temps, est-il certain qu'elle ne traîne pas encore dans quelque recoin de la conscience collective? N'est-il pas admis qu'il y a certainement plus de viols que de plaintes déposées? Le poids du mécanisme de l'effroi et de la honte ne pèse-t-il plus très lourd chez les femmes?

**Bibliothèque Léonie La Fontaine**

Université des Femmes

Rue du Méridien 10

1210 Bruxelles

Tél. +32 2 229 38 33

Rien n'est moins sûr. En examinant ces violences, l'idée s'impose qu'elles se distinguent des autres par des caractères bien à elles.

Ainsi la haine. Un voleur à la tire, le malfrat qui attaque des convoyeurs de Sécuritas, n'essayent jamais d'entraîner leurs victimes dans une espèce d'accouplement sado-masochiste. Les auteurs de viol, oui. Ils imposent ou tentent d'imposer leur haine persécutrice pendant l'acte mais aussi après. Un expert psychiatrique, qui a examiné un grand nombre de violeurs, constate: «qu'il s'agisse de viol en groupe ou de viol individuel, le désir conscient ou inconscient de mettre ces victimes au banc des accusés existe.» Il ajoute: «le sentiment d'être incompris est d'ailleurs tel, chez certains d'entre eux, qu'il ne serait pas étonnant qu'ils se constituent en association afin de se faire entendre par les moyens autres que les expertises psychiatriques.» <sup>(1)</sup> Et d'ajouter: «L'usage de la violence fait de la victime l'objet du désir, soumis aux aléas de ce dernier, instaurant une relation de sujet à objet. C'est cette violence qui probablement perturbe le plus la victime et dont elle se méfie le plus, de peur que le violeur n'exerce sur elle des représailles...» <sup>(1)</sup>



Une autre spécificité de ces violences tient à leur caractère généralement répétitif. Et même souvent lancinant. Toutes les études qui portent sur les femmes battues, l'inceste ou le viol, le soulignent: «la répétition constitue avec la violence l'élément le plus constant dans le viol.» (2) «La violence que subissent les femmes apparaît ici sous une forme accablante: la plupart des femmes accueillies la subissent depuis de longues années, régulièrement, de façon constante ou de manière aggravée.» (3)

En ce qui concerne les petites filles et les adolescentes, «la violence physique se caractérise par sa répétition, la violence sexuelle est plus souvent exceptionnelle ou unique, 60 % des cas, toutefois dans 13 %, il s'agit de violences hebdomadaires... Si la violence physique et sexuelle est plus fréquente, le risque de les voir se manifester de façon hebdomadaire est plus grand». (4)

Enfin, une autre constante chez les auteurs de sévices, en particulier dans l'inceste est la remarquable relève des générations. Il y va du grand-père au père, du cousin au frère, de l'oncle au neveu.

Sur base de ces spécificités, il serait prématuré de s'engager dans la voie d'une théorie générale, à propos de ces violences à peine sorties de leurs ghettos et de leurs

impasses. Mais cette réserve prudente empêche-t-elle la mise en lumière d'un fait incontournable? Celui-ci: elles sont massivement imputables à des hommes. En d'autres termes, ce phénomène collectif relève de l'ordre et des désordres masculins. Mais voilà! On ne peut guère encore dire chose pareille. Le tabou ancien qui frappait d'interdit la formulation explicite du problème comme fait de société s'est déplacé vers ses sources. Pour occulter qu'un chat soit un chat, bien des stratégies se déploient dans l'intimité des conversations pour estaminet jusqu'aux grands débats médiatiques. Prenons quelques pratiques d'estaminet. Si vous dites à bien des hommes que les violents et les violeurs extra et intra-muros sont de chez eux, vous les révoltez d'horreur et d'indignation. Ils n'ont rien de commun avec ces gens-là et leur pathologie, ni avec les Hitler, Reagan, Pinochet, etc... Alors qu'ils ne se privent généralement pas du plaisir de nous envoyer en guise de cadeau Madame Thatcher comme une de nos compagnes, ils refusent toutes les accointances suspectes, préférant la compagnie des Einstein, Beethoven, Léonard de Vinci qui sont eux bien sûr, des leurs. Autre technique dans la panoplie pour estaminet, la politique du balancier qui a les faveurs des âmes d'hommes et de femmes avides d'impartialité et d'église au milieu du village. En voici la démarche: vous placez sur un plateau les violences d'hommes, sur l'autre toutes celles des femmes. Et il y en





a, il y en a de ces violences symboliques des mères castratrices, phalliques, jocastrices, causes primordiales de toutes les déroutes. Le fléau en oscille, à perdre la tête. Que les médias, et particulièrement la télévision dans les débats, soient maîtres dans l'exercice de cette stratégie balancière, ne peut guère étonner. Ainsi récemment à propos d'inceste, le meneur de jeu incidemment glissa une question à une psychiatre: «Mais les femmes ne commettent-elles pas aussi des violences sexuelles?» «Si, bien sûr, nous recevons des enfants victimes aussi de mères.» Ces quelques mots désinvoltes, non étayés de statistiques, émis sans commentaires ont suffi à faire basculer le débat vers le thème: parents-enfants non identifiés. Une globalité rassurante où tout le monde est impliqué et on sait d'expérience que plus les «coupables» sont nombreux, plus les responsabilités se diluent.

A la réflexion, toutes les stratégies des refus, qu'elles soient individuelles ou collectives, s'alimentent à cette volonté obstinée de se soustraire à des questions, ne fût-ce que sous forme d'hypothèse. Celle-ci par exemple: et si le viol, l'inceste, les violences physiques et sexuelles des hommes sur les femmes n'étaient que les aboutissements ultimes d'une rationalité masculine qui a besoin pour fonctionner du ressort de la domination du groupe sur l'autre? N'est-il pas pertinent au moins de la poser à la lu-

mière de toutes les situations d'inégalités? Et si on la prenait au sérieux, l'opinion publique ne serait-elle pas plus soucieuse de la mise en oeuvre d'une politique préventive? Tolérerait-elle encore avec autant de complaisance toutes les intoxications médiatiques par la violence que subissent les enfants, les garçons en particulier? Enfin ne favoriserait-elle pas ce cheminement indispensable dans la tête des filles qui les ferait passer de la crainte séculaire, que le battage actuel ne peut que renforcer, d'être un jour l'objet de ces agressions, à la conscience du sujet, celui qui pose les questions cette fois à l'autre? Et peut-être ainsi dans une recherche de réponse, il se pourrait qu'un chat s'appelle enfin un chat.

Françoise Hecq

(1) Viol et violeurs par Bernard Billon, Cahiers sur la femme et la criminalité, Editions du CNRS, 1984

(2) Bernard Billon

(3) Rose-Marie Buys, Jean-Claude Deroubaix, Les femmes battues. Radioscopie

(4) Les femmes confrontées à la violence physique et sexuelle.

## Violences faites aux femmes

GAC KEY - new

## La répression sexuelle des femmes

Transcription de l'exposé fait par Denise Keymolen à l'Université des Femmes le 19 décembre 1985. Denise Keymolen est historienne, spécialisée en histoire contemporaine des femmes en Belgique. Elle a publié divers articles et études sur l'histoire des mouvements féminins et féministes (fin 19ème - début 20ème siècle) et sur l'enseignement des filles et le travail des femmes au 19ème siècle. A l'occasion de l'enquête relative au phénomène du harcèlement sexuel des femmes dans les lieux du travail, elle a entamé une analyse historique du problème.

Il faut se rappeler pour commencer que nous sommes, au 19ème siècle, époque sans pilule, sans maîtrise de la fécondité... Il faut se plonger dans ce climat où la maîtrise de la nature, la connaissance du cycle féminin, de la procréation étaient nuls. Il faut toujours avoir cela en tête pour comprendre les réactions des femmes du 19ème siècle. Il est d'autre part certain que nous ne pouvons comprendre la sexualité des femmes de ce siècle sans connaître l'histoire juridique, sociale, familiale et politique... Ce que je dois considérer comme connu.

A partir de là, je me hasarde à une hypothèse: je crois que l'aliénation des femmes, aliénation parfois extrême, par rapport à leur propre désir sexuel, doit se comprendre avant tout à partir de la procréation, «inévitabile» par suite de la faiblesse de la maîtrise de la nature en ce domaine. Ensuite, il faut tenir compte de l'idéologie dominante au sujet de la procréation. Enfin, il faut tenir compte de la faiblesse et de la précarité de la situation des femmes dans la vie économique et dans le domaine juridique.

### L'aliénation sexuelle des femmes

Je vais d'abord aborder la question de l'aliénation des femmes par rapport à leur sexualité. Je me base pour cela sur l'analyse des revendications féministes en matière sexuelle vers la fin du 19ème siècle, au moment de la première vague féministe en Belgique.

Je n'ai pas analysé tous les mouvements. Pour les fémi-

nistes socialistes, j'ai retenu l'histoire du «Socialistische Propaganda Club voor werkvrouwen» à Gand et j'ai analysé les deux périodiques édités par le mouvement socialiste féminin de Gand, c'est-à-dire «De Vrouw» et «De Stern der Vrouw». Puis j'ai lu «les Cahiers féministes» d'Isabelle Gatti de Gamond. Pour les bourgeoises, j'ai dépouillé deux revues, celle de la «Ligue Belge du Droit des Femmes» et le «Féminisme Chrétien de Belgique». Enfin bien qu'il ne soit pas considéré comme féministe, j'ai analysé aussi le Mouvement chrétien féminin, parce que je crois qu'il a eu par moments des positions féministes.

### Les féministes socialistes

Je commence donc par les féministes socialistes. En 1886 le «Socialistische propaganda club voor werkvrouwen» se donne des statuts.

Or dans le règlement du club, on demande expressément que les filles-mères ne soient pas exclues. C'est une prise de position très nette contre ce qui paraissait tout à fait normal au 19ème siècle, à savoir que les filles-mères étaient exclues de tout. Ce «Socialistische propaganda club...» soutient donc des positions très avancées et très radicales. Un autre article s'oppose à «l'arrogance masculine», à la manière dont les hommes «séduisent» (au sens du 19ème s.) les femmes, aux mots scandaleux dont ils accablent les femmes etc.

Pour cette époque-là, c'est quelque chose de tout à fait nouveau. Ce ton, qui traduit une volonté opiniâtre de ne plus continuer à voiler et à masquer la réalité, ne peut être imputé qu'à une seule personne, à savoir Emilie Claeys, la présidente et fondatrice de ce club. Emilie Claeys a vécu de 1855 à 1943 et elle s'est acharnée à réhabiliter la mère non mariée. Elle était d'ailleurs elle-même fille-mère et avait deux filles. Elle s'est acharnée à lutter contre l'arrogance des hommes, contre la supériorité de leur force, contre leurs entreprises de séduction qui restent toujours impunies.

Elle s'oppose à la toute-puissance du mari dans le mariage. Elle proteste contre la «double morale». En 1893, elle crée avec une hollandaise, Nellie Van Kol, le «Hollandsch-Vlaamschen Vrouwenbond». Le programme de ce «bond» revendique l'abolition de l'article 340 du code civil qui interdit la recherche de paternité. Dans la revue mensuelle que publie le "bond",

"De Vrouw", elle écrit en mars 1894 un article qu'elle distribuera aussi sous forme de tract: «Moederschap naar verkiezing» (maternité choisie).

C'est un véritable plaidoyer en faveur de la limitation des naissances. Pour éviter tout malentendu auprès de ses auditrices de 1885: elle dit que, pour elle, la méthode la plus digne d'arriver à limiter les naissances, c'est l'abstention, mais elle ne voit pas de mal dans les autres moyens, elle le dit explicitement. Et elle les décrit. Cette initiative provoque une perquisition à son domicile avec saisie de la revue et des brochures, une très importante perte de membres pour le «Vrouwenbond» et puis décide d'elle-même de quitter le «Landelijke raad» en 1895. Or le «Landelijke raad», c'était le comité directeur du P.O.B. et elle était la première femme à en faire partie. Mais à ce moment-là, sa position était devenue tellement difficile qu'elle avait préféré donner sa démission que risquer d'être renvoyée. Un an après, elle va cohabiter avec un homme marié. Mais suite à une plainte pour cause d'adultère, elle est prise en flagrant délit. Le scandale est très grand et retentit dans la presse gantoise, l'écho en remonte jusqu'au Parlement. Elle est alors remplacée comme éditrice du «Vooruit», le journal socialiste de Gand et comme présidente du «Vrouwenclub». Après son départ, le

«Vrouwenclub» se meurt.

En 1900, sera créée une nouvelle ligue de femmes socialistes à Gand, avec de nouveaux statuts, mais on n'y reparlera plus des filles-mères; on ne parlera plus d'arrogance masculine, etc... En 1901, la «Landelijke vrouwenorganisatie» (la fédération nationale des femmes socialistes), décide que la nouvelle revue «De Stem der vrouw» n'abordera pas les problèmes du mariage, ni des relations sexuelles, le mot limitation des naissances n'apparaît même plus ... Cette même année, 1902, la révision de l'article 340 du code civil est mise à l'ordre du jour au Parlement. Les femmes socialistes par la voie des «Cahiers féministes» et de la «Stem der vrouw» vont quand même renouveler leur appui à la lutte contre l'interdiction de la recherche de paternité. Elles enverront même quelques-unes d'entre elles pour représenter les femmes socialistes dans la délégation féministe qui se rend au Parlement dans ce but, en 1904.

Voilà donc où en sont les femmes socialistes les plus progressistes.

### Les féministes bourgeoises.

Les féministes bourgeoises, «La Ligue Belge du Droit des Femmes» et le «Féminisme Chrétien de Belgique», s'engagent surtout pour une réforme des lois discriminatoires, c'est là leur champ d'action.

### La recherche de paternité

Dès 1892, lors de sa création, la Ligue met à son programme l'abolition de l'article 340 du code civil, mais il faut dire que cette abolition a été demandée par un homme, le juriste G. Lorand. Après, cette revendication a été reprise par la «Société Belge pour la Moralité Publique», avec des hommes comme Emile de Laveleye, Jules Lejeune, etc... Donc la Ligue ne prend pas l'initiative. Mais elle met «l'abolition» immédiatement à son programme. En même temps, elle retient une autre revendication significative: la protection efficace des enfants et des jeunes filles. Groupe de pression, la Ligue agit sur l'opinion par des articles, des conférences, des pétitions, une délégation, des pourparlers avec des parlementaires.

Elle considère qu'il faut abolir l'article 340 pour mener la lutte contre «l'immoralité» et la «double morale». Ce sont des mots qui aujourd'hui semblent désuets, rétrogrades ou réactionnaires, mais je crois qu'ils avaient une toute autre signification au 19<sup>ème</sup> siècle. La prise de conscience des féministes s'opère surtout à l'occasion des débats parlementaires durant la période 1904 à 1908. Le sexisme outré de ces messieurs qui s'opposent tant qu'ils peuvent à une telle réforme, produit un effet de choc sur elles. Dans les résumés qu'elles font des débats parlementaires, elles s'exaspèrent souvent contre les privilèges exorbitants du sexe fort. Les revendications des femmes finiront par trouver un écho auprès de quelques hommes, dont, par exemple Edmond Picard, Goblet d'Alviella et H. Carton de Wiart.

Je ne puis résister à l'envie de citer un extrait d'une intervention de H. Carton de Wiart au Parlement en 1906: «Depuis trop longtemps, «faute» était un mot français qui n'avait plus de masculin. Quand une jeune fille avait failli, on disait qu'elle était tombée, qu'elle était «perdue»; quand un jeune homme avait commis la faute, on se bornait souvent à dire: «il s'est amusé». Alors, est adoptée la loi du 7 avril 1908, qui introduit une réforme dont la portée est très limitée. Côté féministe, c'est la désillusion et le scepticisme. Mais malgré tout, demeure le sentiment que cet accord de principe sur le droit à la recherche de paternité, représentait un pas en avant dans la route vers l'égalité. Si en pratique cette loi ne permettait pas grand chose, du moins le principe était affirmé. Il proclamait la responsabilité du père et il sauvegardait, (toujours en principe), les droits du plus faible.

Après 1908, la Ligue prête encore occasionnellement attention aux phénomènes de la "double morale", de la prostitution et de la traite des blanches. Comme remède, elle préconise du travail honnête et bien rémunéré pour les femmes, une réforme des lois et une organisation syndicale féminine combative et forte.

## Le Féminisme Chrétien

J'en arrive au Féminisme Chrétien, avec Louise Van den Plas qui mérite dans le cadre de cet exposé une attention toute particulière. Elle était, dès le début, très consciente du fait que les femmes étaient discriminées non seulement dans le domaine social, économique et politique, mais aussi - et là je la cite textuellement - «au point de vue spécial de sa dignité et du respect dû à son sexe». Voici encore une fois des mots qui résonnent curieusement dans nos têtes actuelles, mais qui avaient une autre portée à l'époque. Louise Van den Plas pose des revendications

qui sont tout à fait exceptionnelles pour son temps. Exceptionnelles, en effet, parce qu'on ne les trouve pas chez les femmes de la Ligue. Elle pose des exigences très radicales: «nous voulons que la femme soit mieux protégée dans son honneur et sa liberté». Et ce mot «liberté» est crucial, parce que dès que les femmes se trouvaient à l'extérieur, il fallait les chaperonner! Je crois que de «chaperonnage», n'était pas seulement de la bien-séance ou de la décence. Ce n'était pas simplement une habitude de la bourgeoisie pour se montrer un peu plus «chic», il y avait vraiment des motifs, de sécurité physique. Même les filles du peuple se faisaient chaperonner! Cette même Louise Van den Plas attire l'attention sur le rôle de l'éducation dans le changement des mentalités. Elle demande que l'on informe les jeunes filles en matière sexuelle. Pour elle, l'ignorance, l'innocence d'autrefois, les rendaient inaptes à se défendre et à se faire respecter. Elle dénonce beaucoup plus vivement que les autres la conspiration du silence relative à la prostitution. Elle milite - mais alors nous nous trouvons déjà dans les années 20 de ce siècle-ci - elle milite activement et par une propagande incessante, pour la création d'un corps de police féminin. Je la cite une dernière fois. Pour elle, le «problème des mœurs, forme le noeud de la question féministe et la question féminine». C'est un tout autre point de vue. Pour les femmes de la Ligue et pour les autres féministes, ce n'est qu'un «aspect de ...», alors que pour Louise Van den Plas, c'est le «noeud de ...». Elle dit, en effet, explicitement: «Pour que la travailleuse, la citoyenne, l'épouse, la mère obtiennent leur part légitime de droits, de liberté et d'influence dans le domaine du travail, de la cité, de l'association conjugale et de la famille, il faut en tout premier lieu, que la femme soit libérée de l'asservissement qui pèse sur elle au point de vue des mœurs». C'est vraiment son point de départ.

Pour conclure ce passage sur Louise van den Plas, je voudrais dire que vers 1910, dans les milieux féministes, se profile d'une manière tout à fait confuse une nouvelle revendication qui est encore mal formulée sans doute. Elles s'opposaient à la «double morale», elles s'opposaient au sort qui était fait aux filles-mères, elles s'opposaient à la prostitution, mais c'était là tout ce qu'elles imaginaient pouvoir faire. Alors que maintenant, avec la deuxième vague du féminisme, nous avons formulé clairement que nous voulions l'auto-détermination en matière sexuelle et l'intégrité en matière sexuelle. Marie Parent, membre de la Ligue Belge du Droit des Femmes et editrice du «Journal des Mères» a été une avant-coureuse de la nouvelle prise de conscience que nous connaissons maintenant. Après que la loi sur la recherche de paternité ait été adoptée, c'est-à-dire après que les débats parlementaires aient un peu mis en évidence tout ce qui se

passait dans le domaine de la sexualité, elle écrit en 1908: «Nous avons eu à maintes reprises l'occasion de déplorer le manque de respect dont la plupart des femmes ont à souffrir en Belgique. Hélas, la jeune fille est peut-être moins respectée encore, qu'elle soit ouvrière, servante, colporteuse, etc... une jeune fille ne pourra passer dans la rue à côté d'un groupe d'ouvriers, d'artisans, sans être grossièrement interpellée et fréquemment le geste obscène se joint à la parole. Ce manque de respect se trahit dans toutes les classes de la société, une femme jeune et jolie ne peut traverser les rues sans rencontrer des regards insolents et provocateurs. De quel droit manque-t-on à ce point à la considération qui est due à toute femme qui ne cherche pas à attirer l'attention?». Nous sommes en 1908 et c'est Marie Parent qui parle dans le *Journal des Mères*, mais c'est presque une féministe d'aujourd'hui que j'entends parler là. Louise Van den Plas en termes plus théoriques, dit la même chose que Marie Parent par des exemples.

### Le mouvement féminin chrétien

Le groupe, celles qu'on n'appelle jamais des féministes, c'est le mouvement féminin chrétien. Je n'oserais pas affirmer que la prise de conscience des dirigeantes du mouvement féminin chrétien dans cette problématique ne serait pas allée aussi loin que celle des autres. Elles aussi, étaient très soucieuses des abus criants en matière sexuelle. Leurs actions et leurs tentatives de réforme peuvent même être les plus directes, les plus pratiques et les plus efficaces. Nous ne les voyons pas protester contre la prostitution, ni contre la double morale, ni contre le sort malheureux des filles-mères. Et l'explication est évidente: l'influence dominante du clergé était là et d'autres priorités avaient été désignées: des actions positives pour les femmes honnêtes leur paraissaient plus urgentes. Pour les autres, il restait toujours le secours de la charité chrétienne...

Vers 1907, l'intérêt des ouvrières exigea manifestement une prise de position et des solutions dans le domaine sexuel. Victoire Cappe, qui a créé l'Union professionnelle «l'Aiguille» à Liège, et qui prônait l'action directe et pratique pour améliorer les conditions de travail des ouvrières, mit sur pied des cercles d'études. Les membres de ces cercles d'études organisèrent des enquêtes. Je ne sais pas si vous voyez le parallélisme avec les séminaires d'aujourd'hui, avec les cafés et maisons de femmes, mais il s'y fait alors les mêmes découvertes qu'actuellement là où la discussion est menée dans des groupes très restreints et très intimes, il s'y dit les mêmes choses et les mêmes choses viennent à la surface. Ces

femmes sont donc très vite confrontées aux misères sexuelles du groupe, toujours croissant, des ouvrières célibataires. La combinaison de salaires féminins extrêmement bas et d'un logement tout à fait déficient, suscite ou permet toutes sortes d'abus. Notamment, et alors là on peut se référer à la littérature, on rencontre toutes les histoires de filles entretenues puis délaissées, de filles séduites sans promesse de mariage, de prostitution occasionnelle pour nouer les deux bouts. Des filles faciles en vue de trouver du travail, il y en avait plein! Au plan international, en France, en Allemagne, en Suisse, des chercheurs, des dirigeants du mouvement social catholique et d'autres s'étaient, vers le même moment, penchés sur ce problème. Et on préconisait l'aménagement de logements décents et protégés pour les ouvrières célibataires. En Belgique se créa en 1902 une section belge de l'Oeuvre Internationale pour la Protection de la Jeune Fille. On érigea un home, le «home Reine Elisabeth». Il y avait là, un restaurant et un service de placement, ce qui est très significatif, parce que ce service de placement devait permettre aux jeunes filles de ne pas se rendre dans les offices de placement de la ville.

Une initiative du même genre est prise par les Dames de la Persévérance à Bruxelles et dans diverses autres villes. On les appelait les «Maisons de la Bonne Garde». Toutes ces maisons relevaient encore de la bienfaisance chrétienne, mais elles avaient un but préventif, alors que les refuges qu'on avait érigés au 19<sup>ème</sup> siècle ne s'occupaient que des femmes «tombées». Il y avait déjà progrès, puisqu'au lieu de refuges pour les «tombées», il y avait maintenant des refuges à but préventif!

Ensuite Victoire Cappe fait encore un nouveau pas en avant avec ses collaboratrices, en s'indignant du fait que les ouvrières isolées ne pouvaient prendre en main leur propre sort. Par le biais des unions professionnelles féminines, elle préconisait le «Self-help» comme digne alternative à l'aide charitable. Dans une première phase, les syndicats féminins devaient établir et financer des homes pour ouvrières seules et des restaurants. Donc au lieu de dépendre de la Charité, il fallait, pour Victoire Cappe, que les ouvrières puissent assumer cela elles-mêmes.

Puis dans une deuxième phase, dans une phase beaucoup plus lointaine pour elle, finalement, les unions professionnelles devaient réaliser progressivement une réforme plus importante, obtenir un salaire vital pour les femmes. C'est Victoire Cappe, au Congrès catholique de Malines, en 1909, qui dit: «bien peu de femmes arrivent à trouver par leur travail ce qu'elles cherchent réellement, c'est-à-dire leur subsistance, une vie complète, honnête et digne». Et elle s'explique: il ne s'agit pas seulement des





«misères matérielles et morales, des ménages à l'abandon, des foyers déserts, des enfants mal nourris, etc., mais aussi, et il faut bien que j'en parle, l'histoire de pauvres filles dont le mariage n'a pas voulu, parce qu'elles étaient sans ressources, et qui traînent une existence irrégulière, menacée de toutes les misères, de tous les abandons; c'est aussi l'histoire de celles qui lassées de lutter pour gagner une vie trop pénible et quelquefois placées dans des milieux corrompus, ont sacrifié leur honneur, ne voyant pas que c'était payer trop cher un pain de honte et de douleur sans nom».

La corrélation entre l'exploitation sexuelle et la dépendance socio-économique dans laquelle toute femme se trouvait, cette corrélation perce dans les divers rapports présentés à ce Congrès de Malines, à la section «œuvres sociales et économiques».

Le premier thème de réflexions mis à l'ordre du jour fut: «La protection de la jeune fille» avec un rapport de la comtesse John d'Oultremont, sur l'Oeuvre Internationale pour la Protection de la Jeune Fille. Elle propose, en vue de la sécurité des travailleuses, quelques mesures spécifiques, c'est-à-dire un logement décent pour les servantes, la surveillance féminine dans les ateliers de femmes, des réfectoires séparés pour hommes et femmes dans les fabriques, des wagons séparés pour hommes et femmes aux chemins de fer...

Ce sont des mesures tout à fait rétrogrades mais il faut bien dire que ce ne sont pas seulement les chrétiens qui les ont demandées. L'enquête de 1886 est remplie de revendications telles que celles-ci. On demandait cela de tous côtés et pas seulement du côté qu'on imagine plus traditionnel, (au sens conservateur).

Je fais remarquer que toutes les femmes se trouvaient dans cette situation de dépendance socio-économique! Vous me direz sans doute que les bourgeoises, elles, ne vivaient pas dans le milieu du travail. Mais souvenez-vous!

Zoe Gatti de Gamond déjà, en 1834, dans son premier livre sur la situation sociale de la femme: ce livre qu'on peut considérer comme le premier livre féministe chez nous fait cette corrélation entre la bourgeoise qui se marie parce qu'elle n'a pas d'autres ressources ou d'autre solution, et la prostitution! Elle fait directement la relation

entre la prostitution des ouvrières et celle des femmes mariées bourgeoises! Pour ces dernières, la prostitution pouvait prendre d'autres formes, pouvait être moins grave, ou moins ressentie comme telle, mais en fait elles étaient vraiment acculées au mariage, si elles ne voulaient pas entrer au couvent... Le sort économique et social des institutrices célibataires ou des gouvernantes était souvent lamentable... Je retourne au Congrès de Malines de 1909. Marie De Ketel, dans son rapport sur l'organisation syndicale des femmes, énumère les buts d'une telle association et elle dit qu'il faut revendiquer un minimum de salaire pour toute femme, un niveau de salaire juste et décent, la réglementation du temps de travail, la sécurité et l'hygiène dans les ateliers et puis elle ajoute: «il faut demander des garanties de moralité et de sécurité pour les femmes dans les ateliers mixtes».

Voilà ce que pensaient les plus conscientes des femmes de ce temps-là, les féministes et les dirigeantes de mouvements féminins. Je crois que les autres femmes n'étaient pas aussi conscientes que celles auxquelles j'ai donné la parole ici. Et pourtant vous voyez que leur prise de conscience était encore très, très partielle!

Les déclarations et exemples précités affirment l'aliénation profonde des femmes par rapport à leur sexe. Je vais essayer maintenant de faire un bref résumé des différents facteurs qui peuvent expliquer cette situation. J'aborderai successivement les aspects sociaux, économiques, juridiques et je commencerai d'ailleurs par le facteur biologique.

## Facteurs biologiques

Il y a d'abord, pour moi du moins, comme point de départ: la différence de force physique. C'est seulement un point de départ, parce que de nombreux facteurs économiques, sociaux, juridiques viendront consolider cette supériorité naturelle mâle. Mais de cette force physique, dérivent probablement toutes les autres formes de domination du mâle. Il y a ensuite l'état des connaissances médicales de ce temps: que savait-on du cycle féminin? Des périodes fertiles et non fertiles? Quels étaient les moyens contraceptifs dont disposaient les femmes? Où en était-on dans la science gynécologique? Quelles étaient les circonstances dans lesquelles les femmes attendaient leurs enfants et accouchaient? Et l'ultime question: quelles étaient

les conséquences psychologiques de cette très longue série de handicaps?

Vers 1840-1845 se font les premières découvertes relatives au cycle féminin. Un français Pouchet, puis un allemand Bischoff et un polonais Raciborski, font vers le même moment la découverte de l'ovulation spontanée chez la femme, mais l'incertitude et l'ignorance restent grandes quant aux périodes non fertiles. Un nouveau pas ne sera franchi qu'avec les découvertes simultanées de Ogino et Knauss et alors nous arrivons déjà à la fin des années vingt de ce siècle-ci. Donc auparavant, on avait découvert qu'il y avait une période fertile et une autre non fertile, mais on ne savait pas quand on l'était ni quand on ne l'était pas. Ces premiers scientifiques en venaient à dire qu'au cours de la première quinzaine depuis la menstruation la femme était fertile, et qu'au cours de la deuxième quinzaine elle était non fertile. Mais avec ces comptes-là on n'arrivait nulle part!

Quels étaient à ce moment les moyens contraceptifs et/ou de régulation des naissances? Le moyen qu'on connaissait le mieux et qu'on pratiquait le plus, c'était le mariage retardé. On se mariait très tard pour ne pas avoir trop d'enfants. Puis il y avait l'abstention et la «méthode française», c'est-à-dire le «coïtus interruptus». Il y avait aussi le condom, qui a surtout connu son expansion quand qu'on a découvert le caoutchouc, donc dans les années 1840, mais il était utilisé dans des cercles très restreints. Il y avait encore l'irrigation et l'éponge, mais c'étaient des méthodes très aléatoires. Le condom en plus était cher au 19ème siècle. Ces méthodes sont utilisées dans des milieux très restreints, les milieux des prostituées, des galants et demi-mondaines et dans quelques milieux bourgeois, mais très très peu, il ne faut pas se faire trop d'idées sur la portée de ces méthodes.

A la fin du 19ème siècle, avec le mouvement néomalthusien, se répand dans la presse la publicité commerciale pour ces moyens techniques. Dans toutes sortes de petites revues, d'illustrés, de journaux, surtout chez les socialistes, mais aussi dans des journaux libéraux, dans *Le Soir* par exemple, on trouve des réclames, de la propagande, pour les moyens techniques, les instruments, produits et pilules, mais hélas... pilules et produits qui souvent n'étaient pas efficaces.

D'un autre côté, il y a les réclames des sages-femmes pour faire revenir la menstruation, c'était une réclame indirecte pour l'avortement.

A la fin du 19ème siècle, à côté du mouvement néomalthusien et de cette publicité commerciale, nous trouvons d'autres facteurs qui ont stimulé la prise de con-

science des possibilités de contrôler les naissances. Je pense aux mouvements migratoires. Les ouvriers qui prenaient le train en parlaient avec d'autres. Puis l'émancipation progressive des travailleurs aidait à divulguer cette connaissance spécifique. Mais les méthodes restaient peu sûres. On utilisait aussi les herbes, toutes les femmes du 19ème siècle connaissaient ces herbes qu'on pouvait aller chercher soi-même. Elles prenaient dans ce domaine toutes sortes d'initiatives, parfois il y avait des résultats mais la plupart du temps il n'y en avait pas! En conséquence, les techniques et méthodes d'avortement, ont été multipliées. Mais l'avortement, était un fléau. C'était un moyen de régulation des naissances, mais il n'était pas sans danger et la femme prenait des risques inouïs! Les descriptions des méthodes d'avortement à la fin du 19ème siècle font frémir d'horreur.

Il faut encore parler des risques de la grossesse et de l'accouchement... Les femmes en avaient si peur la première fois, que nombreuses étaient celles qui faisaient leur testament avant d'accoucher! Ainsi j'en arrive à la question des expériences sexuelles. Une femme pouvait-elle vraiment jouir de la sexualité en ce temps-là? Je me suis demandée quelles étaient les conséquences de tous ces handicaps dont je viens de parler. Il y avait la peur, le stress, la résignation aussi des femmes devant toutes ces choses. Le plaisir sexuel s'accompagnait pour les femmes de risques multiples. Pour qu'elle puisse goûter ce plaisir, il lui fallait un minimum de sécurité et de certitude. Il ne faut donc pas s'étonner de leur inclination vers un conservatisme moral. Le libertinage, l'insouciance, l'immoralité des hommes ne pouvaient souvent les séduire! Il fallait aux femmes une grande maîtrise de soi. Quand pouvait-on se laisser aller, quand ne pouvait-on pas? Beaucoup plus que les hommes, elles devaient se méfier de leurs passions et de leurs désirs. Dans le mariage comme en dehors, l'expérience et les plaisirs sexuels impliquaient inévitablement le risque de maternité. Pour illustrer cela je vous cite quelques-uns des proverbes rassemblés par J.L. Flandrin «Filles et verriers sont toujours en danger» - «Filles et vignes sont difficiles à garder, il y a toujours quelqu'un qui passe et qui voudrait en tâter» - «Serre tes poules, car j'ai lâché mes coqs».

### Facteurs moraux.

De tout cela découlent de graves conséquences pour l'éducation et la socialisation des filles. Il fallait leur inculquer la pudeur, la réserve, la distance comme moyens d'éviter les risques et les dangers; l'innocence et l'ignorance, pour qu'elles ne se laissent pas séduire, pour

qu'elles dominent leurs passions. Beaucoup pensaient de cette manière, d'autre comme Louise Van den Plas, s'opposent fortement à de telles idées, du moins en ce qui concerne l'ignorance. On conçoit dans ce cadre le rôle du «chaperonnage» comme protection efficace. Même les filles du peuple n'étaient pas libres dans leurs mouvements! Voici par exemple le témoignage d'une femme d'un milieu de journaliers à la campagne: «Oui, je pouvais sortir avec mes soeurs mais nous devions être rentrées avant que ma mère ne ferme les «blafetures», donc avant qu'il fasse sombre. Et avant que je ne parte ma mère me répétait chaque fois: «en pas maar op dat ze niet de zegel van lapscheure opplakken, hé!».

Je signale aussi que les écoles d'adultes pour filles ne pouvaient pas se tenir le soir parce qu'il n'y avait pas de lumières dehors et que c'était trop dangereux pour les filles de rentrer le soir.

Dans les rues et dans les milieux de travail, il y avait toujours ce danger de violence sexuelle, par le patron, les domestiques, les contremaîtres, les ouvriers... Il y a également une autre forme de violence sexuelle, tout aussi grave, qu'on ne voit pas toujours mais qui peut être tout aussi destructrice: je pense à ce nombre considérable de jeunes filles, bourgeoises ou filles du peuple et travailleuses, qui ont été empêchées d'avoir une vie sexuelle, de faire des expériences sexuelles. On trouve à ce sujet beaucoup de témoignages. J'évoquerai seulement le cas des institutrices du 19<sup>ème</sup> siècle. La mentalité éthique qui prévalait envers elles ressort des rapports triennaux sur l'enseignement. Ainsi, l'on cherchait des solutions pour que les villages puissent disposer d'institutrices célibataires sans que cela ne s'accompagne de problèmes du côté sexuel. On demandait donc que toutes les filles et les soeurs d'instituteurs apprennent le métier pour que, dans leur village, elles puissent devenir institutrices. Comme cela elles pouvaient rester dans leur maison. Et si elles ne pouvaient pas rester dans leur maison familiale, elles devaient, au moins, trouver une femme célibataire tout à fait convenable, une bourgeoise qui voulait bien les abriter pour qu'il n'y ait aucune rumeur!

Quand quelques inspecteurs, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, ont osé organiser des excursions mixtes pour instituteurs et institutrices, on a immédiatement interdit ce genre de rencontres. On conçoit que ces institutrices étaient coupées de toute relation. Ce que je veux montrer, c'est qu'il y avait une autre forme de violence sexuelle, celle d'une interdiction totale de la vie sexuelle. Prenez par exemple, Hélène Swarth, une poétesse qui a d'abord écrit en français puis s'est tournée vers la langue flamande. On a conservé d'elle de nombreuses lettres écrites à son ami Paul De

Mont, un écrivain flamand. Elle exprime un peu ce qu'elle ressent. Pleine d'amertume, elle écrit à un certain moment: «quelle est ma liberté, quelle autre liberté est-ce que j'ai que d'être seule dans ma chambre et de pouvoir sortir dans la rue avec une amie?». Et quand Paul De Mont veut la rencontrer à Amsterdam, elle se rebiffe immédiatement, elle ne sait pas se défaire de la bienséance et des normes imposées. Elle répond donc immédiatement: «mais qu'est-ce que tu veux de moi? Qu'est-ce qu'on va dire de moi? Tu ne vas pas me faire cette honte-là de sortir tout seul avec moi?» Elle veut bien le rencontrer, mais son amie doit être présente. C'est l'autre face de cette violence sexuelle.

Un autre exemple: le témoignage d'une des premières employées de la CGER, recueilli dans le "Bulletin de la CGER". Elle raconte qu'au bureau les premières employées devaient être vêtues très décentement. Et elles étaient séparées des hommes par des vitres. Les hommes ne pouvaient entrer dans la section féminine que pour remettre des papiers, et cela bien sûr sans parler. Là aussi, c'est le même problème. C'est cette autre forme de violence: je présume qu'il y a des catégories de femmes qui n'ont pas eu la possibilité d'avoir une vie sexuelle, d'avoir des expériences sexuelles.

## Facteurs socio-économiques

Après les déterminants d'ordre biologique, médical et éducatif, il y a encore les déterminants d'ordre socio-économique. La croissance des grandes villes, l'industrialisation, les nouveaux lieux de travail, la fabrique, les mouvements de navette et de migration, amenaient nécessairement de nouvelles conditions de vie, marquées par l'anonymat, par une plus grande liberté individuelle. On avait par conséquent moins de moyens de contrôle, ou des moyens de contrôle défectueux. La dépendance féminine dans le domaine économique et social - principalement les bas salaires féminins, le champ de travail très restreint, le déclin de l'industrie à domicile, la quasi impossibilité de gagner sa vie comme célibataire sans glisser dans une position très marginale, vulnérable, et misérable du point de vue matériel, moral et intellectuel - cette dépendance impliquait que les femmes étaient enclines à user de leur attraction sexuelle pour s'assurer d'un partenaire. Un partenaire pour la vie si possible; un partenaire temporaire, comme c'était le cas des femmes entretenues, ou même un partenaire occasionnel simplement pour de l'argent, c'est alors le cas de la prostitution.

À la fin du 18<sup>ème</sup>, début du 19<sup>ème</sup> siècle, nous nous trouvons dans un processus de prolétarianisation très pronon-

cé, avec de graves conséquences pour la vie familiale. On différait toujours plus l'âge du mariage. Le mariage devint même impossible pour un nombre de plus en plus important de gens, avec comme corollaire l'accroissement du nombre d'enfants illégitimes. Le taux des naissances illégitimes fut en effet très élevé durant tout le 19<sup>ème</sup> siècle. Les restrictions accrues impliquaient des frustrations toujours plus difficiles à supporter et les conséquences des défoulements non maîtrisés, étaient souvent graves pour les femmes. Les femmes avaient donc tendance à user de leur attraction sexuelle pour s'assurer d'un partenaire, mais dans les nouvelles circonstances cette attraction sexuelle devenait une arme à double tranchant. Souvent elles étaient séduites et enceintes pour se trouver après abandonnées par un homme, qui n'était pas toujours de mauvais vouloir, mais qui ne pouvait subvenir aux besoins matériels d'une famille. C'était là le cas d'un grand nombre de journaliers, de domestiques dans les villes, etc... Encore faut-il faire des distinctions. Dans les régions où les familles combinaient l'agriculture et l'industrie à domicile, les femmes gardaient une position relativement bonne. Elles étaient appréciées comme travailleuses, comme productrices de travailleurs et comme ménagères. Alors que dans les régions où l'industrie lourde régnait seule, la dépendance féminine pouvait être plus grande et donc la situation des femmes moins bonne. La concession de faveurs sexuelles rendait particulièrement vulnérables les domestiques, bonnes à tout faire etc..., face à des groupes de travailleurs, journaliers, ouvriers des chemins de fer ou des travaux publics, cochers, soldats, etc... qui démenageaient facilement et pouvaient ainsi se dérober au moment difficile.

Vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, une évolution se dessine. L'âge au mariage diminue de manière très frappante et on voit en même temps baisser la natalité. Alors commence une autre période. Mais le 19<sup>ème</sup> siècle, c'est le siècle des enfants trouvés, des enfants abandonnés, des enfants illégitimes et des filles-mères.

### Facteurs juridiques et législatifs

Je fais d'abord remarquer qu'il n'y avait aucune forme de réglementation en matière de travail et de sécurité sociale jusqu'en 1889. J'attire ensuite votre attention sur les articles 215 à 230 du Code civil: ils englobent des stipulations telles qu'on peut considérer le contrat de mariage comme un pacte de soumission. La fidélité et l'assistance étaient des devoirs réciproques, mais si le mari avait le devoir d'entretenir sa femme, elle, lui devait l'obéissance. La puissance maritale était présente partout. Je ne pense pourtant pas que toutes les femmes aient ressenti le ma-

riage comme un pacte de soumission, parce qu'on pouvait évidemment l'interpréter comme un pacte de collaboration entre deux forces inégales. C'est déjà autre chose.

J'ai l'impression que des femmes ont pu avoir une vie sexuelle assez réconfortante, tout simplement parce qu'elles s'entendaient bien avec leur mari et que la peur ou la charge d'enfants ne les effrayait pas trop.

J'en reviens à la toute puissance maritale pour la relativiser car malgré tout, elle était déjà moins absolue qu'aux siècles précédents. Pensez au Moyen-Age, à cette époque où le mari avait le droit de correction sur la femme, où il avait dans certains cas le droit de la battre... Au 19<sup>ème</sup> siècle, on pratiquait encore la promenade à l'âne et le charivari pour corriger les femmes qui dominaient leur mari et pour insulter les maris qui se laissaient dominer. L'insulte suprême pour un homme au 19<sup>ème</sup> siècle, c'était d'être traité de «cornu» ou de «cocu». Voir les romans de Camille Lemonnier.

### Facteurs éducatifs

Le rôle de l'enseignement et de l'éducation est aussi d'une grande importance. On profitait de toutes les occasions pour inculquer aux filles l'esprit de soumission et d'obéissance. Et tout logiquement donc, la notion de «viol dans le mariage» ne pouvait exister dans la mentalité du 19<sup>ème</sup> siècle. Le devoir de la femme était d'être toujours soumise et de plaire à son mari. Et cela, tous les manuels de l'enseignement le répétaient sans cesse: il fallait plaire à son mari, il fallait être soumise, il fallait le contenter dans le moindre de ses besoins, il n'était évidemment pas nécessaire d'ajouter explicitement aussi les besoins sexuels. Dans cet ordre d'idées, nous comprenons pourquoi l'Eglise, qui se montre si sévère pour les péchés sexuels de l'homme, était d'une grande indulgence pour les femmes. Pour l'homme le «coïtus interruptus» et autres pratiques «contre nature» étaient des manoeuvres honteuses, perverses, et des péchés mortels. Mais les femmes étaient si souvent forcées à se soumettre, contre leur goût, à la volonté de leur mari, que l'Eglise n'a pas pu prendre la même attitude envers elles. Elle s'est montrée indulgente. Dans les manuels pour confesseurs et dans les instructions des Evêques au clergé, on peut lire que la résistance des femmes, si elles résistaient, pouvait avoir des conséquences très dangereuses pour elles-mêmes et pour l'ordre moral en général. Elles risquaient des coups, des mauvais traitements pouvant aller jusqu'à la mort. Il fallait également éviter que le mari introduise une concubine au domicile conjugal ou qu'il aille chez les prostituées. Les manuels de théologie affirment que le

mari a droit aux rapports conjugaux et que la femme ne peut sans injustice les lui refuser. C'est cela la base. Pour en revenir au rôle de l'enseignement et de l'éducation, il faut insister sur le manque de formation professionnelle. Zoe Gatti de Gamond, Isabelle Gatti de Gamond, l'enquête sur les conditions de travail en 1886, tous parlent du manque de formation professionnelle des femmes. «Quel avenir pour ces filles sans éducation, ni instruction qui leur permette de se suffire à elles-mêmes?» C'est là sans doute la clé du problème.

Il faut encore attirer l'attention sur les valeurs morales qu'on leur inculque: pureté, innocence, ignorance et surtout, même du côté des socialistes ou des libéraux, les louanges éternelles de la pudeur et de la réserve des femmes, de la grâce et de la faiblesse féminine.

Nous connaissons toutes ce proverbe: le savoir c'est le pouvoir; si on le retourne, cela fait: l'ignorance c'est l'impuissance. Les jeunes filles, les femmes étaient ignorantes et innocentes, avec toutes les conséquences que cela pouvait avoir. Elles ne pouvaient même pas se faire une idée juste de la réalité, elles ne pouvaient donc certainement pas formuler des suggestions pour améliorer leur sort et remédier à la situation. Je rappelle à ce sujet le cas d'Isala Van Diest, la première femme médecin chez nous. Lorsqu'elle adhéra à la Société pour la Moralité Publique, on l'a isolée partout, on a fait un véritable mur autour d'elle, les bourgeoises ne voulaient plus la rencontrer. On ne lui pardonnait pas de s'être immiscée dans le problème de la prostitution et de soigner des prostituées. Elle était une des seules femmes, il y en avait peut-être dix ou quinze, qui étaient membres de cette Société pour la Moralité Publique. Une femme convenable «ne parlait pas de ça» et même, elle était censée ne rien savoir. Pour le reste la liberté de mouvement était très limitée. Physiquement il y avait le pensionnat, les chaperons, et même une discipline très stricte relative aux jeux qui convenaient pour les jeunes filles. La femme était aussi habillée de telle façon qu'elle ne pouvait presque plus se mouvoir. D'autre part sa liberté intellectuelle était également très limitée. Je pense à l'interdiction de la lecture de romans, à la lutte contre la «folle imagination», les intimités, les passions,

les plaisirs sensuels... Même intellectuellement et mentalement on a voulu restreindre les expériences féminines. C'est ce qu'on appelle une éducation à la passivité. On prônait cependant le modèle de la femme forte, mais c'était surtout une force morale négative, faite de dévouement, de maîtrise de soi, de renoncement, de soumission.

Je cite Mélanie van Biervliet, fondatrice de la congrégation enseignante des «Dames de la Sainte Famille»: «La soumission sera toujours le partage de la femme vertueuse... La jeune fille obéit dans la maison paternelle, l'épouse au foyer domestique, la religieuse à l'ombre des autels». Les auteurs libéraux n'emploient pas explicitement de tels termes, mais ils supposent cette même qualité innée.

L'idéal suprême, la vocation par excellence de toute femme, c'était évidemment d'enfanter, d'être mère et éducatrice. Si les conditions voulues étaient bien remplies (c'est-à-dire si le couple était marié) les femmes étaient tout naturellement supposées accepter les avances sexuelles.

Mais hors du mariage, il n'y avait qu'un mot d'ordre pour elles: «pas de familiarité, toujours la distance». Charles Le Hardy de Beaulieu le formule de façon lapidaire: «La femme sait que la loi de l'honneur est le rempart qui la protège...».

Nous pouvons conclure cet exposé en affirmant que la répression sexuelle des femmes revêtait des formes très diverses au 19<sup>ème</sup> siècle. Les témoignages et exemples cités nous ont permis de sentir ou de toucher l'aliénation profonde des femmes par rapport à leur identité sexuelle. Parmi les causes multiples de ce phénomène, nous avons signalé des facteurs très divers d'ordre physique, scientifique, socio-économique, éducatif, juridique et éthique. Le rapport direct entre la discrimination générale de la femme et son oppression sexuelle est manifeste.

Denise Keymolen





## Violences faites aux femmes

3A62 PEE - 2005

## Droits de l'homme

«Immense est le nombre d'hommes qui dans les pays les plus avancés, ne sont que des brutes... Ceci ne les empêche nullement, à travers les lois du mariage, d'obtenir une victime... Le plus vil malfaiteur a quelque misérable femme qui lui est attachée et contre laquelle il peut exercer toute atrocité, sauf peut-être la tuer... et même cela, il le peut sans trop craindre d'être puni par la loi...» disait déjà, dans l'Asservissement des Femmes, J. Stuart Mill au milieu du siècle passé. Aujourd'hui, «les pays plus avancés» sont très soucieux de faire respecter la «Déclaration Universelle des Droits de l'Homme», mais essentiellement en ce qui concerne les libertés publiques. Ce que tous dénonceraient avec horreur lorsque cela se passe dans un commissariat de police ou dans une chambre de torture, se produit - tous comptes faits - assez communément au sein de la famille. Et ce qui s'accomplit au sein de l'intimité familiale suscite parfois un peu d'émoi mais jamais une réaction politique. On ne voit pas des pétitions mettant les gouvernements en demeure de faire cesser sur leur territoire ces violences contre les femmes et les obligeant à ouvrir les portes de ces millions de petits cachots dits cocons familiaux que sont les foyers où l'on brutalise les femmes. Nous devons en effet partir d'un principe politique: la liberté des personnes est collectivement entravée par le nombre important de petites filles qui sont soumises à des violences sexuelles, qui sont obligées d'intérioriser, lorsque leur mère est brutalisée, un comportement où la femme est soumise à la répression physique brutale. Posons autrement les questions sur les «blocages» des femmes, sur leurs difficultés à «s'engager», sur leur impossibilité d'assumer en plus de leur double rôle, d'autres fonctions (politiques, syndicales, ...): la réalité est là, aveuglante: plus de la moitié des femmes (échantillon de femmes belges de 30 à 40 ans) affirment être ou avoir été un jour confrontées à l'une ou l'autre forme de violence. Pour plus d'un cinquième (21,7 %) de la population féminine, cette violence est (ou a été) à la fois physique et sexuelle. Pour plus d'un cinquième, il s'agit «seulement» de violence physique. Près de 15 % connaissent ou ont connu une violence sexuelle sans violence physique. Voilà ce que révèle la recherche commandée par Miet SMET, Secrétaire d'Etat à l'Emancipation Sociale, à Mme R. Bruynooghe, Professeur au Centre Universitaire du Limbourg (1). Cette re-



cherche a été menée avec toutes les qualités requises. Elle rappelle brièvement l'évolution qui a progressivement sorti cette violence de sa tanière et permet aujourd'hui de mener des enquêtes. Elle prend d'abord la violence physique et la violence sexuelle dans un sens très large. Et avec raison parce que cela permet de situer les formes graves de violences physiques et/ou sexuelles dans un contexte. Petit à petit, les questions se resserrent: on discerne un bon 15% de femmes qui subissent ou ont subi des violences physiques modérément graves ou très graves; et un petit 12% de femmes qui subissent ou ont subi des formes modérément graves ou très graves de violences sexuelles.

Pour les femmes qui ont subi ou subissent des violences physiques, il s'agit d'un cas accidentel ou exceptionnel dans près de 35% des cas. Pour 22%, cela se reproduit ou reproduisait une ou plusieurs fois par an, pour 24%, une ou plusieurs fois par mois, pour 19% une ou plusieurs fois par semaine.

En ce qui concerne les violences sexuelles, près de 60% des femmes ne les ont subies qu'une fois ou exceptionnellement, plus de 16% une ou quelques fois par an, près de 11% une ou quelques fois par mois, et plus de 12% une ou plusieurs fois par semaine.

Cette violence s'est parfois étalée sur une longue période de leur vie. En ce qui concerne la violence physique, si plus de 35% ne l'ont connue que pendant un an ou moins, près de 32% l'ont connue pendant une durée de 2 à 8 ans, et plus de 33% pendant une durée de plus de 9 ans.

La violence sexuelle est moins «étalée». Plus de 75% de celles qui l'ont connue l'ont subie pendant un an ou moins, 16% pendant une durée de deux à huit ans et plus de 8% pendant une durée de neuf ans ou plus.

Parmi les victimes, plus de 41% ont connu la violence physique dans la prime enfance (0 à 5 ans), plus de 21 % dans l'enfance (6 à 11 ans), plus de 18% dans l'adolescence (12-18 ans) et près de 19% à partir de l'âge adulte (19 ans ou plus).

En ce qui concerne les violences sexuelles, les victimes se répartissent un peu autrement : 1,3% les ont connues dans leur petite enfance, 15,1% dans leur enfance, 51% dans leur adolescence, 32,5% à l'âge adulte.

L'étude du Professeur Bruynooghe permet encore d'identifier l'auteur de violences, selon les types et catégories de celles-ci.

Les violences sexuelles sont imputables aux hommes dans 99% des cas. Les violences physiques graves (étouffer, étrangler, noyer, brûler, couper) sont imputables exclusivement aux hommes (100% des cas). Dans l'ensemble, les violences physiques sont imputables à des hommes dans 63,5% des cas et à des femmes dans 36,5% des cas. Ici, l'étude montre à mon avis une certaine ambiguïté, car s'il est normal de reconnaître que les femmes sont elles aussi coupables de violences vis-à-vis de leurs enfants, il faudrait cependant plus nettement distinguer certaines formes de violences. En outre, il faudrait ventiler ces chiffres en les mettant en rapport avec le temps passé auprès des enfants, temps qui est beaucoup plus long pour les femmes.

On doit certes considérer que la violence est un «langage» qui se transmet et que l'enfant qui a subi des violences sera amené lui-même à reproduire ce comportement. Cependant, à l'âge adulte, on ne trouvera que des femmes (ou presque) parmi les victimes, et cela même si les adultes peuvent être les uns et les autres - mais inégalement - auteurs de violences physiques.

Ce qui est par contre particulièrement appréciable dans cette étude, c'est l'analyse des conséquences de cette violence sur la vie des femmes. Il s'agit globalement pour les femmes d'une amputation de leur liberté, d'une réduction

de leur qualité de vie, d'une détérioration de leur état de santé.

Il est donc légitime de poser des questions de responsabilité politique et sociale. Il est légitime d'inciter les femmes à demander des «dommages et intérêts» à ceux qui se rendent coupables de violences à leur égard car petit à petit, cela obligera la société à estimer le «coût» social de ce que subissent les femmes.

Après tout, il y a bien des hommes qui ont réussi, après un accident d'auto dont avait été victime leur femme à se faire rembourser la valeur de celle-ci par l'assurance. On ne voit pas pourquoi une femme ne pourrait pas faire imputer à son conjoint/concubin non seulement ses soins et traitements physiques et psychiques mais aussi une éventuelle perte d'emploi, une réduction de son investissement professionnel, etc...

Il faut savoir gré à Miet SMET, Secrétaire d'Etat à l'Emancipation Sociale, d'avoir transformé cette question réputée privée en problème politique, ainsi qu'elle l'affirmait en présentant cette recherche.

*«Les violences, physique, psychique et sexuelle constituent des infractions aux droits de l'homme. La violence porte en effet atteinte à l'indépendance et à la liberté des personnes qui en sont victimes. De nombreuses femmes et filles subissent toujours, à des degrés divers, différentes formes de violence commises tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur entourage normal. De telles expériences compromettent très sérieusement leur qualité de vie et peuvent avoir d'importantes conséquences émotionnelles, physiques et sexuelles.»*

*Dans leurs résolutions de 1988 et de 1986, l'Assemblée Générale des Nations Unies et le Parlement Européen insistent auprès de leurs Etats membres pour qu'ils mènent une politique efficace de lutte contre la violence à l'encontre des femmes et des enfants. Les résolutions de ces deux organisations internationales comprennent de nombreuses recommandations à cet effet ».*

**Hedwige PEEMANS-POULLET**

(1) La recherche «Les femmes confrontées à la violence physique et sexuelle: prédominance et conséquences», sous la direction du Professeur Bruynooghe, peut être obtenue au prix de 100 FB auprès de INBEL (avenue des Arts 3, 1040 Bruxelles - tél. 02/217.11.11

## Violences faites aux femmes

3AB2 PEE-2005

## Accueil des femmes battues, dix ans déjà...

*Voilà dix ans déjà que le Collectif pour femmes battues accueille des femmes qui subissent des violences. A cette occasion, l'Association a voulu dresser un bilan de son action et à travers ce bilan, essayer de comprendre... Comprendre ce problème lancinant, comment tant d'hommes en arrivent à battre leur femme, mais comment aussi tant de femmes restent-elles prisonnières de rapports aussi violents?*

### Profil des femmes battues.

Et pour commencer quelles sont les femmes qui subissent des violences et s'adressent au Collectif? La grande majorité des femmes battues qui s'adressent à un Collectif est dans une situation économique médiocre et précaire: 44% ont un revenu inférieur à 15.000 F, un bon tiers (34%) est dans une situation totalement dépendante parce que ne disposant d'aucun revenu personnel. Au total donc, 78% ne peuvent vivre par elles-mêmes. Cessons donc de répercuter l'idée que la violence masculine se produit dans «tous les milieux socio-économiques». Il est évident au contraire que, parmi celles qui s'adressent aux Collectifs, les femmes au foyer et les femmes économiquement dépendantes sont plus nombreuses que les autres.

### Les femmes victimes.

Les femmes hébergées à la suite de violences sont plutôt jeunes. Les trois quarts ont moins de 35 ans. Ici encore, il est temps que ces chiffres soient répercutés auprès des adolescentes qui si souvent sont persuadées que les femmes de leur génération n'ont plus de problèmes avec les hommes. Qu'elles soient averties si possible avant que cela ne se produise pour elles.

Un pourcentage assez faible (moins de 15%) des femmes battues n'a pas d'enfant, les autres ont un ou deux enfants (plus de 50%) 3 ou 4 enfants (plus de 25%) ou plus... Pensons à ce que signifie pour tant d'enfants de tels modèles de relations!

La grande majorité (plus de 65%) des femmes battues venues au Collectif, vivaient ou vivent avec un mari (premier mariage). Les femmes battues célibataires (plus de 10%), divorcées (moins de 10%), séparées (près de 5%),

remariées ou veuves représentent chaque fois des pourcentages faibles. Il ne s'agit donc nullement de femmes ayant un passé d'échecs relationnels, comme on l'imagine souvent.

Plus de 60% des femmes battues vivent depuis un à dix ans avec le partenaire violent et 26% vivent avec un tel partenaire depuis onze à plus de trente ans... A partir des données enregistrées, on constate que le niveau de formation des femmes hébergées est à peu près similaire à celui de la population globale. Que beaucoup de femmes parmi celles qui s'adressent au Collectif aient un niveau de formation «faible» n'est pas surprenant, c'est une réalité globale.

### Les femmes sont figées par la peur

Les violences sont telles que les femmes ont peur. Ainsi même celles qui ont décidé de quitter un homme violent, n'arrivent pas à faire les démarches nécessaires quand précisément l'homme menace de les battre ou de «leur faire la peau» si elles quittent. «Quelle femme aime de se faire battre?», dit Catherine, 35 ans. Ce qui m'a retenue, c'était la honte et surtout la peur. J'étais morte de peur...»

### Le rôle de la réparation

Il faut dire aussi qu'aux épisodes violents succèdent parfois non seulement une rémission, mais même une réconciliation ou même une phase de démonstration amoureuse. «Il était tellement gentil après ses crises de violence», dit Anne, 32 ans, mariée depuis cinq ans, que je me disais que peut-être c'était de ma faute, c'était moi qui avais exagéré pour qu'il en arrive là...». Cette phase réparatrice provient d'un fort sentiment de culpabilité. Les

deux époux, qui ont honte de la violence du mari, vont avoir tendance à se la cacher à eux-mêmes et surtout à la cacher au monde extérieur, ce qui va contribuer au repli sur soi, à l'isolement, et au renforcement de cette structure conjugale pathogène. Les femmes qui subissent cette alternance de violence et de démonstrations réparatrices, sont souvent très dépendantes à l'égard de ce type de relation.

### Des explications qui facilitent l'acceptation

Cette honte provoque chez les femmes une recherche d'excuses et d'explications qui permettront, dans leur for intérieur, de disculper leur mari ou concubin. L'argument le plus fréquent: c'est l'alcoolisme. La femme dit: «Oui, il me bat quand il est saoul, parce qu'il est saoul... S'il ne buvait pas, cela ne se produirait pas. Mais les recherches les plus récentes sur la psychologie des alcooliques renversent complètement cet argument. Selon celles-ci, le plus souvent, l'homme se mettrait à boire pour s'autoriser à être violent avec sa femme. L'homme peut faire à ce moment comme si la violence était «un corps étranger» qui s'introduit en lui-même. Il peut, une fois la scène terminée, ne se souvenir de rien et repartir à zéro. De plus, il sait que la société est plus tolérante pour un ivrogne qui bat sa femme que pour un homme sobre qui bat sa femme.

Arrêtons-nous quelques instants à ce point. Les analyses théoriques disent en effet, qu'un des facteurs qui maintient les femmes sous la coupe des hommes violents, aussi bien dans le cas de la prostitution que dans celui d'une vie conjugale violente, c'est précisément qu'elles trouvent des «explications» qui excusent cette violence. Ces explications leur permettent de croire que la violence est «accidentelle», événementielle, et cela même lorsqu'elle est répétitive et quasi quotidienne! Autrement dit, la femme qui reste avec un homme violent arrive à trouver une explication qui lui permet de penser: «Au fond il m'aime et s'il n'y avait pas ce problème-là (mettons l'alcoolisme, la drogue, le chômage, cette autre femme, etc...) il ne me batterait pas.» Or la réalité est probablement opposée. L'homme qui est violent et qui s'adonne à la boisson, s'autorise «à battre sa femme sous le coup de l'alcool». L'homme qui frappe sa femme parce que la soupe est trop salée (ou autre idiotie du genre...) prend la soupe comme prétexte pour se pouvoir libérer de sa violence vis-à-vis de sa femme. Ces prétextes ont une double fonction. Ils permettent le défolement de la violence comme on vient de le dire mais ils dressent certaines «barrières» autour des femmes.

Prenons le cas de la violence liée à la jalousie. L'homme violent sait que la tentation est grande pour sa femme d'aller voir ailleurs s'il n'est pas possible de trou-

ver un homme plus agréable. Il prend donc prétexte de la jalousie pour enfermer sa femme/concubine dans un isolement de plus en plus grand tout en s'autorisant le libre cours de sa brutalité. Il est évident qu'il n'est pas question pour un tel homme de gagner ou de conserver l'amour de sa femme mais seulement de lui imposer l'absence d'amour en l'emprisonnant dans un état de violence.

Prenons encore le cas apparemment plus anodin de la soupe trop salée ou tout autre bagatelle ayant trait au travail ménager. Il est évident qu'un tel homme est tout à fait indifférent à la qualité de la préparation de la soupe. S'il y était très attaché (réellement), il préparerait lui-même une soupe à sa façon. Non, ce qui compte pour lui, c'est d'empêcher sa femme de dire: «Si t'es pas content, fais-la toi-même!» et donc par là, de lui rappeler la hiérarchie du travail ménager. Cet homme violent veut que malgré sa violence, il reste clair que le travail ménager doit être accompli par sa femme, dans les termes définis par l'homme. La femme doit se sentir tenue de renoncer à sa propre manière de faire la soupe, voire à sa propre indifférence pour la soupe ou la quantité de sel. L'homme violent exige d'être servi et servi avec attention, (j'allais dire avec amour!...) malgré sa violence. Il n'est pas impossible que la femme d'un tel homme partage, elle aussi, ces mêmes critères et cette même acceptation hiérarchique de la vie. Puisque c'est précisément cet écheveau complexe de la violence et de son organisation que la femme victime ne veut pas ou ne sait pas démêler. C'est ce blocage qui la confine dans sa situation de femme battue. Il est donc tout à fait essentiel d'analyser plus profondément ces pseudo-explications.

Mais celles-ci doivent nous faire réviser certaines idées toutes faites. La plupart des femmes pensent que les hommes éprouvent de la haine et de la violence à l'égard des femmes autonomes, des femmes qui échappent à leur contrôle. Or dans le cas des femmes battues, il semble que ce soit exactement le contraire. N'y a-t-il pas une haine spécifique et violente qui vise les femmes trop dépendantes économiquement, haine spécifique à l'égard de la femme au foyer, par exemple. Ou à l'égard de cette forme d'anorexie psychologique, de cette absence de désirs personnels ou d'affirmation de sa propre personnalité que l'on rencontre si souvent et qui est peut-être d'ailleurs l'héritage propre de femmes qui ont été élevées dans un climat de violence?... Quand une femme passe son temps à dire «C'est comme tu veux, fais comme tu veux», n'est-ce pas une manière d'afficher une indifférence qui est plus destructrice encore que ne l'est l'égoïsme vulgaire? Cette indifférence n'est-elle pas une véritable provocation? Ne provoque-t-elle pas chez l'autre des violences comme le font l'autisme et l'anorexie? Ceci ne diminue en rien

d'ailleurs l'immense souffrance vécue par le sujet indifférent, anorexique ou autistique.

### Les enfants comme prétexte.

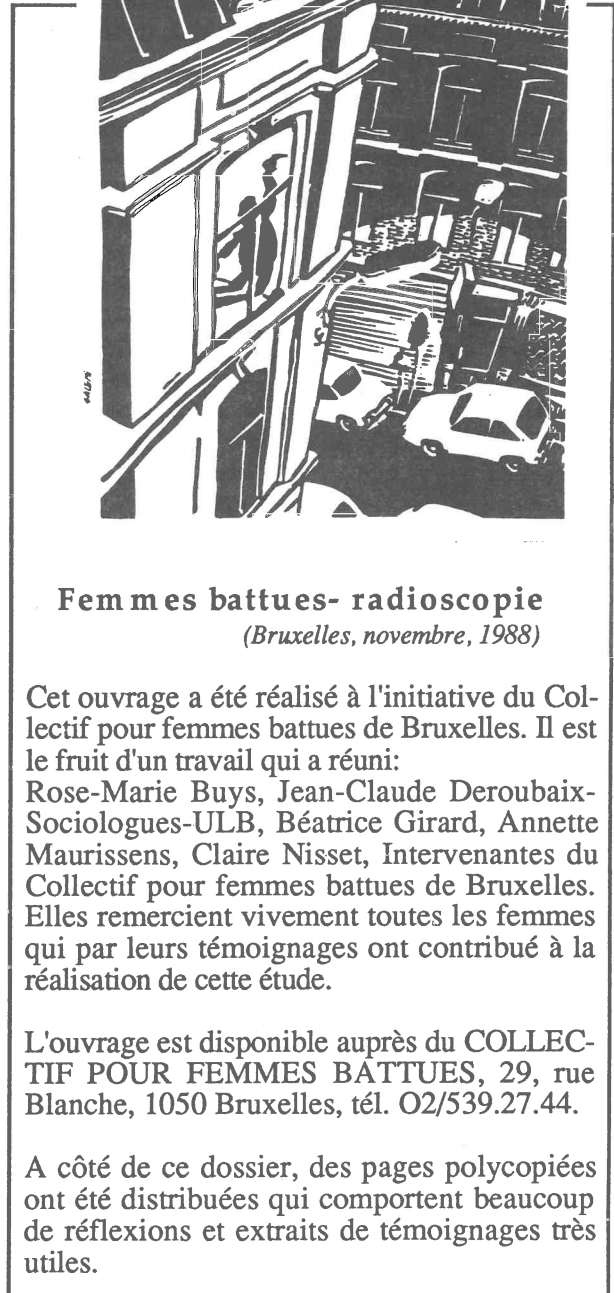
Une observation intéressante faite par le Collectif pour femmes battues, c'est la question des enfants, ou plus exactement de l'«argument des enfants». Le Collectif montre que souvent les femmes battues disent qu'elles acceptent la violence du conjoint/concubin «à cause des enfants» (ne pas «priver» les enfants de la présence de leur père!) mais que c'est aussi «à cause des enfants», qu'à un autre moment elles disent ne plus pouvoir supporter cette violence et finissent par quitter le ménage. Quelle que soit la décision prise, c'est donc le «bien-être des enfants» qui apparaît comme le moteur de celle-ci. Moteur ou prétexte? Est-il si sûr que les femmes ne mesurent pas le tort profond et souvent irréversible que cause à leurs enfants le spectacle de la violence de l'homme vis-à-vis de leur mère, ou le fait de subir eux-mêmes cette violence de leur père? Les perturbations des enfants sont cependant visibles et audibles dès le début. C'est la petite fille qui se prend à mépriser sa mère et se met à vivre dans la terreur de l'homme. C'est le petit garçon qui «copie» son père, devient violent comme lui, ou intervient comme protecteur autorisé de sa mère... En toute hypothèse, les femmes savent que ces comportements sont éminemment reproducteurs et que bon nombre d'hommes violents sont des fils d'hommes violents, qu'ils ont assisté à cette violence dans leur enfance, tandis que bon nombre de femmes battues sont elles-mêmes des filles de mères qui ont été violemment humiliées par leur conjoint/concubin.

Alors d'où vient cette idée qu'il faut rester dans un enfer, qui est un modèle de vie d'enfer, pour le «bien des enfants»?

Un des auteurs cités par le Collectif évoque l'importance d'un certain «conformisme». Beaucoup de femmes battues attachent précisément une grande importance à l'idée du mariage réussi, de la famille conforme, du couple modèle. Cette remarque semble coller d'assez près à la réalité «statistique» des femmes battues. Très nombreuses sont celles qui sont mariées, dont l'homme violent est le premier mari et qui continuent à travers tout à penser qu'elles forment avec leur conjoint violent un couple normal!... Ainsi ce serait, en grande partie, l'idéologie du bon ménage qui maintiendrait les femmes dans la situation d'être battues.

### Les hommes violents.

...«Mon mari, dit Louisa, 52 ans, a une attitude de dictateur comme son père. Il ne supporte pas la frustration. Quand je ne suis pas d'accord avec lui ou qu'il est contrarié, il me frappe ou casse tout ce qui se trouve autour de lui. J'ai assez essayé d'arranger les choses et de



### Femmes battues- radioscopie

(Bruxelles, novembre, 1988)

Cet ouvrage a été réalisé à l'initiative du Collectif pour femmes battues de Bruxelles. Il est le fruit d'un travail qui a réuni:

Rose-Marie Buys, Jean-Claude Deroubaix-Sociologues-ULB, Béatrice Girard, Annette Maurissens, Claire Nisset, Intervenantes du Collectif pour femmes battues de Bruxelles. Elles remercient vivement toutes les femmes qui par leurs témoignages ont contribué à la réalisation de cette étude.

L'ouvrage est disponible auprès du COLLECTIF POUR FEMMES BATTUES, 29, rue Blanche, 1050 Bruxelles, tél. 02/539.27.44.

A côté de ce dossier, des pages polycopiées ont été distribuées qui comportent beaucoup de réflexions et extraits de témoignages très utiles.

comprendre. J'ai assez pardonné. Maintenant, je ne sais plus que faire...»

Comment un homme en arrive-t-il là? La plupart du temps, l'homme violent commence par dénigrer sa femme, l'humilier, l'inférioriser; lui faire des reproches, il lui fait perdre confiance en elle-même: «Il m'a tellement dit que j'étais grosse, dit Yvette, 36 ans, mariée depuis six ans, que j'étais incapable de faire quoi que ce soit toute seule, que j'ai fini par penser que j'avais vraiment besoin de lui...»



Et quand les coups surviennent, ils apparaissent d'abord et parfois longtemps, comme «accidentels», comme «épisodeques». Il arrive ainsi que des femmes qui reçoivent des coups plusieurs fois par mois, ne se perçoivent pas comme «femmes battues», elles n'arrivent pas à faire le lien entre les divers épisodes.

Les épisodes de tension se construisent petit à petit, avec des rythmes plus ou moins lents ou fréquents. Survient alors l'explosion, la fureur, la pluie de coups. Elle se présente comme une étincelle. L'incident qui la provoque est apparemment anodin, soupe trop salée, retard imprévu, ou donne l'impression que c'est la «goutte d'eau qui fait déborder le vase»: l'enfant qui se met à pleurer au moment où l'homme veut dormir. La crise de violence ne dure pas. Quelques moments, quelques heures, elle ne dépasse presque jamais les 24 heures.

En ce qui concerne les femmes qui s'adressent au Collectif pour femmes battues, on constate que dans la presque totalité des cas c'est le mari ou concubin qui est l'auteur des violences. Dans quelques cas il s'agit de «la famille», mais cette question a été mal posée, il aurait fallu préciser: père, frère, etc...

Les conjoints/concubins violents forment un ensemble qui n'est pas tout à fait représentatif de l'ensemble de la population masculine: les actifs occupés sont moins représentés; un certain pourcentage de violents ne peut faire état d'aucun revenu; un pourcentage assez important vit d'allocations de chômage, indemnités de mutuelle, pension ou minimex. En ce qui concerne les nationalités, il semble qu'il y ait une surreprésentation de violents parmi les maris ou concubins étrangers, aussi bien parmi les étrangers CEE que parmi les turcs et maghrébins. Souvent plusieurs formes de violence sont associées. La plus ordinaire, c'est la violence physique:

79%	des femmes hébergées subissent	des coups
19%		des étranglements
16%		des menaces armées
12%		des séquestrations
3%		des brûlures
3%		des mises à la porte.

Mais la violence morale accompagne souvent la violence physique.

64%	des femmes hébergées subissent	des humiliations
17%		des chantages
15%		des menaces de mort
11%		des tentatives d'isolement
12%		des jalousies excessives
5%		des mensonges et infidélités.

### Comment les femmes interprètent cette violence...

Les conjoints/concubins violents sont, plus souvent qu'on ne le croit et moins souvent qu'on ne l'espère, des hommes qui souffrent d'être violents et qui s'efforceraient d'en sortir si on leur en donnait les moyens.

Les maisons d'accueil pour femmes battues travaillent donc désormais à cela également. En effet, l'homme violent a souvent un passé, une enfance, lourds de modèles violents. Il a appris à traduire ses émotions par de la violence. Mais émotions il y a. Et il est possible de trouver d'autres moyens pour exprimer celles-ci. Il faut aussi qu'il apprenne à ne pas imputer aux autres, à sa femme notamment, la cause de ses colères. Les hommes violents ont souvent des sentiments très ambivalents et ont peur de perdre celle à qui ils reprochent tout. Ils ont souvent l'air jaloux et font de leur jalousie une véritable tyrannie. Au début, la femme interprète cette jalousie comme une marque d'affection. Parfois, elle ne réalise ce qui se passe que lorsqu'elle constate que l'homme est même jaloux de l'amour qu'elle porte à ses enfants.

Dans les pays anglo-saxons, à partir des maisons d'accueil pour femmes battues, se sont donc formés des groupes «self-help» pour homme violents. Il en est de la violence (parents violents, hommes violents) comme de l'alcoolisme ou de la toxicomanie, il semble que ce soient les méthodes de self-help qui soient les plus efficaces.

Les Collectifs pour femmes battues se sont spécialisés dans l'accueil, le traitement, bref dans tout ce qui survient a posteriori. C'est leur rôle mais toutes ensemble, nous devons travailler à éliminer toute forme de violence. A «éduquer» les enfants à l'école. A remettre en cause toutes les formes de diffusion d'images (T.V., vidéo,...) qui peuvent donner aux enfants et aux jeunes l'idée qu'un comportement violent est une forme d'expression. A interpeller les Ligues des droits de l'homme et autres associations du même genre pour qu'elles se sentent concernées par ces infractions manifestes à la Déclaration Universelle. Celle-ci ne proclame-t-elle pas en effet: nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants?

Hedwige Peemans-Poullet.

**Adresses utiles**

**Collectif pour femmes battues de Bruxelles**  
29, rue Blanche, 1050 Bruxelles  
Tél: 02/539.27.44, du lundi au vendredi (heures de bureau).

**Collectif et refuge pour femmes battues - Liège**  
9, rue Sœurs de Hasque, 4000 Liège  
Tél: 041/23.42.85.

**Collectif pour femmes battues - La Louvière**  
9, rue de Bouvy 7100 La Louvière  
Tél: 64/21.43.33.

**Fédération francophone des collectifs et refuges pour femmes battues**  
9, rue Sœurs de Hasque, 4000 Liège  
Tél: 041/23.42.85.

**Coordination des groupes contre les violences faites aux femmes**  
29, rue Blanche, 1050 - Bruxelles  
Tél: 02/539.27.44.

**Federatie vrouwen tegen mishandeling**  
Kloosterstraat, 5, 2000 Antwerpen  
Tél: 03/ 233.54.35.

**AMA - Association des maisons d'accueil**  
78, rue Rempart des Moines, 1000 - Bruxelles  
Tél: 02/513.62.25

**Violences familiales**

3AB2 Vio - 125

Le Conseil de l'Europe s'adresse aux Etats Membres:

Recommandation N° R (85) 4

## **DU COMITE DES MINISTRES AUX ETATS MEMBRES SUR LA VIOLENCE AU SEIN DE LA FAMILLE <sup>(1)</sup>**

(adoptée par le Comité des Ministres le 26 mars 1985, lors de la 382<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 15.b du Statut du Conseil de l'Europe,

- Considérant que la famille est la cellule de base de l'organisation des sociétés démocratiques;
- Considérant que la défense de la famille comporte la protection de tous ses membres contre toute forme de violence qui trop souvent surgit en son sein;
- Considérant qu'il y a violence en tout acte ou omission qui porte atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou psychique ou à la liberté d'une personne ou qui compromet gravement le développement de sa personnalité;
- Considérant que cette violence touche en particulier, bien que dans des conditions différentes, d'une part des enfants et d'autre part des femmes;
- Considérant que les enfants ont droit à une protection particulière de la part de la société contre toute forme de discrimination et d'oppression et contre les abus d'autorité dans la famille et dans les autres institutions;
- Considérant qu'il en est de même pour les femmes dans la mesure où existent à leur égard certaines inégalités de fait qui contribuent à rendre difficile le signalement des violences dont elles sont victimes;
- Rappelant à cet égard sa Résolution (78) 37 sur l'égalité des époux en droit civil;
- Rappelant également sa Recommandation n° R (79) 17 sur la protection des enfants contre les mauvais traitements;
- Vu les travaux du 4<sup>e</sup> Colloque criminologique du Conseil de l'Europe, sur les mauvais traitements des enfants dans la famille;
- Vu la Recommandation 561 (1969) de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe relative à la protection des mineurs contre les mauvais traitements,

**Recommande aux gouvernements des Etats membres:****I. Dans le domaine de la prévention de la violence au sein de la famille:**

1. d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur l'ampleur, la gravité et les traits particuliers des violences au sein de la famille en vue d'assurer son adhésion aux mesures destinées à lutter contre ce phénomène;
2. de promouvoir la divulgation dans les familles de connaissances et d'informations en matière de relations sociales et familiales, de dépistage précoce des situations susceptibles d'amener à des conflits et de règlement des conflits interpersonnels et intrafamiliaux;
3. d'assurer une formation professionnelle adéquate à tous ceux qui sont appelés à intervenir dans les affaires de violence au sein de la famille, notamment ceux qui, de par leurs fonctions, peuvent dépister de telles affaires ou accueillir les victimes;
4. de prévoir ou d'encourager la création d'agences, d'associations ou de fondations ayant pour objet, dans le respect de la vie privée d'autrui, de porter

- aide et assistance aux victimes des situations familiales violentes et de soutenir leur action;
5. de prévoir l'existence de services administratifs ou de commissions pluridisciplinaires ayant, d'une part, la tâche d'accueillir les victimes de violence au sein de la famille et, d'autre part, la compétence pour traiter cette sorte d'affaires.

Leur compétence pourra inclure les pouvoirs suivants:

- prendre connaissance des signalements des actes de violence au sein de la famille;
  - faire procéder à des examens médicaux à la demande de la victime;
  - aider, soigner et conseiller les différentes parties concernées dans les affaires de violence au sein de la famille et, à cette fin, faire procéder notamment à des enquêtes sociales;
  - communiquer, soit aux tribunaux de la famille et de l'enfance, soit aux autorités de poursuite, des renseignements concernant les affaires que le service ou la commission estime devoir être soumises à l'une ou l'autre de ces autorités;
6. d'imposer à ces services ou commissions des règles strictes concernant la divulgation des informations auxquelles ils ont accès dans l'exercice de leur compétence;

### II. Quant au signalement des actes de violence au sein de la famille:

7. de diffuser une information spécifique sur l'opportunité et les possibilités concrètes offertes aux personnes ayant connaissance de cas de violence au sein de la famille, de signaler ces cas aux entités compétentes, notamment à celles mentionnées aux paragraphes 4 et 5, et, le cas échéant, d'intervenir directement pour prêter secours à la personne en danger;
8. d'examiner la possibilité de lever l'obligation de secret imposée aux membres de certaines professions en vue de leur permettre de révéler aux entités mentionnées au paragraphe 5 tous renseignements concernant des affaires de violence au sein de la famille

### III. Concernant l'intervention de l'Etat à la suite d'actes de violence au sein de la famille:

9. de s'assurer que dans les affaires de violence au sein de la famille les mesures appropriées puissent être rapidement appliquées, même à titre provisoire, pour protéger la victime et pour éviter la répétition de faits analogues;
10. de prévoir que, dans toute affaire due à une situation de conflit au sein d'un couple, des mesures puissent être prises en vue de protéger les enfants de violences auxquelles le conflit les expose et qui sont de nature à compromettre gravement le développement de leur personnalité;
11. de prendre les mesures nécessaires pour qu'il n'y ait pas d'interférences nuisibles pour la victime entre les interventions civile, administrative et pénale, étant entendu que cette dernière ne doit intervenir qu'en ultima ratio;
12. de revoir leur législation concernant le pouvoir de correction à l'égard des enfants dans le but de limiter, voire d'interdire les châtiments corporels, même si la violation de cette interdiction n'entraîne pas nécessairement une sanction pénale;
13. d'étudier la possibilité de ne confier les affaires de violence au sein de la famille qu'à des membres spécialisés de l'autorité de poursuite ou d'instruction, ou encore de la juridiction de fond;
14. de prendre des mesures pour que ces affaires fassent, en règle générale, l'objet d'une enquête psycho-sociale et que, notamment sur la base des conclusions de cette enquête et d'après des critères à établir ayant en vue les intérêts de la victime ainsi que ceux des enfants de la famille, le ministère public ou le tribunal puisse proposer ou prendre des mesures autres que des mesures pénales, surtout lorsque le suspect ou l'accusé accepte de se soumettre au contrôle des services sociaux, médico-sociaux ou de probation compétents;
15. de n'entamer la poursuite des affaires de violence au sein de la famille que lorsque la victime le demande ou l'intérêt public l'exige;
16. de prévoir les mesures nécessaires afin que la déposition des membres de la famille dans les affaires de violence au sein de la famille soit mise à l'abri de toute pression extérieure. S'agissant notamment de mineurs, ils devraient être assistés d'un conseil approprié. Par ailleurs, la valeur probatoire de ces dépositions ne devrait pas être affaiblie par les règles concernant le serment;
17. d'examiner l'opportunité de prendre les mesures nécessaires pour que les infractions au sein de la famille fassent l'objet d'incriminations spécifiques.

(1). Lors de l'adoption de cette recommandation, le Délégué du Royaume-Uni, en application de l'article 10.2 c du Règlement intérieur des réunions des Délégués des Ministres, a réservé le droit de son Gouvernement de se conformer ou non au texte de l'article 1.5 de la recommandation.

## Violences faites aux femmes

3A b2 LOR-200

Femmes battues:  
rebâtir son identité

Il nous a paru intéressant de reprendre ici un témoignage publié dans la revue «Pour - Femmes: les chemins de l'autonomie» (n°108)

Ce texte sur la violence de l'ombre, celle qui se pratique au quotidien dans la tiédeur des foyers, n'est pas une présentation «comme les autres» du problème des femmes battues. Ni pamphlet, ni diatribe, il raconte une histoire vraie. L'auteur a longuement interrogé une femme qui a subi la violence conjugale et a réussi à s'en sortir. Ce témoignage commenté s'attache à décortiquer les mécanismes pervers d'une relation violente mais aussi, et surtout, à expliquer comment une femme peut réussir à s'en arracher et à reconstruire son identité brisée.

Si vous croisez Marie <sup>(1)</sup> dans la rue, au travail, ou parmi vos amis, vous ne vous douteriez guère qu'elle a été ce qu'on appelle une «femme battue»... Cadre, responsable syndicale, militante, sociable et active, elle ne semble guère posséder le profil requis pour le rôle. D'ailleurs elle confie: «Lorsque j'entendais parler de «femmes battues», je croyais que c'était réservé au quartier-monde, aux alcooliques ou aux drogués, à la misère...». Marie et Michel étaient tous deux divorcés et s'occupaient de leurs enfants en alternance avec leur ancien conjoint. Ils étaient l'un et l'autre à la recherche d'une «nouvelle famille» à reconstruire.

Michel était un collègue de Marie. Il paraissait sérieux dans son travail et dans sa vie. Brillant, de belle allure, il était apprécié professionnellement et il avait l'air si tendre avec sa petite fille

Leur entourage se réjouissait de cette rencontre: «Ils allaient si bien ensemble», témoigna plus tard une collègue. Et c'est vrai qu'ils ne se quittaient guère. Au travail, à la cantine, dans les activités de quartier, main dans la main, toujours ensemble. Marie avait l'impression d'avoir enfin rencontré un homme possédant maturité et sérieux.

Pourtant, peu à peu, Michel se montra irascible et coléreux.

## «Je suis tombée dans l'escalier»

Un jour, elle reçut un appel d'un ancien copain: «On a transformé l'appartement, viens voir». L'invitation était tentante, elle vint. C'était très beau, et Jean paraissait si gentil, si doux, alors que Michel était devenu si dur

Elle hésita, rentra tard ce soir-là. Le lendemain Michel ne décolerait pas, tout était prétexte à son humeur. Marie prit peur pour ses enfants, mit des vêtements dans son sac: «Tu veux partir, et bien fous le camp». Il ouvrit la porte d'entrée et la poussa violemment dans l'escalier. Elle dévala un étage en hurlant, se releva avec difficulté, se traîna dehors pour appeler au secours.

Le médecin prescrivait 15 jours d'arrêt de travail. Contusions multiples, tout le côté gauche couvert de plaies, elle s'en était tirée à bon compte. Dès le soir, Michel venait la relancer chez Françoise: «Reviens», comme s'il ne s'était rien passé. Elle avait fait «non» de la tête, avec énergie, regardant droit devant elle. Il n'avait pas osé insister davantage et était parti, penaud. Marie s'était installée chez Françoise. Elle s'était juré de ne plus revoir Michel. Elle avait en mémoire la violence de ses yeux, quand il l'avait traînée à la porte. Pourtant, les jours passant, Michel commençait à lui manquer cruellement et elle finit par le supplier de reprendre la vie commune, lui jurant de ne plus jamais le quitter. Et pour calmer toute irascibilité, elle rompit avec tous ses amis, même Françoise.

Cet isolement auquel s'était soumise Marie pour plaire à Michel permit à celui-ci de donner libre cours à sa violence. Il commença à multiplier les persécutions, et les «copines». Marie ne protestait pas, impassible aux provocations, pensant qu'il suffisait d'un peu de patience et d'amour pour que cesse cet étrange jeu de massacre. Mais son attitude ne stoppa pas les scènes qui étaient devenues quotidiennes: violences, menaces, insultes. Il inventait chaque jour de nouveaux jeux. Un jour, elle ne lui proposa pas le thé qu'elle avait préparé: elle reçut un litre de thé bouillant jeté à la figure. Une autre fois, il lui cassa une chaise sur le bras, plus tard ce fut la main brisée à coup de bottes.

Marie mettait un point d'honneur à «tenir bon». Mais son calme avait le don d'exaspérer Michel. Bientôt, les humiliations ne tarirent plus. Pour la moindre vétille, elle essuyait une scène. Des pelures d'oranges laissées sur la table, un signe de tête à un copain dans un café, un coup de téléphone d'une amie, un retard des enfants. Elle n'osait plus bouger, plus parler, dans l'angoisse d'une nouvelle querelle.

Aujourd'hui, Marie me confie: «Quand j'entendais parler de telles choses, je me disais: ces femmes ne savent pas se défendre, pas parler. Et je les plaignais. Et puis quand ça a été mon tour, moi la militante syndicale qui tenait tête à la direction, je me suis tue, comme tout le monde, j'ai eu honte, j'ai dit que j'étais tombée dans l'escalier».

Marie souffrait, mais s'entêtait dans son aveuglement. Au début, elle avait faiblement protesté et puis, sous les humiliations, elle avait fini par perdre totalement la notion de ce que certains appellent la «dignité». Elle avait reçu une éducation catholique culpabilisante et son père était très violent. Michel avait-il senti sa prédisposition à se sentir coupable pour un rien, à baisser la tête devant une autorité qui faisait écho à celle de son père?

### Un honnête citoyen, au-dessus de tout soupçon

Marie arrivait d'autant moins à s'en sortir que Michel pratiquait la politique de la terre brûlée, l'isolant de ses amis et de ses collègues, mais maintenant toujours une façade irréprochable. Au travail, il lui tenait les portes, se répandait en gentillesse et éloges. C'est seulement dans l'intimité qu'il révélait «ses patientes inventions de l'ombre» (2). Quand les enfants étaient là, il ne bronchait pas. Plus tard, lorsque Marie se décida à intenter une action en justice, elle eut les pires difficultés à constituer des «preuves». Les persécutions étaient savamment exé-

cutées, sans témoins. Aujourd'hui Marie commente: «Je croyais que le profil de l'homme violent était un alcoolique du quart-monde. Mon avocate m'a dit qu'au contraire c'était souvent un «fonctionnaire», bien vu et bien noté par ses chefs».

Un jour, elle décida d'aller rendre visite à chacune des femmes qui avaient jalonné sa vie. Ce fut un véritable calvaire, où peu à peu se dessinait une longue chaîne de victimes, où n'apparaissait que calcul là où elle avait lu amour... Elle était bien jouée comme les autres. Toutes ces femmes possédaient un point commun: elles l'excusaient et elles se taisaient. Quand Marie voulut prendre un avocat, elle se retrouva seule. Michel avait bien choisi ses victimes, elles ne témoigneraient pas. Marie se sentit en danger: tout le système d'impunité de Michel, basé sur son image d'«honnête citoyen», risquait de s'écrouler.

### Paysage après la bataille

Michel disparaissait des jours entiers après certaines scènes. Elle était soulagée quand il partait, mais guettait bientôt le bruit de sa voiture ou la sonnerie du téléphone. Marie semblait avoir abandonné tout esprit critique, toute protection élémentaire. Sa seule défense était le silence. Elle ne disait rien, cachait tout. Elle allait voir ses enfants chez son ex-mari en cachette, il aurait pu s'en fâcher. Elle ne voyait plus personne. Cette relation avait tout dévoré. Rien ne comptait plus que ce cercle: se faire battre, se séparer, se retrouver, etc. Les scènes semblaient n'avoir d'autre utilité que les longues étreintes qui suivaient. Les étreintes ne semblaient servir qu'à nourrir les scènes qui leur succédaient.

C'est sans doute pour vivre ces moments de «retrouvailles» qu'elle guettait son retour: «Quand il avait été violent, venait un moment où il devenait tendre et fragile, il semblait épuisé, à ma merci, il quémandait du secours. Il s'excusait, jurait que c'était la dernière fois, qu'il m'aimait. Je le prenais dans mes bras, je le consolais, je lui pardonnais tout. Je pensais qu'il allait changer, qu'il avait enfin compris». Marie était prête à payer n'importe quel prix ces moments de douceur et de vérité. Elle reconnaît que ce sont les seuls moments de véritable tendresse qu'elle ait connus. Elle ne pensait sans doute pas qu'il était possible de les obtenir autrement. Elle avait associé tendresse et violence. C'était le modèle de son enfance. Scènes et retrouvailles: «Je me souviens d'une scène horrible où mon père avait cassé le nez de ma sœur. Il y avait du sang partout. Sur le mur, sur le parquet. Le lendemain, ma sœur avait le visage plâtré, à table, et de dis-



ait rien. Mon père avait une expression penaude et je sentais sa honte. Personne ne disait mot. Il y avait un silence de mort».

Sans doute, Marie se sentait investie d'une mission de «réparation». Faire «honte» à l'homme était le seul moyen qu'elle savait utiliser pour calmer sa violence. Pendant les scènes de Michel, elle ne ressentait ni révolte, ni haine, mais de la pitié et une violence contre elle-même. «Ce que je ressentais: l'envie de mourir. J'aurais aimé me faire tuer, pour que la douleur cesse...».

Il n'y avait donc aucune raison que le jeu s'arrête, Marie recherchant les sensations de douceur de l'«après-violence». D'une certaine façon, chacun des partenaires avait «intérêt» à l'escalade. Aussi le territoire de persécution s'élargissait-il et les violences croissaient en fréquence et en gravité. Au travail, elle recevait des coups de téléphone d'injures, des écrits orduriers. L'un d'eux est actuellement aux mains de la justice.

### L'homme justicier, détenteur de «la» loi

Cette lettre a été écrite alors que Marie était partie en vacances avec ses enfants. Michel se sent abandonné. Il donne alors libre cours à ses sentiments de haine. Il se pose en justicier, voulant «faire payer» à Marie toute la souffrance d'exclusion qu'il ressent. Pour Michel, la violence constitue une réponse à une agression insupportable. «J'aime la violence, parce que c'est un juste retour. Je la sens juste comme une note juste. Comme tu n'es pas juste. Elle est obligatoire pour les injustes». Michel se sent détenteur d'une «loi» à faire respecter face à une «coupable» qui la transgresse. Il s'agit d'un rôle très parental. Les adeptes de l'analyse transactionnelle diraient un «parent normatif», édictant les normes et règlements sur lesquels on ne transige pas. Face à lui, Marie est une rebelle qu'il s'agit de corriger.

La violence est alors présentée comme parée de vertus libératrices. Elle est le châtement mérité. Il en parle d'ailleurs comme d'une femme aimée: «La violence, dernier combat. Contre soi, contre eux, contre elle, tout contre, au plus profond, je l'aime. Elle est belle, toujours. Comme la mort qu'elle donne quelquefois».

L'homme violent ne se sent pas persécuteur, mais persécuté. Il cherche alors, par la reconstitution d'une sorte de «mise en scène sadique», à venger cette agression. Les images évoquées sont très primitives, le vocabulaire bestial: «des rognures comme toi»... «Je crache dessus»... «Avec toi sur une île déserte, j'hésiterais entre te tuer pour te bouffer et te tuer pour finir le monde. Je crois que

je choisirais la deuxième solution par idéal, parce que j'ai du ventre». La violence de Michel s'est manifestée à partir du moment où Marie a voulu partir. C'est en fait un signe d'indépendance de sa part qui a constitué le facteur déclenchant. On n'est pas loin de la trilogie masculine «Puissance-Pouvoir-Possession» dénoncée dans le livre *La fabrication des mâles* (3). Pour Michel, il s'agit d'exercer un pouvoir incontesté sur la femme qu'il considère sienne, et de la manipuler à sa guise.

### La femme, cet être infantile, à «corriger»

Bien entendu, cette violence s'appuie sur des références sociales et culturelles, et notamment sur «un consensus toujours vivant de la femme, être méprisable, donc à battre» (4).

Marie est perçue par Michel comme dépendante, donc soumise. Elle doit obéir. Lui seul connaît la façon de se conduire, «la» loi («sa» loi?...). Ceci n'est possible que si Marie est infériorisée, et pour cela tout un conditionnement est mis en place. C'est la fonction des injures, du vocabulaire ordurier: «Tu pues la peur, la lâcheté, l'incapacité (...). Tu es le mal vivant et j'ai envie de te tuer».

C'est aussi la fonction de tout un climat d'«humiliation» savamment constitué par Michel. Certes, Marie a subi un certain nombre de scènes de violence physique grave, la justice ne s'intéresse d'ailleurs qu'à celles-là, et uniquement s'il y a des preuves, mais il existe bien d'autres formes de violences, beaucoup plus subtiles, et non réprimées par la loi. Marie raconte que les coups n'étaient jamais que la forme «ouverte» de la violence. Il y avait plus souterrain et plus quotidien (5). Il repérait toutes les occasions propices à humilier Marie, pour détruire toute image positive d'elle-même. Après, il pouvait cogner, elle ne s'enfuirait pas. «Ce que tu es maladroite», «Tu ne sais pas conduire», «Tu as bousculé cette dame», etc. Marie se sentait épiée sans cesse, multipliait les maladresses, culpabilisait, alimentait les remontrances de Michel. Elle en arrivait à s'excuser pour tout, demandait pardon aux meubles.

Un exemple illustre bien cette attitude. Une scène particulièrement violente eut lieu à l'occasion d'un week-end à la mer. A une remarque très blessante de Michel, elle s'était brusquement levée et avait quitté à pied le restaurant où ils dînaient, lui abandonnant sa voiture. L'hôtel était loin, la route déserte. Elle marcha une dizaine de kilomètres dans la nuit. Elle avait peur. Elle vit s'arrêter avec soulagement la voiture, «sa» voiture. Elle lui dit:

«Je suis contente de te voir, j'avais terriblement peur». Sa faiblesse eut pour conséquence immédiate d'attiser la violence de Michel. Il devint fou furieux, et la saisissant par les cheveux, il la traîna à la voiture. «Tu as eu peur, c'est bien fait, ça t'apprendra, saloperie, etc.» Il lui prit la tête et la cogna contre le tableau de bord. Et comme elle hurlait, il lui ferma la bouche et le nez de sa main. Elle étouffait: «Je crus ma dernière heure arrivée» me confiait-elle plus tard. Il la lâcha enfin, les cartilages de l'oreille cassés et le visage tuméfié.

Au cours de cette scène, Marie n'eut pas un geste de révolte: «Je ne sentais plus rien... je pleurais je criais: je veux mourir... J'étais incapable de me défendre. Pour se révolter, il faut se sentir des droits, de l'importance. Quand je vivais ces scènes, je me sentais tellement réduite à rien que je n'avais qu'une pensée: en finir. Moi aussi j'étais violente, je voulais que ma tête s'écrase, que tout s'écroule...» La violence de Marie était dirigée contre elle, celle de Michel contre les autres... Il se complétaient très bien.

### La difficile reconstruction de son «importance»

Une des grandes difficultés de Marie, quand elle eut quitté Michel, fut de se reconstruire un «moi». Une importance. Une légitimité. Beaucoup de femmes se sentent ainsi d'abord «au service» des autres: au service de leurs enfants, de l'homme, de leur patron, etc. Et pourtant, Marie était militante, responsable syndicale. Mais là, la cassure de la personnalité de Marie n'apparaissait pas, il s'agissait d'«autres» à défendre... De façon apparemment contradictoire, cette faible opinion de soi-même peut aussi devenir force, Marie ne demandant qu'à changer. Michel au contraire, qui a une très haute opinion de lui-même, n'a aucune raison de changer, sauf de victime.

Marie s'était tue parce qu'elle avait peur. Plus tard, elle comprit qu'un homme violent est faible et peureux. Que l'autorité qu'il essaye d'exercer et dont il se sert à tout moment lui fait terriblement peur, et que l'exercice d'une autorité contre lui le fait stopper ses persécutions. Avoir recours à la justice est donc un bon moyen de stopper la violence (ce qui ne veut pas dire guérir)

Marie se taisait aussi parce qu'elle avait honte. Honte soigneusement entretenue par Michel. Le jeu persécution-victime ne peut se poursuivre que dans l'ombre. Parler rend publics les actes de violence. Or une des raisons de la violence est de faire taire la victime. Michel en effet a terriblement honte lui-même de sa violence et la cache soigneusement. Casser la façade stoppe donc le jeu. Etre per-

sécuteur est beaucoup plus honteux qu'être persécuté. Si on plaint la victime, il n'y a pas de pitié pour le violent. Il ne peut pas en parler. Ce qui l'enfoncé dans son rôle.

Aujourd'hui où Marie a porté plainte, ces trois années de silence la desservent terriblement, ainsi que le caractère «caché» des violences. Si Marie n'a pas prêté attention à réunir des preuves, Michel les a en général soigneusement effacées, d'où la difficulté à rendre crédibles les faits. La violence dérange et il y a un consensus tacite de l'entourage pour étouffer une telle affaire. La victime se retrouve accusée: «Si elle a supporté cela si longtemps, c'est qu'elle le voulait bien», comme si le silence de la victime légitimait les persécutions. Marie eut beaucoup de mal à séparer les sentiments et les faits. A faire sienne cette phrase de l'avocat: «Il y a les sentiments d'un côté et les faits de l'autre. Il y a des choses autorisées et des choses interdites par la société. Atteindre à l'intégrité physique de quelqu'un est interdit. Quels que soient les sentiments que vous éprouviez, rien ne légitime un fait de violence»

La victime est soupçonnée. Une enquête est menée sur son état mental, ses ascendants, etc. La vie privée est étalée au grand jour. Il faut être solide pour faire face. Aujourd'hui Marie dit: «Si j'avais su que c'était si éprouvant, je n'aurais jamais fait ce procès. Je suis convaincue que les plus démunis abandonnent. A quoi sert alors la justice?»

Un jour, dans une thérapie collective, Marie fut interpellée par des hommes: «Avoue que tu aimais ça», et Marie fondit en larmes: «Non, je voulais rester, parce que je voulais le changer». Marie s'était sentie investie d'une mission de réparation de la violence de son père et ne voulait pas renoncer à l'idée de faire changer Michel. En fait, la difficulté de Marie fut d'appliquer cette volonté de changement à elle-même. «J'ai mis longtemps à comprendre qu'on ne peut pas changer les autres. C'était à moi de sortir de mon rôle de victime. Je m'entêtais à chercher à transformer Michel. Je ne voulais pas comprendre que je n'avais de pouvoir que sur un seul volet du scénario: le mien»

En extrapolant un peu, c'est globalement le chemin qu'ont suivi de nombreuses femmes. Après une période de dénonciation du pouvoir mâle, de sa violence et de ses multiples formes d'oppression, elles se sont beaucoup plus attachées à agir sur elles-mêmes, à conquérir leur autonomie, ce qui automatiquement bouleverse le rapport femme/homme. Mais avant de partir à la reconquête de soi-même, il faut briser le lien de dépendance qui constitue la toile de fond du rapport de dominance.

Une relation basée sur la violence est révélatrice de

mécanismes de dépendance (6). Marie et Michel étaient tous deux hantés par la peur d'être abandonnés. Tous deux avaient vécu l'abandon du parent de sexe opposé de façon dramatique.

Cette double dépendance entraîne deux comportements systématiques, qui s'entretiennent mutuellement. Chacun adopte une sorte de «conduite programmée», obéissant à une directive très puissante (7).

Sous la violence de Michel, la peur sous-jacente de perdre l'«objet» aimé qu'il considère comme sien. Le jour de sa naissance Michel avait été séparé de sa mère, atteinte d'un cancer. Ce traumatisme est sans doute à l'origine d'une sorte de précepte: «Plutôt te tuer que te perdre».

Sous la faiblesse de Marie, le besoin maladif d'attirer l'attention à tout prix. Elle avait beaucoup souffert de l'indifférence de son père. Elle avait coutume de dire: «Il était tellement oublieux de moi, qu'il est mort le jour de ma fête». Ses violences étaient, à tout prendre, moins insoutenables que son silence (8). La devise inconsciente de Marie, symétrique de celle de Michel: «Plutôt se faire tuer que provoquer l'indifférence».

Ce qui était précieux pour Marie, c'était son pouvoir de faire «réagir» Michel, même si c'était par des coups. Personne n'était moins indifférent que Michel. Après chaque scène de violence, il se précipitait chez elle, se confondait en excuses, la comblait de cadeaux et de fleurs. Stationnait des heures en voiture sur son parking, sonnait jusqu'à ce qu'elle ouvre, donnait trente coups de téléphone, lui envoyait des lettres fleuves, remuait ciel et terre pour la retrouver, etc. Du coup, «elle se sentait importante». Et c'était bien la première fois de sa vie d'adulte.

Elle ne reconnaissait sa propre importance qu'à travers celle qu'il lui témoignait. C'était l'homme qui la définissait et non pas elle, en tant que femme.

SOS femmes battues représente une solution d'urgence indispensable mais elle ne peut pas fournir une aide durable. En effet, tout le problème est de sortir de sa condition de victime. Or, faire une association de victimes revient à rassembler des femmes qui connaissent les mêmes difficultés et tendent à se conforter mutuellement dans leur rôle.

C'est la relation homme-femme qui est pathologique. Comment guérir cette relation en mettant ensemble tous les malades? Pour changer son image de la femme, il faut surtout s'entourer de femmes autonomes et d'hommes positifs... Se déconditionner de la violence représente un

long travail un peu comme une cure de désintoxication. Marie entreprit, lentement, difficilement, un réapprentissage d'elle-même. Un véritable jeu de patience ponctué d'intenses périodes de découragement.

«J'avais l'impression de vivre une grossesse, je reconstituais mes mains, mes pieds, mes cheveux... Je refaisais le travail de ma mère. Je m'accouchais...».

Son action fut centrée sur la reconsidération des croyances qu'elle avait sur elle-même, et par conséquent sur les hommes qu'elle rencontrait: «Quand on ne veut plus jouer le Cid, il y a deux moyens. Un négatif: fuir les Rodrigue. Un positif: apprendre un autre rôle que celui de Chimène».

Première étape: quitter Rodrigue. Marie changea de travail, déménagea. Elle s'appuya pour cela sur la solidarité d'autres femmes: la déléguée «Femmes» de son département, une militante syndicale pour sa mutation, une assistante sociale pour le logement.

Deuxième étape, la plus difficile: cesser de jouer Chimène. Marie savait que tant qu'elle ne serait pas déconditionnée, elle ne rencontrerait que des hommes comme Michel. Aussi accepta-t-elle de rester seule pendant un temps. «Quand on arrête, il y a une période de traversée du désert. On a enlevé le passé, pas encore mis d'avenir, c'est le vide». Elle se heurta à l'épreuve du manque («C'est comme une drogue, on est accro»), à l'incompréhension de son entourage («Tu penses à Michel, c'est pareil»), à ses propres croyances («Ce sont les autres qui définissent mon importance»). Elle dut procéder à un véritable travail d'autosuggestion, avec des phrases leitmotiviques, comme les paroles d'un père protecteur à sa fille: «Même si personne d'autre que toi ne sait que tu es importante, tu le restes»; «Courage! Penser à une bouteille, ce n'est pas la même chose que de boire!»; «Il est légitime de vouloir obtenir de l'attention. Ton but est juste, ce sont les moyens qui ne sont pas appropriés. Il y en a d'autres.

Troisième étape: apprendre d'autres rôles. Et pour cela, il faut trouver de nouveaux «modèles». Marie avait une quête éperdue de l'homme. Seul comptait son rapport à la masculinité. Elle devait se réconcilier avec sa féminité. Un moyen: se constituer un entourage de femmes à qui elle aurait aimé ressembler. Des femmes «positives» et maîtresses de leur destin. Des femmes qui savent non pas «battre», comme le rôle traditionnel masculin, mais «se battre». Pas contre. En face. Indirectement, Marie s'en trouva valorisée. Elle vécut aussi une relation amoureuse avec une autre femme: «Ça m'a réconciliée avec les hommes».

Un autre moyen a été aussi de rencontrer des hommes qui rejettent la violence masculine et prennent clairement position par rapport à elle<sup>(1)</sup>. Il faut que des hommes s'approprient la violence d'autres hommes. Pour Marie, «c'est aux hommes de réparer, ce n'est pas un problème de femmes entre elles. Je regrette que ce soient seulement des avocates qui défendent les femmes».

Et puis un jour, comme dans les contes de fées, le jour de l'anniversaire de la mort de son père, le jour de la fête de Marie, elle rencontra un homme dont le regard l'émut. Il était tendre, et avait horreur de faire souffrir. Elle se dit: «Tiens, il ne ressemble pas du tout à Michel». Elle sentit qu'elle avait changé, le jour où pour la première fois de sa vie, elle réalisa qu'il était important pour elle. Ce fut une révélation. Et elle s'étonna que son cœur bouge, cette fois, alors qu'elle avait tellement gueté jusqu'ici que ce soit le cœur de l'autre qui bouge.

Marie était devenue actrice.

Jacqueline Lorthiois

(1) D'après une étude de L'INSEE de 1986, «Marie» est le prénom le plus répandu, en France, chez les femmes, «Michel», chez les hommes. J'ai intitulé mes personnages Marie et Michel pour cette raison. Je voulais insister sur le côté «banal» d'une telle histoire. Mais la fréquence de ce

nom, «Marie», me fait réfléchir. Est-ce un hasard si la référence la plus fréquente que l'on donne à une fille dès la naissance est celle d'une femme sans homme?

(2) Ainsi Thérèse Desqueyroux (F. Mauriac) parlait de son mari Bernard.

(3) G. Falconnet, N. Lefaucheur, «La fabrication des mâles», coll. Points, 1977.

(4) Cité dans Dialogue, n°68, «Notre couple est-il normal?». Un jour, à l'hôpital, Marie avait posé la question des «hommes battus». «Un cas sur cent » avaient répondu les médecins. En admettant que la honte empêche encore plus les hommes que les femmes de faire une déclaration à l'hôpital, il s'agit quand même d'un phénomène spécifiquement réservé aux femmes.

(5) «La pulsion sadique», commentait un conseiller conjugal à une table ronde sur les femmes battues, «ce n'est pas en premier lieu donner la douleur, c'est avoir la maîtrise sur l'autre»; cité dans Dialogue, op. cit.

(6) cf. le livre Adieu ou Apprenez à rompre sans difficulté du docteur Howard Halpern, Editions Le Jour, 1982.

(7) Voir l'analyse des «scénarios de vie» et l'étude des comportements qui en résultent par Eric Berne, et notamment le livre «Que dites-vous après avoir dit bonjour», éd. Tchou, 1979. Ces «directives de vies» s'appellent, dans le jargon des adeptes de l'analyse transactionnelle, des «injonctions». (8) Les thérapeutes s'accordent pour dire qu'il vaut mieux pour un enfant des marques d'attention négatives (coups), qu'aucune attention. C'est pour cette raison que séparer des «enfants battus» de leurs parents se traduit fréquemment par une aggravation de leur état affectif, même si, physiquement, ils vont mieux.

(9) Comme par exemple, l'association ADAM «Association pour la Destruction des Archétypes Masculins».



## Violences faites aux femmes

3AB2 KRW-nw

## Le coup de grâce

Imaginez la consultation d'une gynécologue dans une petite ville de province: une femme sort du cabinet, ravie, elle est enceinte!

La personne suivante entre, la trentaine, elle a l'air triste et fatiguée. Elle a les yeux maquillés (trop) ça lui donne l'air d'un raton laveur. C'est la première fois qu'elle me consulte. «C'est pour une visite de routine» dit-elle. Je pose des questions obligées sur son état de santé, son genre de vie, ses enfants, son métier, sa contraception. Elle est kiné, a une fille de six ans et porte depuis l'accouchement un stérilet (périmé depuis belle lurette). Elle répond évasivement, comme à contre-cœur à mes questions; je sens quelque chose qui cloche, qu'elle est préoccupée, étrangement inquiète, curieusement triste. Je ressens comme un malaise mais ne perçois pas d'où il vient.

Je propose de changer le stérilet devenu inefficace. Elle fond en larmes: «enlevez-le si vous voulez, mais je n'en remettrai pas un autre, jamais, plus jamais...».

Silence. Elle pleure, et plus ses larmes coulent plus on sent qu'avec énergie de nouveaux sanglots se précipitent vers la sortie libérant une extraordinaire énergie contenue jusqu'alors.

Avant même de réagir, la première interprétation qui me vient à l'esprit est celle d'une rupture du couple récente et douloureuse.

Je n'ai plus envie de poser des questions, je me tiens disponible à écouter, à la laisser parler si elle le souhaite.

Elle reprend dans un reniflement: «Madame, je vais mourir». Je note dans son attitude un certain théâtralisme qui est à la limite de m'agacer - je ne bronche pas.

Puis les mots dévalent, se bousculent, s'entrechoquent: «Je vis un vrai calvaire! Je suis mariée depuis trois ans avec le père de ma gamine. Cette nuit, il est rentré après sa tournée habituelle des cafés et m'a menacée de nous tuer toutes les deux avec sa carabine, puis de se suicider. Il va le faire, j'en suis sûre.» L'agitation succède aux larmes.



Elle me déverse en bloc tout le paquet: un couple qui va mal depuis longtemps, son mari souffrant de troubles psychiatriques qui vont s'aggravant - «Il est devenu complètement fou, dit-elle, quand il boit (ce qui arrive souvent) il rentre méconnaissable et nous menace de nous tuer, surtout depuis que je pense à le quitter pour échapper à cette violence...».

J'essaie de la calmer, souvent les menaces ne sont pas proférées sérieusement, je le crois, j'essaie de l'en convaincre.

«Détrompez-vous, reprend-elle, il a déjà tiré sur sa première femme avant moi: elle a reçu une balle en plein visage qui heureusement a ricoché sur le maxillaire. Elle est sauvée mais il a fait plusieurs années de prison...».

Ici je sens que sa panique et son angoisse à elle me gagnent, je sens le danger prendre corps dans la réalité.

Me remonte à la mémoire qu'une de mes amies, gynécologue, a eu un appel au secours du même type il y a quelques années; elle avait mis en route une enquête sociale mais - lenteurs administratives - négligence - on a



retrouvé la malheureuse «patiente» poignardée quelques jours plus tard.

J'ai à présent le sentiment qu'une action doit être entreprise vite et efficacement... Il faut à tout prix organiser une prise en charge - je pense à un refuge pour femmes battues... Je pense à cette petite fille menacée...

«Séverine, me précise sa mère, a préparé son balluchon pour se sauver en cas d'urgence; d'ailleurs depuis quelques mois elle refait pipi au lit et est suivie par la psychologue du centre psychomédico-social».

Convaincues de la nécessité d'agir, nous établissons un plan: pendant qu'elle porte plainte à la police, je contacte le psychiatre du mari, le P.M.S. et le médecin traitant pour organiser une mise à distance des protagonistes du drame.

Elle reprend courage; momentanément, moi aussi. Mais la suite me réserve des surprises.

Le coup de téléphone au psychiatre tout d'abord: il ne croit pas à toute cette histoire, cette femme est une hystérique, son mari est un homme placide, plutôt mou... incapable d'une chose pareille. Je fais remarquer qu'il y a quand même un précédent... «Ah mais ça c'était bien avant que je le suive», me répond-il. Je m'énervais un peu... Plus je tente de le convaincre d'intervenir plus je le sens inerte... Il se défile et conclut: «tout ce que je puis faire, c'est de reconvoquer ce patient à la consultation la semaine prochaine...»

Je reste le cornet en main, désemparée. Hystérique... le mot a été énoncé comme un résumé de toute la situation... comme un paravent qui donne bonne conscience d'ignorer toute la violence sous-jacente.

Du côté de la psychologue, même scénario: «cette mère est hystérique (encore!) le père a avec l'enfant une relation très fusionnelle, c'est un velléitaire... il ne risque pas de faire de mal à la petite... il y tient trop etc... etc...». J'abandonne de ce côté, mais sans lâcher le morceau. Je tente de toucher le médecin traitant: il est en visites pour la journée avec toutes ces gripes qui courent.

Je vais à la police, j'ai crainte qu'eux aussi ne prennent cette femme menacée, traquée, hors d'elle pour une hystérique. Je veux appuyer sa déposition. Ici au contraire, on a pris les choses très au sérieux. Le commissaire me signale que pour la première femme, ça s'était déroulé de la même manière, exactement.

Le procureur est mis au courant, une décision sera prise dans l'après-midi avant l'heure à laquelle la femme et l'enfant sont censées rentrer chez elles. Je pousse un ouf! de soulagement.

Sachant que la situation est prise en main par une «autorité compétente», je décompresse et termine ma journée selon l'horaire habituel. Vers 18 heures, je trouve enfin chez lui le généraliste: il m'apprend que le mari a été arrêté. Son psychiatre contacté par la police a refusé de l'hospitaliser et lui, le médecin traitant, n'a pas osé signer une collocation par manque d'informations précises.

«Je n'allais chez eux que pour soigner la petite, bronchites, rougeole, ...la mère s'occupe bien de l'enfant, le père, je ne l'ai jamais vu vous voyez...»

Oui, je vois. Je vois surtout que face à la violence, les soignants se retranchent derrière une bien curieuse prudence, prudence qui n'est pas de mise pour porter des diagnostics d'hystérie.

J'en arrive à penser que, heureusement, faute de prévention, le système répressif a fonctionné. Je suis soulagée de savoir que ce soir-là la petite Séverine et sa maman s'endormiront sans vérifier les sorties de secours.

Quelques jours plus tard, je recontacte ma patiente. Je la trouve très déprimée: «Il est en prison à Jamioulx. Je suis allée le voir hier: il a tant pleuré... il m'a juré qu'il ne boirait plus et que plus jamais... (d'ailleurs ils ont pris sa carabine). Il est si malheureux. Je ne voulais pas ça. Je voulais juste lui donner un bon avertissement. Je vais tenter de le faire sortir de prison et nous reprendrons la vie commune, il va changer. Ce n'est pas un méchant homme après tout...». Le flot de ses paroles m'étourdit, je m'évade mentalement, je repense à son stress et à son désarroi de la semaine dernière qu'elle semble déjà avoir oubliés, au piège qui se réorganise autour d'elle et qu'elle participe à remettre en place.

J'en ai le tournis, j'ai envie de m'aérer, j'étouffe de voir sa mauvaise conscience, je tente de la ramener dans la réalité, c'est peine perdue. Sa dernière phrase arrive en point d'orgue, résumant tout le retournement de situation: «Vous voyez, me dit-elle, je ne peux pas supporter qu'on lui impose tant de violence».

C'était pour moi ce qu'on appelle le coup de grâce.

Françoise Kruyten



## Violences faites aux femmes

Les ingrédients d'une mauvaise soupe:

**l'amour,  
la haine,  
la propriété.**

3A62 RUB - rev

Dans une «Chronique féministe» axée sur la violence peut-on ne pas parler des faits divers? Cet article se réfère à des crimes commis par des hommes et des femmes en 1988 dont il a été fait état dans la presse du 15 janvier au 20 décembre.

Au Brésil on dit d'un journal à sensation que lorsqu'on le tord, le sang en dégouline. Je crains qu'il n'en soit de même dans le survol qui va suivre. Les faits divers ont été relevés dans dix quotidiens de manière presque systématique. Tous les crimes crapuleux et autres hold-up ont été écartés. Certains ont pu échapper à l'investigation qui ne prétend pas être exhaustive mais ils me semblent significatifs de la manière dont ils sont sélectionnés par la presse parce qu'ils ne représentent évidemment que le sommet de l'iceberg. Les individus évoqués ont donc eu des relations personnelles proches ou lointaines, mais les récits comportent aussi, très probablement une bonne dose de fantasmes des journalistes eux-mêmes. Une analyse des procès qui succèdent à ces affaires ne manquerait pas d'intérêt.

## Crimes contre les enfants.

Les sévices qui révoltent le plus sont ceux exercés sur des enfants. Les cas cités ne sont pas nécessairement nombreux mais l'indignation journalistique se manifeste par des descriptions juteuses et complaisantes qui les font apparaître comme exceptionnels. On le sait à présent, les violences sexuelles et autres sont fréquentes dans le milieu familial, chaudron parfois infernal, dont le couvercle étouffe tellement bien cris et plaintes. La vie privée ne regarde personne, n'est-ce pas!

## Violences sexuelles.

J'ai relevé en 1988 douze cas de violences sexuelles dont l'un entraîne la mort de l'enfant. Il s'agit chaque fois de petites filles dont la plus jeune a deux ans. Les auteurs sont tous des hommes. Parmi les douze hommes monstrueux, six pères et un concubin. Un père viole et sodomise sa petite fille de deux ans pendant son droit de visite.

### Mauvais traitements-brutalités.

A côté de violences sexuelles, des enfants sont encore victimes de la violence brute. Huit cas sont évoqués dont quatre entraîneront la mort de l'enfant et un qui en réchappe de justesse. Le sexe de l'enfant ne semble pas jouer mais le coupable est presque toujours un homme (le père quatre fois, le concubin trois fois) mû parfois par la jalousie vis-à-vis de la mère. Dans un cas, la mère bat aussi l'enfant quand elle est ivre. Dans la plupart des cas, les mères semblent aveuglées par leur amour pour l'homme dont elles redoutent d'autre part les coups pour elles-mêmes. Plusieurs d'entre elles ont été inculpées pour non-assistance à personne en danger.

### Infanticides.

Il me semble qu'il faut distinguer deux types d'infanticides. D'abord les nouveaux-nés, signalés au nombre de cinq, jetés comme du rebut, témoignage pitoyable et horrible d'une grande misère socio-culturelle. Cette forme de contraception ancestrale n'a pas encore été complètement éradiquée dans cette fin du vingtième siècle. Il tombe sous le sens que ce chiffre est ridiculement bas et on peut se demander avec un petit pincement au coeur combien de femmes qu'on croise dans la rue dissimulent au fond de leur mémoire le souvenir d'une expérience aussi traumatisante.

Puis les meurtres d'enfants, descendants directs plus âgés dont sept sont relatés par les journaux. Une mère a voulu entraîner son enfant dans son suicide. Elle le tue mais est retrouvée encore en vie. Une mère noie son bébé âgé de deux mois. Dans trois autres cas, le crime est commis par le père qui vit séparé, au cours d'un droit de visite. Un veuf, père de six enfants tue sa fille aînée (32 ans) qui voulait quitter la maison et blesse un fils qui tentait de s'interposer. Un pensionné tire dans le dos de son fils parce qu'il est un «vaurien». Le fils en réchappe l'arme s'étant enrayée au deuxième coup. Le père a regretté qu'il ne soit pas mort.

Si les souffrances et le meurtre d'enfants nous paraissent insupportables parfois aussi des enfants suppriment leurs ascendants, preuve que la famille n'est décidément pas que havre de paix et d'amour

### Meurtres d'ascendants.

La presse en signale six, quatre femmes parmi les victimes, (deux mères, deux grand-mères) une femme parmi les meurtriers. Il s'agit d'une jeune fille de 17 ans qui étrangla sa grand-mère pour une question d'argent de

poche, semble-t-il. D'une manière générale les causes avancées semblent relativement futiles comme si elles étaient plutôt l'aboutissement d'un long processus de pourrissement. Dans un cas, un fils tue son père ivre pour se protéger et défendre sa mère.

### Meurtres entre adultes.

La cause la plus fréquente qui provoque la folie homicide masculine est la menace de départ de sa conjointe ou son départ déjà effectif. Les hommes utilisent souvent des armes à feu et la boisson joue un rôle néfaste à plusieurs reprises.

### Meurtres liés au départ du conjoint.

J'ai répertorié trente et un meurtres ou tentatives de meurtres consécutifs au désir de rompre de la femme ou à la rupture déjà consommée. Dans quinze cas, la femme est tuée. Elle en réchappe dans huit cas, parfois très grièvement blessée. Ces actes sont suivis de suicide ou de tentative de suicide dans neuf cas. Les hommes ne se contentent pas toujours de tuer celle qu'il ne peuvent supporter de voir partir. Dans quatre cas, l'épouse ou l'amie est retournée vivre chez ses parents. L'une est tuée avec son enfant et ses parents, l'autre avec ses parents. L'homme s'est chaque fois suicidé. Le troisième voit le mari enlever sa femme après avoir tué ses beaux-parents. Un autre enfin, dépit de ne pas retrouver son amie tue son père et sa soeur, puis se suicide. Il faut rappeler les trois infanticides liés au départ de la mère et qui ressemblent fort à une vengeance sur elle. Un des pères suit sa petite fille de quatre ans dans la mort.

Deux tragédies surviennent parce que l'ex-mari continue à rôder autour du domicile de la femme. L'un est tué par le frère de l'épouse qui ne sera pas inculpé, l'autre est blessé par le nouvel ami.

Dans un seul cas, la victime est l'amant de la femme. La presse rapporte peu de faits divers où la vie n'est pas directement en danger. Trois énergumènes se contentent soit de brutalités, soit d'enlèvement, soit d'incendier la maison de l'infidèle soit un savant dosage de ces divers ingrédients.

Les femmes ne supportent pas toujours non plus le départ de leur compagnon. Une annonce de rupture déclenche une soif homicide chez trois femmes. Elle provoque la mort dans un seul cas et la meurtrière tentera de se suicider mais sans succès. Une femme tire sur son ex-concubin qui tente de s'introduire chez elle. Elle n'est pas

inculpée. Dans un couple lesbien, l'une frappe au couteau son amie qui la quitte pour une autre. Enfin, une femme met le feu à son appartement parce que son ami l'a quittée.

#### Meurtres dont la cause n'est pas discernable.

Les femmes se font aussi tuer ou agresser pour des motifs peu identifiables, bien souvent dans l'atmosphère feutrée du foyer. Là encore la boisson est souvent complice.

Vingt-cinq corps de femmes jalonnent l'année, tuées de multiples manières. Cinq échappent à la mort. Quatre hommes ne supporteront pas leur crime. Ils se suicident. L'un en réchappe. Les prostituées constituent un groupe à risque puisqu'on en dénombre quatre dont le corps porte la trace de sévices. Une des victimes a été étranglée par son jeune neveu auquel elle refusait des rapports sexuels.

Hitchcock a inspiré deux beaux-frères qui décidèrent de supprimer chacun la femme de l'autre. Une des soeurs sera tuée, l'autre doit sa survie à son absence. Une mère qui voyait d'un mauvais œil la liaison de sa fille (16 ans) avec un homme de 28 ans est tuée par celui-ci.

Plus navrant encore les massacres familiaux. Dans trois cas, le père poussé par le désespoir tue femme et enfants avant de se suicider. Plus suspect, le dentiste qui tue sa femme et un de ses enfants, puis disparaît. Quatre faits divers rapportent la lamentable existence de femmes battues, défigurées ou sequestrées. Des hommes meurent aussi de la main d'une femme. On compte quatorze tentatives homicides dont sept ont une issue fatale.

Dans trois cas, il s'agit pour elles de se débarrasser d'un mari devenu encombrant parce qu'il est beaucoup plus âgé, éventuellement handicapé et laissant un petit bien. Elles ont d'ailleurs noué une autre relation. Une autre obtient de son beau-fils qu'il élimine le vieux mari. Deux femmes prétendent avoir tué pour échapper à des concubins buveurs et violents. Une troisième soupçonnait son concubin de mettre des médicaments dans sa nourriture. Deux autres jouent du couteau, au cours de disputes portant sur des questions d'argent ou d'intérêts, sans issue fatale. Frappés par leur compagne d'un coup de couteau, trois hommes blessés tenteront d'étouffer l'affaire mais deux finiront par succomber à leurs blessures, dont un, victime du complexe de la ménagère puisqu'il a été frappé alors qu'il marchait avec des souliers sales sur un parquet qu'elle terminait de faire reluire avec amour. La dernière, enfin, tuera son mari avec toute la détermination d'une mère qui est convaincue qu'il est responsable du suicide de leur fille.

Dans un cas une femme tue aux somnifères une autre femme et la jette dans le canal. Il s'agit de la fille de son amant.

Enfin, on peut encore signaler qu'une femme qui se croyait trompée par son mari a tenté de lui couper les parties pendant son sommeil. Il s'est éveillé à temps pour échapper à cette indignité et s'en tire avec une blessure au ventre.

#### Viols.

Les journaux répercutent dix-sept cas de viol. Une femme en meurt, une en réchappe de justesse et une autre doit être hospitalisée. Le dancing semble être un lieu fréquenté par les violeurs puisque cinq femmes se font violenter à leur sortie. Certaines sont enlevées en voiture ou directement agressées dans la rue. Les moyens de pression utilisés sont le couteau, l'étouffement, les coups, les somnifères. Le viol le plus judicieux commis le fut par un jeune homme qui débarrassa sa future victime d'un autre homme qui l'importunait et lui proposa ensuite de la reconduire chez elle, ce qu'elle accepta, la pauvre, en toute confiance.

#### Le suicide à deux.

Les journaux rapportent le suicide de cinq couples. Les motifs sont liés à l'âge et la maladie. Dans un cas, il s'agit d'un amour socialement impossible. Dans trois cas l'homme tue la femme avant de se suicider. Dans un cas, ils se suicident côte à côte. Le dernier est un couple mère-fille qui préparent leur corde, côte à côte. La mère se pend et la fille se ravise. J'ai relevé ces suicides parce qu'ils peuvent, eux aussi, soulever des questions.

Enfin, il faut encore signaler un cas où l'époux tue sa femme malade. Tous les deux octogénaires, il semble qu'on ait affaire à un cas d'euthanasie.

Je ne vais pas vraiment apporter de conclusion. A chacun de tirer la sienne de cette lugubre description. Ce qui saute aux yeux immédiatement, cependant, est le nombre impressionnant de victimes féminines, au point qu'il n'est pas superflu de se demander si toute cette violence ne serait pas, elle aussi, un moyen de contrôler les femmes. Dans la tête fêlée de certains, le refus des femmes d'appartenir à un homme est encore toujours passible de la peine de mort.

E.R.

## Violences faites aux femmes

## Les mutilations du sexe des femmes

Deux textes sont à ce jour parus en Tribune libre dans le Bulletin de l'A.F.A. au sujet des mutilations du sexe des femmes et des petites filles pratiquées dans un grand nombre de pays: «A propos de l'excision en Afrique» (bull. n°4, février 1981) et «Sur l'infibulation à Djibouti» (Bull. n°7, mars 1982).

Bien que fort différents, ces deux textes sont liés à un courant de pensée qui se développe actuellement en réaction à la campagne internationale menée contre les mutilations du sexe des femmes - réaction qui se résume assez bien, en effet, par la phrase (cf. présentation du premier texte par le Bureau de l'A.F.A.): «... de fait, un certain féminisme ressuscite aujourd'hui l'arrogance moralisatrice du colonialisme d'hier».

Depuis une dizaine d'années, il s'est développé chez les anthropologues - et fort heureusement à notre sens - un courant politique de défense des cultures opprimées et/ou supprimées, une lutte contre les ethnocides et les génocides subis par les populations qu'ils ou elles étudient. D'autre part, il est exact que l'«excision» a été - est toujours - un des arguments avancés par les colonialistes-racistes occidentaux pour affirmer que les peuples autres ne sont que des barbares. C'est en tant que partie prenante des luttes anti-impérialistes, anti-colonialistes et anti-racistes, et en tant que féministes - pour nous il y a continuité logique entre ces positions - que nous jugeons utile de rappeler ici certains points concernant d'une part l'anthropologie, d'autre part l'action politique touchant à des faits qu'elle étudie, - et de poser quelques questions, ainsi:

- En remplaçant, à juste titre, les phénomènes d'«excision» dans le contexte de chaque société, l'anthropologie en a-t-elle bien étudié tous les aspects?
- Les luttes contre les mutilations du sexe des femmes sont-elles uniquement «occidentales»?
- L'amalgame entre féminisme et racisme est-il justifié?
- La réflexion politique en anthropologie doit-elle s'arrêter aux frontières des ethnies ou des nations, ou

*Il nous paraît important de ne pas omettre, parmi les violences faites aux femmes, celles qui sont faites sur le sexe des femmes. Nous reprenons ici une analyse féministe sur les mutilations sexuelles parue en Tribune Libre dans le n°9 (1982) du Bulletin de l'A.F.A. (Association Française des Anthropologues).*

considérer que certains sous-groupes à l'intérieur de ces ethnies subissent aussi des formes d'ethnocide et de génocide?

- Doit-on s'interdire toute lutte sociale sous prétexte qu'elle risque d'être récupérée par des idéologies contraires?

Nous partageons avec nos confrères - et surtout avec nos consœurs - le souci qu'on ne dise pas n'importe quoi, même avec bonne volonté, au sujet de la condition des femmes dans les pays du tiers monde. Et c'est d'ailleurs pourquoi féminisme et anthropologie ont respectivement quelque chose à apporter. L'apport éventuel de l'ethnologie au féminisme semble évident: une meilleure connaissance des sociétés autres en ce qui concerne les relations entre les sexes. Inversement, les analyses féministes mettent en évidence des biais sexistes dans les connaissances anthropologiques ainsi que des faits dont l'intérêt des anthropologues s'était peu à peu détourné, notamment que, dans de très nombreuses sociétés, la contrainte qui pèse sur les femmes - et particulièrement la contrainte sexuelle - est sans comparaison avec celle qui pèse sur les hommes.

La socialisation de la sexualité (1) et, partant, la production de deux groupes sociaux, les femmes et les hommes, se fait par divers moyens allant de marquages concrets témoignant directement de la différence des sexes jusqu'au non-dit idéologique. Les procédures matérielles, qui seules nous intéressent ici, peuvent s'appliquer aux deux sexes ou à l'un seul d'entre eux. Les plus spectaculaires sont incontestablement les marquages corporels, qui vont de transformations extérieures de l'aspect (vêtements, coiffures, parures, gestuelles, etc.) à une véritable manipulation, voire mutilation du corps. Dans l'état actuel des connaissances, l'étude différentielle du travail



ainsi effectué sur les corps montre, entre autres: que les corps féminins font l'objet de davantage de manipulations que les corps masculins; que les manipulations pratiquées sur les corps féminins sont beaucoup plus violentes que celles appliquées aux corps masculins, pouvant même être de véritables exactions. En effet, si l'on s'en tient aux seules interventions sur les organes génitaux, on constate qu'il est extrêmement rare que soient pratiquées sur les organes masculins d'autres interventions que la circoncision, laquelle consiste généralement en la seule ablation du prépuce. En revanche, les sociétés qui ont choisi, pour constituer les groupes de sexe, d'intervenir sur les organes génitaux féminins ont des pratiques plus diversifiées, et surtout de nature différente, généralement confondues, dans les textes français, sous le terme banalisant d'«excision». Ainsi:

- l'ablation du capuchon du clitoris, dite «circoncision sunna», seule pratique qui puisse être comparée techniquement, physiquement et psychologiquement à la circoncision masculine (encore qu'elle suppose souvent l'ablation d'une partie du clitoris);
- l'ablation - totale ou partielle - du clitoris
- souvent accompagnée de l'ablation des petites et parfois des grandes lèvres;
- l'ablation du clitoris, des petites lèvres, des grandes lèvres et l'obstruction quasi-totale de l'orifice vaginal par rapprochement et cicatrisation des bords des plaies
- opération dite «infibulation» ou «circoncision pharaonique».

Ces diverses interventions, à l'exception de la première (qui n'est pas la plus courante), ne sont pas comparables à la circoncision masculine, ni techniquement (morphologiquement et physiologiquement), ni quant aux souffrances et au stress psychologique (au moment de l'intervention et ultérieurement) qu'elles entraînent. Parmi les conséquences ultérieures, citons: au moins la suppression du plaisir lié à l'appareil sexuel externe de la femme et, dans le cas de l'infibulation, la suppression de tout plaisir sexuel et le renouvellement des souffrances de l'intervention lorsqu'il faut rouvrir la femme pour les premiers rapports sexuels, parfois la recoudre après un accouchement pour la rouvrir ensuite etc... Souffrance pour les coïts, souffrance pour l'accouchement, infections vaginales, fistules diverses, incontinence d'urine, haut risque de mort au moment de l'accouchement, etc...

De telles pratiques, qui sont bien des mutilations de sexe - et aussi de la personne -, ont été, dans le champ de l'anthropologie, surtout analysées du point de vue du système symbolique «global» de la société. Or, même sur ce plan symbolique, l'«excision» n'est pas l'équivalent de la circoncision (2). Lorsqu'ils existent, les rituels d'excision sont surtout centrés sur l'obligation de la reproduction.

Pour nous, ces pratiques - comme d'autres, «éducatives», n'impliquant pas de mutilations du corps - interviennent dans la construction sociale de la sexualité: elles sont l'un des outils de systèmes idéologiques qui visent à la soumission des femmes. Aussi la seule description de l'appareil symbolique risque-t-elle d'occulter la réalité concrète de la domination masculine et, plus généralement, la violence du fonctionnement des inégalités.

Enfin, il y a tout un champ d'analyse de l'excision qui n'a encore été que peu exploré par l'anthropologie: celui du rapport des femmes elles-mêmes, objets et agents de l'excision (agent ne voulant pas dire sujet inducteur), à ces pratiques. Est-il bien sûr, par exemple, qu'on ne trouve pas ici ce qui est attesté dans d'autres domaines (mariage, rapports économiques entre les sexes, etc.), à savoir des tentatives de révolte individuelles (fuite, suicide) et même une certaine conscience collective des femmes d'être exploitées qui s'exprime parfois dans leurs discours? De telles analyses, centrées sur le vécu physique, mental et social des sujets-femmes peuvent être amenées par une conscience féministe de ce qui se passe dans nos sociétés. En effet, les questions que se pose l'ethnologue dépendent toujours, qu'il soit homme ou femme, de sa position dans sa propre société et, éventuellement, des analyses et des contestations qu'il en fait.

A propos, l'amalgame entre «féminisme» d'une part et colonialisme et racisme de l'autre procède d'une méconnaissance ou d'une ignorance de la réflexion et des écrits produits par les mouvements de femmes. En effet, les féministes ont d'abord porté leurs interrogations et leurs critiques sur leurs propres sociétés avant de les porter sur les sociétés autres, les unes éclairant respectivement les autres désormais. Depuis plus de quinze ans maintenant les féministes dénoncent la barbarie de l'Occident vis-à-vis de ses propres femmes: femmes privées d'autonomie économique, dépendantes des hommes, battues, prostituées de force, violées, etc... - éléments qui ne sont que les plus spectaculaires d'un système d'oppression. Les termes «femme-bétail» ou «femme-marchandise» sont aussi appliqués par une partie des mouvements de femmes aux pays occidentaux. On peut n'être pas d'accord avec ces termes et ces analyses, mais on n'a pas le droit de nier ce fait: que les féministes parlent d'abord de nous. Ni cet autre fait: qu'elles travaillent en liaison avec des groupes de femmes des pays concernés. Si certaines de ces organisations de femmes sont officielles, d'autres femmes, qui luttent en groupe ou isolément, ne peuvent pas toujours être citées en raison de la répression dont elles sont menacées. Pour certains de ces groupes, la seule manière de pouvoir se faire entendre est la diffusion dans les pays occidentaux de bulletins ronéotés anonymes, de tracts, comme l'ont fait en France des femmes d'Afrique Occidentale, et aussi des femmes d'Afrique du Nord pour y dénon-

cer leur oppression renforcée par de nouvelles mesures gouvernementales. Le courage politique de ces femmes est un fait qu'on ne peut ignorer. Bien sûr, on répondra que ce sont des femmes lettrées et donc «occidentalisées». Des ethnologues vont-ils alors partir en guerre contre l'alphabétisation? Il est vrai que certains sont prêts à le faire...

Rappelons enfin que la «modernisation» des pays du tiers monde - lorsqu'il s'agit des femmes - ne va pas toujours dans le sens d'une régression des «pratiques traditionnelles» oppressives pour les femmes, qu'il s'agisse de «santé» ou d'économie. Car il y a souvent collusion entre pouvoir masculin occidental et pouvoir masculin dans ces pays. Ceci a déjà été montré pour le développement économique mais est encore plus frappant pour les mutilations sexuelles: le «progrès» médical (mais peut-être y a-t-il des ethnologues qui lui sont hostiles?) permet désormais l'exécution de ces opérations, en raison même des hauts risques encourus par les «sujets», dans les centres hospitaliers urbains. La médicalisation de ces pratiques - en révélant l'importance et les conséquences - a contribué aussi à la constitution de luttes pour leur abolition. Ainsi l'exemple du Soudan constitue-t-il un célèbre cas de figure. Encore faut-il souligner que sa célébrité tient précisément, non seulement au fait que l'infibulation y est largement répandue, mais surtout au développement d'une lutte locale contre ces pratiques, suffisamment importante pour qu'elle soit relayée par les instances gouvernementales. De nombreuses études médicales ont été entreprises et Khartoum demeure le principal centre de diffusion des informations sur ces questions.

La médicalisation des pratiques de mutilation sexuelle serait aussi présente sporadiquement dans les pays occidentaux. Ainsi est-elle attestée dans trois pays d'Europe: la France (3), l'Italie, et la Suède (où ces interventions

tombent désormais sous le coup d'une loi protégeant les enfants des sévices corporels).

Rien d'étonnant donc à ce que ces luttes, compte tenu à la fois de leur ampleur et du nombre (des millions) de femmes concernées, aient été relayées, quoique très tard, par certaines organisations internationales, non seulement celles qui, telle l'O.M.S., se préoccupent de la santé mais aussi par des associations à vocation plus générale telle Amnesty International qui considère désormais ces pratiques comme atteinte à l'intégrité de la personne humaine au même titre que la torture. Nul n'oblige les anthropologues à articuler leur compétence et leur savoir scientifique aux luttes sociales et politiques, bien au contraire. Encore faudrait-il qu'ils ne s'autorisent pas, directement ou indirectement, des propos dont l'effet est mépris vis-à-vis des luttes sociales contemporaines et injure à ceux et, ici, surtout à celles qui les mènent.

Mai 1982

Nicole Echard, C.N.R.S.  
Nicole-Claude Mathieu, E.H.E.S.S.

P.S. Deux groupes mènent actuellement en France une action contre les mutilations sexuelles: la C.A.M.S. (Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles) et le MODEFEN (Mouvement de défense des droits de la femme noire).

(1) Nous reprenons ici en partie les termes d'un article de Echard, Jourmet et Lallemand, publié dans La première fois, ..., Editions Ramsay, 1981.

(2) Voir, par exemple, les articles de Sindzingre, dans Cahiers d'Etudes Africaines, 1977, XVII (1) et L'Homme, 1979, XIX (3-4).

(3) Cf. Dr Marie-Hélène Franjou, «Mutilations sexuelles féminines: un problème qui concerne les praticiens français», Quotidien du médecin, 12 mars 1981.

## Bibliographie

L'ouvrage le plus documenté médicalement à ce jour est: **The Hosken Report: Genital/Sexual Mutilation of Females**, 2ème éd. 1979, 368 p., dont l'auteur a été conseiller temporaire auprès de l'O.M.S. On peut l'obtenir auprès de WIN News (187 Grant Street, Lexington, MA 02173 USA), revue qui publie régulièrement depuis 1975 de nouvelles informations sur la question. (En français, voir un article de F.P. Hosken dans la revue Questions féministes, n° 6, mai 1980, Paris, Ed. Tierce).

Parmi les ouvrages récents, citons:

- Ava Thiam, **La parole aux négresses**, Paris, Denoël-Gonthier, 1978. (L'auteur est dakaroise. Elle présente notamment des interviews de femmes africaines, de pays et milieux sociaux divers).

- Renée Saurel, **L'enterrée vive. Essai sur les mutilations sexuelles féminines**, suivi de **La Confé-**

**rence de la mi-décennie de la femme à Copenhague**, Genève-Paris, Ed. Slatkine, 1981, 312 p. (Recueil d'articles parus dans **Les Temps Modernes**, se faisant l'écho de la réalité des luttes).

- Lilian Passmore Sanderson, **Against the Mutilation of Women. The struggle to end unnecessary suffering**, London, Ithaca Press, 1981, 117 p. (Petit livre bien documenté, dont l'auteur a été enseignante en Egypte et au Soudan).

\* Nous nous permettons de compléter cette bibliographie en signalant les ouvrages suivants:

- Les mutilations du sexe des femmes aujourd'hui en France, ouvrage collectif, éd. Tierce (Paris 1984), 120 p.

- La femme blessée, Erlich Michel, l'Harmattan (Paris, 1986)

**18 mai 1988.**

Le service d'Emancipation sociale de la femme a publié un «Guide d'actions positives dans les entreprises».

**19 mai 1988.**

L'Université catholique de Louvain francophone continuera à procéder à des inséminations in vitro mais en remplissant deux conditions:

- 1) elle ne sera pratiquée qu'à l'intérieur du couple en utilisant les ovules de l'épouse et les spermatozoïdes de l'époux
  - 2) les embryons ne seront pas congelés de sorte qu'ils ne puissent pas servir à l'expérimentation.
- Du côté flamand, par contre, on admet les spermatozoïdes d'un donneur au cas où l'époux est stérile.

**21 mai 1988.**

C'est Margaret Thatcher qui le dit, elle appuie sa politique sur la bible. De qui faut-il se débarrasser?

**22 mai 1988.**

Une journée d'étude sur le thème «Femme, Art et Culture» s'est tenue à la VUB.

**23 mai 1988.**

Au quarante et unième festival de Cannes, un jury de jeunes cinéphiles a décerné le prix de la Jeunesse au film franco-suisse «Mon cher sujet» d'Anne-Marie Mieville présenté dans le cadre de la «Semaine de la critique». La «Caméra d'Or» qui récompense le premier film d'un(e) jeune metteur (trice) en scène a été décernée à la réalisatrice indienne Mira Mair pour «Salaam Bombay».

**25 mai 1988.**

Le Conseil national des femmes a été reçu par le Premier ministre Wilfried Martens. Le Conseil s'est plaint que seule une femme ait accédé à un poste ministériel. Il a demandé des actions spéciales pour amener les femmes à s'investir dans les élections communales et réclamé que la législation belge soit adaptée aux directives européennes.

**27 mai 1988.**

Dans une clinique de Londres, du mois d'août 1986 à février 1987, mille trois cents femmes enceintes ont subi le test du Sida à leur insu.

**28 mai 1988.**

■ Aux Assises du Val-d'Oise, un Malien et ses deux épouses ont été condamnés à trois ans de prison avec sursis. Leur fillette Mantessa, âgée d'un mois, est morte par suite de l'hémorragie consécutive à une excision. Les deux femmes ont procédé à l'opération en utilisant un rasoir pour couper le clitoris et les petites lèvres de l'enfant. Un des témoins a magistralement qualifié l'excision de «solution finale de la sexualité féminine».

■ L'Alliance Agricole Féminine a fêté son vingtième anniversaire. «A la question posée de l'intégration à l'Alliance Agricole Belge, les fermières répondent qu'une intégration plus grande serait la suppression du mouvement féminin. Or elles veulent garder «un mouvement spécifique qui est d'ailleurs leur force, une force avec laquelle l'A.A.B. doit pouvoir compter».

Sagesse paysanne que les femmes dans d'autres mouvements sociaux n'ont pas toujours perçue.

**3 juin 1988.**

La sénatrice PVV, Lucienne Herman-Michielsens, a fait part de son expérience de parlementaire au cours d'une séance académique. Elle se souvient que la première fois qu'elle a franchi la porte du Sénat, elle y fut reçue comme un être étrange par cette assemblée d'hommes. Elle constate qu'aujourd'hui encore, les femmes ne sont pas jugées sur leurs qualités mais en fonction de leur physique et de leur caractère, de sorte qu'il n'est pas rare d'entendre un sénateur s'exclamer: avec celle-là je ne voudrais pas me marier. Acerbe elle a expliqué: «Le fait que si peu de femmes occupent une fonction au sommet ne repose pas sur une loi physiologique mais sur une ancienne loi physique qui dit qu'un corps ne peut pas se trouver à la place occupée par un autre corps. Dans le cas qui nous concerne, un homme...».

**5 juin 1988.**

La sculptrice Anna Mahler, fille de Gustav, est décédée à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

**6 juin 1988.**

Le tribunal correctionnel de Bruges a

condamné un médecin de Knokke-Heist, à trois mois de prison avec sursis à l'exclusion des dix jours de détention préventive et 12.000 F d'amende. Il avait pratiqué un avortement sur une gamine de quatorze ans en raison du jeune âge de la fille, des conséquences d'une grossesse sur ses relations familiales et du refus du père de reconnaître l'enfant ou d'épouser la mère.

Le tribunal ne reconnaît de raisons impératives que dans le cas où la vie de la mère est en danger ce qui n'était pas le cas selon lui.

En condamnant ce médecin il condamne toutes les femmes de quatorze ans à ne pas connaître de jeunesse et à vingt ans de travaux forcés d'éducation.

**7 juin 1988.**

Quand des intérêts économiques sont en jeu, le sort des fœtus semble perdre une certaine importance. Ainsi l'inocuité de l'échographie n'a été démontrée qu'après sa mise en utilisation. De même, des chercheurs américains qui ont suivi mille six cents femmes enceintes qui travaillent avec un ordinateur ont constaté que le risque de fausse couche est de 80% supérieur à celui des autres femmes enceintes et le risque d'anomalie de 40%. Selon ces chercheurs il n'est cependant pas prouvé que cette différence doive être attribuée aux rayonnements électro-magnétiques de l'ordinateur ou bien à d'autres causes. Quatre gynécologues flamands interrogés se sont montrés rassurants. Ils n'ont observé aucune modification dans les quantités de fausses-couches ou d'anomalies depuis la généralisation des ordinateurs. Ils ont cependant estimé qu'il serait utile d'effectuer des recherches dans ce domaine.

Pas très clair tout cela!

**8 juin 1988.**

Des milliers de femmes du Bangladesh qui tentent de trouver du travail aux Indes aتررissent dans la prostitution. Elles sont arrêtées à la frontière et vendues à des souteneurs ou incarcérées. Elles sont libérées pour rejoindre les bordels. Les organisations de femmes indiennes se préoccupent de la situation et protestent avec véhémence. Elles accusent des dirigeants politiques, des policiers, des officiers

de l'armée, des douaniers d'être impliqués dans ce commerce honteux.

**9 juin 1988**

■ La Coordination européenne des femmes organise un colloque sur la pauvreté des femmes préparatoire au Tribunal, qui aura lieu en novembre.

■ Le parti socialiste allemand, le SPD a élaboré un projet pour garantir 40% des fonctions aux femmes. Ce n'est pas tout à fait pour demain. Les 40% seront atteints en 1994 pour les fonctions dans le parti, en 1998 pour les postes politiques enfin il faudra qu'en 2031 le parti réalise l'égalité totale de représentation. On ne saurait être trop prudent! Chi va piano va sano...

**11 juin 1988.**

Dans «The Lancet», publication par une équipe médicale des premiers résultats encourageants observés sur trente femmes volontaires d'Adelaïde (Australie) de l'utilisation d'un vaccin anti-grossesse de synthèse. Ce vaccin empêche la nidation de l'œuf dans l'utérus, est d'une efficacité durable et exempt d'effets secondaires. De plus la femme ne sait même pas qu'elle a été fécondée. Les recherches sont poursuivies.

**12 juin 1988.**

■ La Centrale des métallurgistes de la FGTB a tenu son congrès à Liège. Deux résolutions ont posé problème et n'ont pas été approuvées sans être cependant repoussées ce qui en dit long sur les désaccords.

La première concernait le travail de nuit des femmes et proposait de maintenir l'interdit tout en acceptant certaines dérogations (pour les infirmières sans doute). Des femmes ont fait valoir que de cette manière l'emploi féminin se trouvait encore plus menacé. D'autres réclamaient une interdiction du travail de nuit étendue aux hommes.

L'autre concernait la convention collective 42 qui règle la flexibilité du travail. Des congressistes exigeaient sa révision et d'autres sa suppression pure et simple.

Il était plus que temps que le «gender» se manifeste au grand jour. Attention danger!

■ Maria Kalinina. Gros à parier que

vous ne la connaissez pas. Vous pouvez d'ailleurs oublier ce nom sans problème. Il s'agit de miss Moscou qui a été élue lors du premier concours de beauté jamais organisé dans la capitale soviétique exactement sur le même mode débile que chez nous.

**14 juin 1988.**

■ Le président de la Cour d'appel de Gand s'est mis d'accord avec le Ministère public et la défense pour remettre au 20 septembre le procès concernant le Collectif contraception de Gand.

■ Les démocrates chrétiens allemands de la CDU se préoccupent à leur tour des femmes. A leur congrès, le chancelier Kohl a estimé que trop peu de femmes s'affiliaient au parti et s'est indigné que trop de sections locales demeuraient exclusivement masculines. Le Congrès a donc voté une résolution qui préconise l'attribution aux femmes de mandats à tous les niveaux en fonction de leur taux d'affiliation. Le Ministre de la santé Rita Süssmuth s'est opposée au vote de nouvelles restrictions à l'avortement en proposant de renvoyer le problème au gouvernement.

**16 juin 1988.**

Léona Detiège, secrétaire d'Etat aux pensions, rejette totalement une étude effectuée par le Service des allocations familiales des travailleurs intitulée «Contribution financière du travail des femmes». L'approche hautement critique entraîne des conclusions absolument fausses sinon ridicules. Léona Detiège la qualifie de non scientifique. Un exemple éclairant: en matière de sécurité sociale, cette étude établit que les femmes contribuent à financer 18% des dépenses mais perçoivent 45% des prestations, négligeant ainsi que la contribution provient uniquement des cotisations des travailleuses tandis que les prestations reviennent tant aux femmes au travail qu'aux femmes au foyer. Faut-il supposer que dans la tête de ces chercheurs les travailleuses devraient pourvoir seules aux prestations de l'ensemble des femmes? Les travailleuses devraient-elles donc payer pour que les hommes puissent jouir de leur femme au foyer? Qu'ils se rassurent elles le font déjà dans une certaine mesure.

Léona Detiège a l'intention de confier à un groupe d'universitaires une nouvelle étude qui tiendrait compte avec précision des droits directs et des droits dérivés.

**17 juin 1988.**

Extrait du Soir d'un article signé Jacques Cordy; «... On était des agriculteurs aisés chez les Méhaignerie, le père député MRP, la mère attentive à ses quatre filles et ses trois garçons. L'aîné est devenu prêtre, le second a repris l'exploitation familiale, le petit troisième, Pierre a passé son bac et suivi des études d'agronomie. C'est lui qui devait hériter du virus paternel de la politique se créant un fief autour de Vitré dont il est le maire. Cinq ans Ministre de l'agriculture...» Etc. Etc. Et moi qui aurais tant voulu savoir ce que sont devenues les quatre filles dont la mère était si attentive.

**18 juin 1988.**

Jane Fonda s'est lancée dans une nouvelle croisade, en faveur d'Israël cette fois. En même temps, elle a, au cours d'une émission TV, présenté ses excuses aux vétérans du Vietnam pour s'être rendue à Hanoï en 1972. L'aérobic, c'est peut-être bon pour le corps, pour les profits, mais ça ramollit le cerveau.

**20 juin 1988.**

Au cours d'une réunion du comité ministériel du Statut de la femme, Miet Smet, secrétaire d'Etat à l'émancipation sociale a rappelé certains faits: si l'activité professionnelle des femmes continue à croître, elle présente la caractéristique de se cantonner à 82% dans le secteur tertiaire, dont près d'un tiers travaille à temps partiel et dont 10% seulement occupent une position dirigeante. En moyenne, elles gagnent 25% de moins que les hommes. 60% des chômeurs sont des femmes et parmi les jeunes chômeurs de longue durée, 74,4% sont des femmes et pourtant, chez les chômeurs, le niveau d'études des femmes est plus élevé que chez les hommes.

Le comité a approuvé certaines mesures concrètes qui seront proposées lors de l'accord interprofessionnel et notamment il invite les partenaires sociaux à prendre en compte des actions positives.

## 21 juin 1988.

Les ministres de la Justice européens se sont réunis à Lisbonne. Ils y ont été confrontés à un rapport qui révèle que le marché de la prostitution et de la pornographie enfantines atteint le chiffre d'affaires faramineux de 200 milliards de francs par an. Une autre forme de libre entreprise.

## 22 juin 1988.

Jacky Huys, journaliste au Morgen, interviewe souvent des vedettes du rock. Quand il s'agit de femmes, il ne manque jamais de leur demander si elles sont féministes. Voici la réponse de la Britannique Carmel McCourt «Je ne suis pas membre d'organisations féministes mais ma sœur aînée l'était heureusement de sorte que j'ai été élevée avec la conviction que j'étais équivalente aux hommes, que je pouvais faire tout boulot qu'un homme pouvait faire si je le voulais. On ne vit évidemment pas dans le vide. Je suis redevable aux femmes des générations précédentes du combat qu'elles ont mené pour que je puisse occuper la position que j'ai pu acquérir. Je ne crois pas à l'idée d'une ségrégation: nous sommes tous frères et sœurs, nous éprouvons tous la même douleur quand quelqu'un nous quitte.

Pour l'exprimer crûment: la seule chose qui nous distingue se situe entre nos jambes, no big deal. Mais pour le reste, je considère les hommes comme aussi sensibles que les femmes ou du moins capables de l'être. Je connais tellement d'hommes mal assurés et doux que je ne pourrais jamais me dresser et dire: je hais les hommes. Non, nous devons être forts ensemble et cela nous le pouvons seulement en comprenant complètement nos forces réciproques. Un parlement doit être constitué à moitié de femmes, le clergé et la magistrature aussi. S'il y avait plus de femmes en politique, une horreur telle que Thatcher ne serait pas possible, les débats auraient plus de sens».

## 23 juin 1988.

Comme en 1982, les ouvrières de Concord System de Jumeau sont en lutte pour leur emploi, contre la multinationale américaine GTE. Des ouvrières ont surpris la direction qui sortait les machines en cachette le soir.

Elles ont donc décidé séance tenante d'occuper leur usine 24 heures sur 24. Leur déléguée Rolande Demeure a expliqué: «Nous exigerons le maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat. Nous occuperons l'entreprise tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction. J'insiste aussi sur le fait que nous réclamons des emplois stables».

Ces informations, dans notre démocratie qui garantit la liberté de la presse, seul un quotidien les a diffusées, le Drapeau Rouge, pauvre petit canard en difficulté.

## 24 juin 1988.

L'International Health Foundation a mené une enquête en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour évaluer l'attitude des femmes face à la contraception. La pilule représente le contraceptif le plus populaire et est utilisée par 50 à 60 millions de femmes ce qui constitue cependant moins de 10% des femmes en âge d'enfanter. Si les femmes la considéraient comme le contraceptif le plus efficace elles en surestiment les risques pour la santé et en ignorent les bienfaits tels qu'une action préventive contre le cancer des trompes et de la matrice.

Informées dites-vous?

## 25 juin 1988.

■ Au Zimbabwe une loi de 1981 interdit la discrimination sexuelle, règle l'égalité des rémunérations et octroie un congé de maternité. Depuis lors les femmes disparaissent des fonctions les mieux rétribuées et on les retrouve surtout dans les travaux typiquement féminins. Le patriarcat est hélas universel.

■ En Islande Vigdis Finnbogadóttir, a été réélue présidente pour la troisième fois consécutive. 75% des électeurs s'étaient déplacés et elle a recueilli 95% des votes exprimés. En 1980, elle fut la première femme du monde à être élue présidente. Elle rappelle que le mouvement des femmes en Islande a vraiment démarré, un beau jour de 1975, lorsque toutes les femmes de l'île se sont réservé un jour de congé en refusant pendant 24 heures de servir leur homme. Depuis ce jour elles ont pris conscience de leur pouvoir et de leur droit à de meilleures places sur les listes électorales pour arriver au

parlement.

L'Islande est également le seul pays où un parti féministe est représenté au parlement. Il constitue un point de mire pour les féministes des pays scandinaves qui y cherchent leur inspiration.

## 26 juin 1988.

■ Maputo, la capitale du Mozambique, a des marchés bien achalandés en légumes frais, en fruits et en viande. Ils proviennent des 210 coopératives agricoles de la province qui fournissent du travail à 11.500 personnes dont 95% sont des femmes souvent seules, veuves de guerre ou mariées à un homme qui travaille dans les mines sud-africaines. Au départ, la poignée d'hommes prit la direction des affaires mais contrairement à ce qui se passe chez nous, les choses changèrent quand de plus en plus de femmes s'investirent dans les coopératives. A présent, elles les dirigent et elles fonctionnent bien mieux que les coopératives d'état.

■ Des centaines de femmes manifestent à Lahore et à Karachi, au Pakistan contre l'instauration de la Charia, la loi islamique parce qu'elle facilite la répudiation des femmes, favorise la polygamie et contraint les femmes à demeurer chez elles. Les femmes refusent ce retour au moyen-âge. La police a brutalement dispersé les manifestantes en faisant usage de la matraque et de gaz lacrymogènes.

## 27 juin 1988.

■ Dans la bonne ville d'Alost, le comité des fêtes a décidé que dorénavant une femme pouvait poser sa candidature au titre de «prince» du carnaval. Je vous le dis, elles s'infiltraient partout.

■ L'avocat de Christine Villemin a porté plainte en diffamation contre Marguerite Duras qui a réaffirmé dans une émission TV qu'elle était persuadée de sa culpabilité dans l'affaire Grégory. Perseverare diabolicum, elle ne l'a pas volé. Marguerite Duras a rappelé son article paru dans Libération en juillet 1985 qui «est le plus bel article qu'elle ait fait». Une construction intellectuelle ne fait pas le poids devant une accusation infamante.



## 28 juin 1988.

Encore une étude comparative sur les femmes par une commission américaine et qui étudie la situation des femmes dans 99 pays réunissant 2,3 milliards de femmes soit 92% de l'ensemble de la population féminine mondiale. Cinq facteurs furent pris en considération: la santé, le mariage et les enfants, l'éducation, la vie professionnelle et l'égalité sociale. La conclusion prévisible: les femmes sont pratiquement partout des citoyennes de deuxième rang. Les pays ont été cotés sur 10. La Suède est en tête avec 8,7, la Belgique est 11ème avec 7,7. Les pays riches obtiennent les meilleurs résultats. Dans 52 pays du tiers-monde la situation varie de mauvaise à très mauvaise et extrêmement mauvaise. La lanterne rouge se situe au Bangladesh avec 2,1.

## 30 juin 1988.

Test Achat a effectué des tests sur des préservatifs, pour découvrir des marques peu fiables soit par la présence trop fréquente de petits trous (1 sur 300) soit par l'existence d'une porosité susceptible de laisser passer le virus du SIDA.

Les marques déconseillées sont IRIS, SILHOUETTE et surtout SUPERTEX.

Trois marques méritent le titre de maître-achat: DUREX SILVER, ORTHO-SHIELDS et SUPRATEx.

## 1 juillet 1988.

A Washington, Lily Boeykens, présidente du Conseil national des femmes flamandes, a été élue à une large majorité présidente du Conseil international des femmes.

## 2 juillet 1988.

Martine Griffon-Fouco, ingénieure et psychologue, est la première femme du monde à avoir été nommée directrice d'une centrale nucléaire. Celle-ci est située près de Bordeaux. Assez suspectement, la presse lui a conféré le titre de «Reine de l'Atome».

Je n'irai pas jusqu'à dire que cette nomination me fait plaisir. La conception d'une centrale nucléaire symbolise trop pour moi un choix imbécile lié directement à un mode de pensée patriarcal.

## 4 juillet 1988.

Les «Gays» d'Amsterdam ont manifesté

lors de la visite de la reine Elisabeth II d'Angleterre pour témoigner leur solidarité vis-à-vis des homos britanniques victimes de discriminations depuis l'adoption de la «clause 28»..

■ Les ouvrières de la multinationale GTE (Concord systems - Jume - Charleroi) qui occupaient leur usine sont expulsées, avec la complicité du bourgmestre socialiste de Charleroi André Van Cauwenberghe.

## 5 juillet 1988.

Journée historique pour l'Eglise Anglicane: le synode de l'Eglise d'Angleterre, au cours d'un vote, s'est prononcé en faveur de l'accession des femmes à la prêtrise malgré l'intervention de l'archevêque de Canterbury qui, bien que lui-même favorable, estimait qu'il n'existait pas encore un consensus suffisant. La procédure va encore prendre quatre ans ce qui peut être considéré comme rapide puisque le thème est apparu voilà 37 ans.

## 8 juillet 1988.

Des juristes brésiliens préparent une proposition de loi en vue de dépénaliser l'avortement. Aujourd'hui l'avortement est uniquement autorisé en cas de viol ou lorsque la vie de la mère est en danger.

On estime à trois millions le nombre annuel d'avortements généralement réalisés dans des circonstances consternantes. Les organisations de femmes estiment que 400.000 femmes meurent chaque année suite à ces avortements clandestins. 40% des patientes des services gynécologiques viennent suite à ces avortements défectueux. La présidente de la commission-santé du Conseil national des femmes s'indigne de ce que les opposants à la libéralisation de l'avortement prétendent défendre la vie mais ne se soucient absolument pas de la santé des femmes. On pourrait en dire autant chez nous.

## 12 juillet 1988.

La police a arrêté le responsable d'agressions sexuelles commises à l'hôpital universitaire de Saint-Luc. Il s'agit d'un jeune médecin. Il repérait ses futures victimes pendant la journée et les rejoignait pendant la nuit dans l'intention de les violer.

Il est en aveux.

■ Le Conseil du Vatican pour l'unité des chrétiens se dit inquiet de la décision du synode anglican d'admettre des femmes à la prêtrise. Il y voit un nouvel écueil à l'unification des différentes églises chrétiennes.

Une petite pression n'est jamais à dédaigner.

## 14 juillet 1988.

Le dernier rapport de Shere Hite a soulevé un torrent de critiques et de fureurs. Le périodique féminin londonien «Elle» a mené une enquête auprès de quatre mille femmes entre 16 et 45 ans qui aboutit à des résultats diamétralement opposés à ceux de Shere Hite. Ainsi les femmes anglaises se disent heureuses avec leur partenaire alors que 84% des Américaines s'en plaignaient. La rédactrice en chef du magazine Sally Braughton a son interprétation toute prête: «Les jeunes femmes de la génération actuelle recueillent les fruits du féminisme. Elles réalisent leurs besoins et leurs désirs et exigent l'égalité dans leurs relations». Une autre explication peut être avancée: la manière d'interroger les femmes fut très différente. Shere Hite a utilisé des formulaires avec des questions ouvertes où les femmes pouvaient répondre comme elles l'entendaient tandis que les autres enquêtes n'autorisaient que trois réponses aux questionnaires: Oui, Non, Ne sais pas. Et voilà pourquoi les Anglaises sont tellement plus heureuses en amour que les Américaines.

## 15 juillet 1988.

La secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, Miet Smet, a promulgué un Arrêté royal qui prévoit que la pension alimentaire pour enfants mineurs ne peut plus être prise en considération dans la détermination du montant versé par les CPAS aux bénéficiaires du minime.

## 16 juillet 1988.

Au Venezuela, pour la toute première fois, une femme Ismenia Villalba est candidate à la présidence.

## 17 juillet 1988.

■ Andreas et Margarita Papandreou vont divorcer prochainement. Les Grecs déçus qu'une des promesses élec-

torales du PASOK n'ait pas été tenue, à savoir le retrait des Américains de leur base font circuler la plaisanterie suivante: «Andreas Papandreou a tout de même réussi à sortir un Américain, sa femme».

■ La conférence de Lambeth qui tous les dix ans réunit les évêques anglicans du monde entier a poursuivi ses travaux jusqu'au 7 août. Les premiers jours ont été dominés par le débat concernant l'ordination des femmes. Mais d'autres problèmes ont également été soulevés. Dans un débat sur «évangélisation et culture», l'évêque kénian David Gitari a plaidé pour que l'Eglise anglicane accepte certaines traditions telles l'excision des femmes et la polygamie. Nulle part dans le Nouveau testament, a-t-il déclaré, il n'est écrit qu'on peut empêcher un homme d'avoir plusieurs femmes. Ce brave reconnaît cependant que certaines traditions sont inacceptables comme faire mourir des jumeaux à la naissance parce qu'ils constituent un mauvais présage. Finalement la conférence des évêques anglicans a approuvé par 423 voix contre 28 et 19 abstentions la nomination à l'épiscopat des femmes déjà ordonnées prêtres comme c'est le cas aux Etats-Unis, au Canada et en Nouvelle-Zélande notamment.

#### 19 juillet 1988.

Féministes, évêques italiens, même combat?

Les évêques italiens veulent endiguer la vague pornographique qui déferle sur les petits écrans de la péninsule et qui ne peut, disent-ils, que susciter toujours plus de violence sexuelle.

#### 20 juillet 1988

Tracy Chapman est une étoile montante parmi les chanteuses-compositrices. C'est une noire américaine. J'extrait quelques déclarations dans une interview au «Het Volk»: «La pauvreté est comme un crime pour lequel on doit être puni. Ces choses, je les ai vécues personnellement: des souvenirs de jeunesse que je transforme en de petits récits avec des personnages imaginaires. Leurs sentiments sont les miens!. Mes pulsions les plus importantes en tant qu'écrivaine sont la fureur, le désespoir et la tristesse. Je crois en un ré-

veil graduel des opprimés de la terre. Et c'est ce qui est en train de se produire autour de nous. Les Noirs, les femmes: ils apprennent petit à petit à réclamer leurs droits bafoués. Les pauvres doivent d'abord réaliser d'une manière précise qui sont leurs oppresseurs avant de pouvoir changer efficacement leur situation.

Mon rôle d'artiste consiste à transmettre et à formuler des idées, apporter de la matière de sorte qu'ils puissent apporter leur propre interprétation de la signification des problèmes mondiaux. Selon moi, c'est précisément un des problèmes du monde que tant de gens se figurent avoir le droit de parler pour d'autres. Moi je veux que chacun puisse décider pour lui-même».

#### 22 juillet 1988.

Nico (Christa Paffgen) est décédée à Ibiza à l'âge de quarante-huit ans. Elle fut surtout connue dans les années soixante comme chanteuse rock du groupe avant-gardiste. «Velvet underground» considéré aujourd'hui comme légendaire.

#### 24 juillet 1988.

Dans «Le Monde», Robert Cornevin, secrétaire perpétuel de l'académie des sciences d'outre-mer en France, rend hommage à une religieuse, la Sœur Marie-André du Sacré-Cœur, décédée à 88 ans le 28 juin 1988 qui a joué un rôle essentiel dans la genèse du décret Mandel. Elle en a écrit elle-même l'histoire: «C'est l'origine du décret Mandel du 15 juin 1939, il permet aux Africaines qui en réclamaient l'application de se libérer du mari qu'on voulait leur imposer quand elles n'en voulaient pas!».

#### 26 juillet 1988.

La Libre Belgique a interviewé Mary Hunt (théologienne) et Diann Neu (liturgiste) responsables de l'organisation WATER (Women's Alliance for Theology, Ethics and Ritual) moteur du mouvement Women-Church. En voici quelques passages: «WATER est né d'une initiative de deux femmes catholiques en 1983 (...) Dès le début il a été œcuménique et réunit de petits groupes d'hommes et de femmes intéressés aux questions concernant particulièrement les femmes. Et cela dans une perspective féministe

et de libération (...) Pour obtenir mon master Divinity, j'ai aussi appris à célébrer la messe, entendre les confessions, animer un conseil etc... Une différence, cependant, les femmes obtenaient généralement de meilleurs résultats que les hommes et plusieurs ont servi de modèle pour la prédication et même la célébration. Il existe deux courants. Dans le premier, les femmes utilisent leur foi et leurs compétences théologiques et pastorales comme assistantes paroissiales, aumôniers d'hôpital ou de prison etc... (...) Sans pour autant militer pour un sacerdoce féminin, ces personnes veraient l'ordination comme la reconnaissance des ministères qu'elles accomplissent déjà.

Les femmes de la deuxième tendance considèrent que le modèle hiérarchique actuel des ministères dans l'Eglise n'est pas conforme à l'Evangile. Elles ne veulent donc pas renforcer ce modèle en accédant elles-mêmes à un ministère sacerdotal qui exige le célibat obligatoire et entraîne la cléricatisation (...)

Il faut préparer un nouveau modèle d'Eglise qui ne soit plus régie par des normes patriarcales (...) Femmes-Eglise trouve ses racines dans la notion d'Ekklesia qui a d'abord été définie dans la société civile et signifiait au départ «l'assemblée des citoyens (mâles) libres de la cité réunie pour voter». L'Ekklesia ne comprenait donc ni femmes, ni esclaves, ni autres marginaux. C'est ce modèle civil ou sociologique qui a servi de base à l'organisation religieuse que nous appelons Eglise et dans laquelle, de la même manière, les femmes, les pauvres et autres marginaux n'ont pas «voix au chapitre». D'où la nécessité et l'urgence de créer et de développer une compréhension nouvelle de l'Eglise pour susciter des «communautés de disciples égaux».

#### 28 juillet 1988.

En Afrique du Sud, trois-quarts de la main-d'œuvre féminine est noire. Souvent, une grossesse constitue une cause de renvoi et bien des femmes tentent de la dissimuler en se serrant le ventre au maximum. Quand il n'en résulte pas une fausse couche, elles prennent tout au plus trois jours de congé-maladie pour mettre l'enfant au monde. D'autres se font avorter pour

ne pas perdre leur travail. L'attitude des syndicats envers les femmes est très semblable à ce qui se passe ici. En principe, Casatu, la plus grande fédération syndicale d'Afrique du Sud œuvre à l'amélioration des conditions de travail des femmes. Mais les femmes se plaignent des discriminations à l'intérieur du syndicat. Elles atteignent rarement un poste de direction et le harcèlement sexuel y est fréquent. Liza Makaleva qui occupe un poste important n'hésite pas à dire qu'elle doit lutter nuit et jour pour être traitée sur un pied d'égalité.

■ Yannick Sablon est la première milicienne de l'armée belge en vertu d'un AR qui précise que les jeunes gens qui ne sont pas obligés de prêter leur terme mais qui veulent tout de même servir leur pays, le peuvent également.

L'égalité dans l'ennui et la médiocrité?

■ Décès de Mia Van Cauwelaert qui a été échevine de la ville d'Anvers de 1965 à 1982.

### 30 juillet 1988.

Depuis que la Haute Cour canadienne a décrété que la législation sur l'avortement est contraire à la constitution ce pays nage dans le flou juridique absolu.

### 2 août 1988.

En Grande-Bretagne, les femmes qui luttent pour l'ordination des femmes ont trouvé une alliée dont elles se seraient peut-être bien passées: Margaret Thatcher.

### 4 août 1988

Dans la Cité du 4 août 1988.  
Loi sur les créances alimentaires.  
La Chambre a voté le projet de loi préparé par Miet Smet sur le paiement par les CPAS d'avances sur les créances alimentaires. Mme Smet défend ce projet depuis trois ans déjà. Il concerne les femmes isolées avec enfants à charge, c'est-à-dire un groupe important et qui court un risque élevé de pauvreté. Selon la loi, quand ces femmes ont un revenu maximum de 20.895 francs par mois, les CPAS seront obligés de leur verser des avances sur les créances alimentaires impayées en faveur des enfants. Selon une estimation de 1985, cette

loi pourrait concerner directement 12.833 personnes.

Rappelons que les organisations féminines et féministes ont soutenu ce projet, tout en déplorant que l'avance sur les créances soit confiée aux CPAS, car cela mélange droit et assistance.

### 6 août 1988.

Les évêques catholiques d'Angleterre et du Pays de Galles qui souhaitent que les femmes fassent connaître leurs attentes vis-à-vis de l'Eglise viennent de créer dans ce but une «commission pour les questions féminines». Un petit frisson à la pensée de femmes catholiques qui se mettraient à loucher vers l'Eglise anglicane?

### 7 août 1988.

Dix mille femmes des cinq pays scandinaves se sont retrouvées à la Conférence d'Oslo du 31 juillet au 7 août. Elles se sont penchées principalement sur la pauvreté des femmes. La chercheuse américaine Gertrude Goldberg a fait le bilan de ses travaux et a proposé des remèdes. Elle préconise des horaires de travail plus courts pour les femmes et des lois plus effectives pour l'égalité entre emplois masculins et féminins. Il faut vaincre le patriarcat. Quand les défenseurs des droits des femmes se mobiliseront pour améliorer les conditions des femmes seules qui subviennent aux besoins de leurs enfants, elles amélioreront du même coup la condition de toutes les femmes. Les Islandaises et surtout les représentantes du Parti des Femmes, le seul parti uniquement composé de femmes qui ait des élues au parlement, furent fort courtisées par les autres femmes. Elles expliquèrent qu'elles avaient refusé d'entrer au gouvernement parce qu'elles n'avaient pas obtenu la garantie qu'on élèverait les plus bas salaires, notamment ceux des femmes. Le sexisme n'a pas disparu de l'île pour autant. Récemment le bourgmestre de Reykjavik qui siégeait comme membre d'un jury d'élection de miss déclara à une des candidates qu'il céderait volontiers son mandat à une membre du Parti des Femmes si elles étaient aussi belles qu'elle. Cette remarque ne demeura pas sans réplique. A la première réunion du conseil communal, le bourgmestre fut accueilli par des sympathisantes du

Parti des Femmes en bikini et en lingerie affriolante.

### 9 août 1988.

■ Le Parti du Peuple pakistanais a accusé le président Mohammed Zia d'avoir retardé les élections au mois de novembre pour compliquer la campagne de Benazir Butto qui est enceinte.

■ Un rapport de l'ONU de trente-quatre pages s'est penché sur les problèmes sexuels des minorités. Il estime qu'il y aurait probablement moins de lesbiennes et d'homos si les hommes étaient plus aimables avec les femmes et moins concernés par leurs performances sexuelles. Mais il est d'avis que toutes les pratiques sexuelles librement consenties entre adultes doivent être admises quand elles se déroulent en privé.

### 10 août 1988.

■ «Solidaire» l'hebdomadaire du PTB (Parti du Travail de Belgique) marxiste-léniniste consacre un dossier au problème du travail de nuit pour les femmes que le gouvernement va soumettre au Conseil national du travail et j'en suis restée pantoise: sous une photo la légende suivante «Des ressemblances étonnantes entre le mouvement des femmes actuel et celui d'il y a cent ans...» «Solidaire» a parfaitement raison. Si j'en parle longuement c'est que j'ai l'impression qu'il exprime le sentiment répandu dans nos syndicats machos. Mais je retournerais la phrase «Des ressemblances étonnantes entre le syndicat actuel et celui d'il y a cent ans». Même ignorance de la problématique patriarcale. Si, il y a cent ans, les hommes syndicaux avaient utilisé un dixième de l'énergie employée à empêcher les femmes d'entrer dans le monde du travail à obtenir pour elles des salaires égaux, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

■ Aux Etats-Unis circulent 264 publications consacrées à la porno-enfantine et à New-York la prostitution enfantine augmente chaque année.

Le vieux continent n'est pas épargné. Elle se développe notamment à Londres et à Paris. Si le phénomène n'est pas nouveau en Occident, il

s'accompagne à présent d'utilisation de drogues qui rend les enfants encore plus dépendants des souteneurs. Pour leur plaisir, bien des hommes ne reculent devant aucune infamie.

#### 11 août 1988.

A l'Institut Sainte-Anne à Eecklo en Flandre orientale on accueille volontiers les propagandistes de Pro Vita. Malgré cela, la directrice, sœur Yolande a refusé catégoriquement de reprendre, pour achever ses études, Haike Kramer âgée de dix-sept ans parce qu'elle était enceinte.

#### 12 août 1988.

20% des phoques de la Mer du Nord et de la Baltique sont morts, rendus trop faibles par la pollution des mers pour résister aux épidémies. Témoignage de la folie des hommes, leur mort représente un avertissement pour l'humanité entière. A Pieterburen (Pays-Bas), une femme Lenie Hart lutte pied à pied pour la survie de ces sympathiques pinnipèdes aux yeux expressifs dans «la crèche» qu'elle avait créée en 1971.

#### 17 août 1988.

Arianna Stassinopoulos-Huffington a publié une biographie de Picasso où elle le décrit comme un monstre «Picasso, creator and destroyer». Je ne l'ai pas lu, uniquement de longues critiques indignées. Les hommes détestent qu'un «génie» soit descendu de son piédestal. Je ne résiste pas à transcrire un passage d'un nommé Jan Braet dans Knack. «Les conceptions d'Arianna Stassinopoulos concernant le sexe pourraient bien se situer dans les parages de la moral majority. N'écrit-elle pas à un moment non surveillé «Au fur et à mesure que Picasso augmentait en âge, ses partenaires sexuelles devaient être plus jeunes. Et dans l'euphorie confuse de la Libération, bien des jeunes filles mineures furent initiées aux mystères du sexe par un homme suffisamment vieux pour être leur grand-père».

Madame la maîtresse de morale va-t-elle déterminer les limites d'âge?».

#### 18 août 1988.

A Louvain s'est éteinte à 86 ans la dernière béguine du Groot Beijnhof, Julia Wielandt. Avec elle s'éteint une Histoire vieille de plus de 750 ans.

#### 19 août 1988.

A la Convention républicaine de la Nouvelle-Orléans le reaganisme a le vent en poupe. A propos d'avortement les républicains excluent toute prise en charge par l'état même en cas de viol ou d'inceste, ce qui a fait dire à une déléguée que son parti manquait de compassion mais elle n'a pu développer sa pensée parce qu'on lui a coupé le micro.

De plus le colistier de George Bush, Dan Quayle est un reaganiste de droite qui a déjà voté contre l'avortement. Divers groupes de femmes ont protesté contre le choix de Quayle qu'elles considèrent comme un candidat anti-femmes, alors que le parti républicain compte beaucoup sur son physique pour attirer l'électorat féminin.

#### 23 août 1988.

Quarante-cinq femmes exposent leurs œuvres.

Du 1er au 20 septembre les membres de la Fédération artistique féminine belge exposent en la galerie de la CGER rue des Boiteux, 12, à 1000 Bruxelles. Cette exposition est la première qui commence les fêtes de la commémoration des trente-cinq ans d'existence de l'association et qui se poursuivront par plusieurs expositions à l'hôtel de ville de Bruxelles en 1989.

Quarante-cinq artistes de qualité figurent dans le salon d'ensemble: Anne de Blander, Monique Bossicart, Thérèse Brackelaire, Ada Cicuttini, Virginie Claustriax, Louise Coomans, Claire Durieu, Yvonne Faim, Nicole Fontanges, Isabel Fonseca, Annie Fraikin, Ariane François, Georgette Gielen, Agnès Guenet, Julienne Hannegreefs, Danielle Leenknecht, Nicole Lefevre, Martine Hauptert, Halina Mattheim, M.-L. Merchières, Géo Morton, Nathanaelle, Beth Nanou, M. Philippi, Jacqueline Pierrart, Lucie Springels, Madeleine Remy, Claire Roeloux, Jeanine Rossion, Anne Schollens, Georgina Isebyt, Elsa Jacquy, Luce Jaminon, M.-T. Lagesse, Odou Smith, Godelieve Simons, Denise Toby, Anita Vandamme, Reine vander Borgh, Lucette Vander Elst, Andrée Verhaegen, Thérèse Vital et Lydie Werres.

La fédération féminine artistique belge a été fondée dès 1954 par Blanche de Coen-Snoeck accueillant toute femme

pratiquant un art quel qu'il soit et quel que soit le mode d'expression à condition qu'il réponde au critère de qualité. En mai 1972, Lydia van Riet a pris la présidence qu'elle assume jusqu'en 1986, date à laquelle Francine van Marsenille reprend le flambeau donnant à la fédération une nouvelle impulsion et une envergure renouvelée. Cette dernière, déjà présente au moment de la fondation de la fédération est l'élément permanent de celle-ci, sinon moteur.

Signalons que le catalogue édité est préfacé par Line Delière, poétesse de très grand talent.

A.A. (Dernière Heure 23/8/88).

#### 25 août 1988.

La commission des Nations Unies pour la suppression de la discrimination sociale a rendu son premier arrêt depuis que les citoyens peuvent introduire directement une plainte. La bénéficiaire est une femme turque séjournant aux Pays-Bas et qui fut licenciée alors qu'elle était enceinte.

L'entreprise justifiait le licenciement de la manière suivante: «Quand une jeune fille néerlandaise se marie et a un bébé, elle arrête de travailler. Nos travailleuses étrangères, par contre, amène l'enfant chez des voisins ou chez la famille et dès le plus petit pépin, elles disparaissent dans le régime des soins de santé». Les Pays-Bas sont considérés comme responsables parce qu'un juge avait accepté le licenciement sur la base de l'argumentation patronale.

■ Mort de la psychanalyste Françoise Dolto. Sa disparition a été accompagnée d'une série de témoignages à la gloire d'une femme qui aura joué un rôle précurseur dans la psychanalyse d'enfants.

Mais déjà cet unanimité présente un caractère suspect. Pas une seule voix discordante.

#### 26 août 1988.

Au Danemark, Hanne Bech Hansen a été nommée directrice des services secrets danois. Elle est la première femme au monde à occuper une telle fonction. Elle a immédiatement apporté une modification en acceptant que sa photo, dans une attitude très décontractée, paraisse dans les journaux.

**30 août 1988.**

De Morgen a consacré un dossier aux femmes conductrices. La plupart des études décrivent les femmes comme plus prudentes, plus objectives et moins téméraires que les hommes. Un autre préjugé qui se dégonfle. On ne sera pas étonné d'apprendre que lorsqu'on demande aux gens s'ils se classent dans la catégorie des bons conducteurs, 74% des hommes disent oui contre seulement 43% de femmes. Toutes ces qualités n'ont pas permis aux femmes de pénétrer des professions liées à la conduite. Ainsi, à la STIB à Bruxelles, on compte 134 conductrices de tram, bus, métro contre 1.731 hommes. A Anvers, pas une seule femme parmi les 600 chauffeurs. Motif avoué: la compagnie n'a pas les installations sanitaires adéquates. Parmi les chauffeurs de taxi du pays, on trouve 112 femmes sur 3.180. 145 femmes sur 2.643 sont chauffeurs d'autocar et 442 des 26.349 chauffeurs de camion sont des femmes.

**31 août 1988.**

L'an prochain, en allant en vacances en Espagne, le cœur de chaque femme pourra se mettre à battre avec allégresse en apercevant des femmes garda civil.

**1er septembre 1988.**

■ Le SPD, le parti social-démocrate allemand, tient son congrès à Munster en Westphalie. Un des thèmes importants est le rôle et la place des femmes dans le parti. Le congrès a voté à plus des deux tiers des voix de l'introduction un quota afin qu'en 1998 les femmes occupent 40% de tous les postes de responsabilité et 40% des sièges de député. Le parti aura nécessairement une vice-présidente femme. Au cours d'un forum de féministes socialistes qui s'est déroulé à Manchester du 18 au 20 novembre 1988, Frigga Haug, d'Allemagne de l'Ouest, a résumé son travail sur les réactions de la presse qui s'est déchaînée à l'instauration des quotas au SPD. J'épingle quelques-unes des réactions qu'elle a citées: «La garantie de la santé d'une société est d'écarter les femmes»; «Avec 40% les femmes prendront le pouvoir». «Si on instaure un quota pour les femmes, pourquoi pas pour les autres groupes de pression tels les vieux, les jeunes,

les isolés, les homos». Commentaire de Frigga Haug: le journaliste révèle ainsi les groupes qui ne sont pas désirés dans la direction de la société. «Admettre les quotas, c'est rompre avec la méritocratie». «Elles sont mieux à la maison que dans une carrière». «L'entrée des femmes est dangereuse pour l'économie». «Les quotas sont antiféminins: car la société est constituée d'individus et les quotas indiquent l'existence de groupes». Frigga Haug ajoute que des femmes journalistes de gauche ont également tenu ces propos. Pour elle, ce déclenchement de sexisme primaire prouve que la lutte pour les quotas est plus essentielle que les quotas eux-mêmes. En l'écoutant, je songeais à un article de Théodora Bostick paru dans l'International Journal of womens' studies de 1980 où elle avait relevé les réactions de la presse suite à l'intervention à la Chambre des Communes de John Stuart Mill en faveur du suffrage des femmes, en 1867. Les arguments étaient du même type. Rien de changé sous le soleil en plus de cent ans, rien de changé dans la mentalité patriarcale.

■ Après la désignation du général Pinochet comme candidat à la présidence du Chili jusqu'en 1997, plusieurs milliers de personnes en majorité des jeunes et des femmes ont défié les forces anti-émeutes jusqu'aux jardins du palais de la Moneda à Santiago.

■ Décidément, la magistrature se dégrade de plus en plus. Une femme a été élue présidente de la Cour d'Appel d'Anvers. Il s'agit de Alice De Man. A moins que ce soit précisément son nom qui ait égaré les conseillers votants.

**2 septembre 1988.**

Temps Nouveaux par l'intermédiaire de Larissa Kouznetzova nous sert une curieuse analyse titrée «Tiers sexe? Conception du bonheur féminin». Vers où veut-elle orienter les femmes? Quelques passages: «...depuis déjà de longues années, nous nous cachons à nous-mêmes cette vérité éternelle de la Terre, selon laquelle l'humanité s'obstine à consister en deux moitiés, nommées dans les Saintes Ecritures Adam et Eve» (...) Or la nature n'a pas inventé de tiers sexe.

C'est l'homme qui l'a inventé. L'idée du tiers sexe se perçoit bien dans la conception du bonheur féminin que nous professons tous d'un bel ensemble. La conception du cumul obligatoire des rôles de travailleuse, d'épouse, de ménagère, de mère de famille (...) Il nous faut que l'Eve Soviétique de la moyenne statistique arrive à tout faire, à tout cumuler (...) C'est donc qu'elle est bien brave, parfaitement heureuse, bref, «un bon gars». Mais la nature n'en fait qu'à sa tête. Ce «bon gars», passez-moi le mot, tombe parfois enceinte. Et parfois enfante. La première chose arrivant plus souvent que la deuxième (...) Nous qui avons inventé le «tiers sexe» nous nous sommes placées à la paradoxale première place au monde pour les avortements. (...) Et les femmes dans les nombreuses villes ont beau hurler, vu le caractère vraiment atroce de cette opération, aucun des dirigeants de notre santé publique ne s'est encore brûlé la cervelle (...) A la lueur des cercles de l'enfer abortif, on voit nettement que nous réprimons anonymement la femme, et à travers elle, l'enfant, en estimant naïvement que dans tout cela, il n'y a aucun contexte politique (...) Chaque fois que l'on touche au thème féminin, on circonscrit forcément deux phénomènes s'excluant réciproquement et qui pourtant voisinent d'une façon frappante: le phénomène du «tiers-sexe» qui a été effectivement créé par notre pratique sociale et qui est soi-disant heureux de cumuler tous les labeurs, et étrangement le phénomène de notre patriarcat florissant et impérisable sur le fond de tout cela (...) Nous en sommes venus à ce qu'un homme sur deux, chez nous, est un dirigeant quelconque, et toute la direction supérieure est le sexe fort, alors que les femmes sont les principales exécutantes de la volonté des hommes, pour ainsi dire des sous-fifres (...) Nous ne pourrions pas compter sérieusement sur une véritable démocratisation de la société dans laquelle la plus grande moitié, celle que notre langue appelle hypocritement la plus belle moitié, n'a pas de protection sociale de la nature de son sexe.

■ La première femme élue à la vice-présidence du SPD en Allemagne est Herta Daeubler-Gmelin.



■ La peur du SIDA a réduit les prostituées de Hambourg au chômage. Certaines se sont recyclées en organisant des «séminaires d'introduction aux techniques de domination» entendez les techniques réclamées par les masochistes. Chaque séminaire dure trois jours. Un nombre respectable d'honnêtes bourgeoises se sont inscrites qui y ont vu un moyen de revenir à domicile leur conjoint adepte du «fais-moi mal».

#### 4 septembre 1988.

■ Rien n'arrête les progrès foudroyants de la démocratie. Miss Italie a été élue au suffrage universel par l'intermédiaire de la télévision.

■ Gianna Nannini, une chanteuse rock italienne définit son féminisme: «J'ai certainement été active dans le mouvement des femmes. Cela n'a rien à voir avec le côté politique de la question mais je soutiens le féminisme libertaire. En Italie, le divorce et l'avortement ont toujours été des problèmes énormes et la situation s'est quelque peu améliorée. J'étais très active dans ces luttes de libération, avec pour objectif la liberté et non une sorte de séparation des sexes».

#### 6 septembre 1988.

Le ministre chinois du planning familial a déclaré officiellement que les paysans chinois pouvaient avoir plus d'un enfant si le premier né est une fille. Le gouvernement espère ainsi mettre fin à l'infanticide des petites filles.

#### 8 septembre 1988.

Les Jeux olympiques de Séoul ont été l'occasion pour la presse de consacrer de larges articles à la société de la Corée du Sud. Voici un portrait de la femme coréenne vue par un journaliste de «Het Volk». «Être femme en Corée n'est pas si facile et l'émancipation n'est pas encore à l'ordre du jour». Une fois mariée, la femme doit généralement quitter son emploi. On se réfère à elle comme la «personne de l'intérieur» alors que le mari est «la personne de l'extérieur». Ainsi les responsabilités de la femme se situent dans la famille. Les coutumes inspirées par le confucianisme dictent l'obéissance au père, au mari et au fils aîné. De plus, elle doit toujours être

disponible pour servir son mari. Son intérêt propre est négligé pour le bonheur des membres de sa famille.

Quand ses enfants sont mariés et qu'elle a accompli ses obligations sociales, pour la femme survient le temps de l'absolue liberté. Atteindre ses soixante ans est le prétexte de festivités. Le cycle de vie est accompli, on peut recommencer. Et le spectacle est fascinant de ces petits groupes de femmes généralement vêtues du costume traditionnel. On les trouve partout, dans les parcs et les squares, en excursion ou simplement dans la rue. Elles chantent à pleine voix, boivent de l'alcool et fument comme des cheminées. Elles n'ont plus de comptes à rendre à aucun homme. Une bande joyeuse qui a rejeté le collier.

Un autre quotidien aborde le problème des «orphelins» et des adoptions. Le nombre de divorces est en augmentation constante en Corée du Sud, mais comme la femme n'a aucun droit sur ses enfants ils sont élevés dans la famille du père. Si l'homme se remarie, les enfants du second lit sont considérés comme indésirables et ils sont confiés aux orphelinats avec l'assentiment tout théorique de la mère qui n'a aucun moyen de s'y opposer. Comme on le sait, les orphelinats regorgent d'enfants et une autre cause en est l'intolérance de la société vis-à-vis des mères célibataires. La mère célibataire et son enfant sont simplement considérés comme inexistantes avec exclusion des possibilités de travail, de mariage, d'études, ce qui oblige la mère à se séparer de l'enfant. Les veuves avec enfants, souvent sans possibilité de les élever ou de leur fournir une éducation décente, seule garantie pour échapper à la misère, préfèrent souvent voir leurs enfants adoptés par des Occidentaux que de les vouer à la déchéance d'une classe sociale moins favorable. Merci Confucius.

#### 10 septembre 1988

En Bavière, l'état catholique de tous les conservatismes, se déroule un procès contre un gynécologue, Horst Theissen qui a avorté 156 femmes dans son cabinet de la petite ville de Meuningen. Il a violé ainsi la loi du Land de Bavière qui n'autorise les avortements que dans les hôpitaux et les cliniques et la loi fédérale qui

n'autorise les IVG que si la santé de la mère ou de l'enfant est en danger ou si la mère se trouve en situation de détresse sociale. Le médecin a reconnu avoir violé la loi, mais au-delà de la loi existe la détresse des femmes, et il a jugé irresponsable d'avorter des femmes loin de leur domicile.

Depuis qu'elle est au pouvoir, la CDU (Union chrétienne démocrate) tente de renforcer la loi, soutenue par une hiérarchie catholique qui n'hésite pas à comparer l'IVG à des pratiques nazies. Deux mille personnes ont manifesté contre le procès qui est ressenti comme une chasse aux sorcières moderne, d'autant plus que dans un récent sondage d'opinion 79% des Allemands de l'Ouest le désapprouvent.

La justice a déjà condamné 129 femmes à des amendes et, «en toute impartialité», le juge du Dr Theissen leur a fait parvenir un questionnaire détaillé qui leur évitera l'indignité d'une comparution si elles le remplissent en leur âme et conscience.

#### 11 septembre 1988

La psychologue néerlandaise Nel Drayer a rendu public les résultats de ses recherches, qui ont duré quatre ans et au cours desquelles elle a interrogé un millier de femmes: une femme sur six ou sept a été contrainte l'une ou l'autre fois à des rapports sexuels intimes qu'elle ne désirait pas avec un frère, un oncle, un père ou un autre membre de la famille.

Le ministre néerlandais des affaires sociales s'est dit choqué mais n'a pas cru nécessaire de dégager des moyens financiers pour favoriser la prévention. Or, Nel Drayer estime que le nombre d'abus sexuels est en réalité encore plus élevé parce qu'elle a constaté que les femmes qui en ont été victimes tâchent au maximum d'évacuer le souvenir de ces expériences traumatisantes et de les oublier. Lieve Coppens, psychologue d'un centre d'accueil à Anvers, a confirmé qu'à son avis, et selon son expérience, la situation était fort semblable ici.

#### 12 septembre 1988.

Miet Smet présente sa campagne pour une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes après les élections communales du 9 octobre. Elle reprend le couple Adam et Eve de

l'Agneau mystique de Van Eyck. Du côté Adam, on peut lire: «Cette moitié des électeurs a 90% d'élus» et du côté d'Eve «Cette moitié des électeurs a 10% d'élus» avec le slogan final «Votez pour plus d'équilibre dans votre Conseil communal».

### 13 septembre 1988.

Le retour de Christine Ockrent à Antenne 2 à un tarif «vedette» n'a pas été apprécié par les autres journalistes de la chaîne. Pourquoi ce tarif préférentiel d'ailleurs. Peut-on vraiment faire crédit à une journaliste qui a sincèrement cru qu'elle était engagée à prix d'or dans une chaîne privée pour donner une information correcte, alors qu'on lui demandait simplement d'attirer une audience maximum pour apprécier les qualités du café machin ou des collants tartempion les plus sexy possible. L'aveuglement est un défaut qui ne pardonne pas pour une journaliste.

### 16 septembre 1988

■ Dans les questions et réponses de la Chambre, le député PVV Rik Daems a voulu savoir s'il était vrai que les membres masculins du personnel des PTT recevaient des billets de la SNCB pour leur épouse et une réduction de 50% sur les abonnements scolaires de leurs enfants et non les membres féminins. Hélas oui, c'est vrai, le ministre SP Freddy Willockx a bien dû le reconnaître mais il a chargé les deux Régies (Postes et Télégraphes et Téléphones) de remédier à cette discrimination.

Ainsi un parlementaire PVV fait la leçon. Et les syndicats ne s'étaient donc jamais aperçus de rien, et Paula d'Hondt secrétaire d'Etat aux PTT pendant sept ans a été, semble-t-il, plus attentive à faire de la publicité en faveur de l'égalité des sexes à la RTT qu'à la mettre en pratique.

■ Jean-Paul II aime les voyages, c'est bien connu. Au Swaziland, il a prêché la monogamie dans le stade de football tandis que le roi l'écoutait imperturbable, entouré de ses quatre femmes et de sa nouvelle fiancée.

### 18 septembre 1988.

Le SETCa du secteur bancaire a introduit un cahier de revendications qui inclut la demande d'actions positives en faveur des femmes.

### 20 septembre 1988.

Le procès du Collectif avortement de Gand est repris en appel. Les soixante-trois personnes poursuivies avaient été acquittées en première instance. Le procureur général réclame l'application de la loi.

### 21 septembre 1988.

Le Conseil national du travail n'a toujours pas atteint un consensus concernant un assouplissement éventuel de l'interdiction du travail de nuit des femmes. Il planche sur le problème depuis 1987.

### 22 septembre 1988.

Vasso Papandreou sera la première femme Commissaire européenne. «Une Grecque avec des charmes» comme dit la presse, qui nous apprend en outre qu'elle a des yeux noirs pénétrants et un sourire énigmatique, et qu'elle n'a aucun lien de parenté avec Andreas Papandreou. Elle est l'actuelle Secrétaire d'état au commerce et est âgée de 43 ans.

### 23 septembre 1988.

■ Le Monde publie les résultats d'une enquête qui permet de dégager un portrait sociologique des romanciers de la rentrée. Elle étudie 202 des 208 écrivains francophones qui ont publié un roman entre le 20/8 et le 10/11/88 (....)

...«Première donnée massive de cette enquête: 75% des romanciers publiés sont des hommes (149 contre 53 femmes). Ce résultat contredit brutalement l'impression d'une féminisation de la littérature romanesque, qui avait provoqué ces dernières années maints articles de presse, alarmistes ou triomphants. Les femmes, qui représentent 57% de la population active en France et qui - tous les sondages l'attestent - lisent davantage que les hommes, n'écrivent qu'un petit quart des romans publiés.

Faut-il y voir un effet de la misogynie des éditeurs (beaucoup plus nombreux que les éditrices)?

Si c'était le cas, ce sexisme s'accompagnerait d'une bien mauvaise appréciation économique: les romancières figurent plus souvent que leurs collègues masculins sur les listes de best-sellers et la majorité des plus gros succès romanesques des dix dernières années leur sont dus.

### ■ En France la Commission

d'autorisation de mise sur le marché des médicaments émet un avis positif pour la commercialisation de la pilule abortive RU 486 qui empêche la nidation de l'œuf. Son taux de réussite est estimé à 95%.

### ■ A Séoul, la portugaise Rosa Mota

gagne le marathon féminin. Comme elle avait eu toutes les difficultés du monde pour être envoyée aux Jeux olympiques parce qu'elle n'était pas prise au sérieux par la très machiste fédération portugaise, sa déclaration ne doit pas surprendre: «Je suis fière de cette victoire pour mon pays mais surtout pour les femmes».

### 26 septembre 1988.

■ Début du procès de Chantal Pater-nostre.

■ Le première femme évêque anglicane est américaine est noire. Agée de 56 ans, elle est divorcée. Elle a célébré sa première messe épiscopale dans le ghetto noir de Philadelphie. Son nom: Barbara C. Harris.

### 28 septembre 1988.

Vrouw en Maatschappij, le groupe femmes du CVP, a fait connaître ses attentes pour les élections communales. Son slogan «Tout bien considéré, votez pour une femme». Il demande d'abord que le quota de 20% qui est statutaire soit respecté et que 25% soit recommandé par le parti. Ensuite qu'au moins une fonction de bourgmestre, d'échevin ou de présidente de CPAS, soit attribuée à une femme dans toutes les communes où le CVP participe au pouvoir.

### 29 septembre 1988.

Des chercheurs hollandais ont également mis au point une pilule abortive, l'Epostan. Administrée entre la cinquième et la huitième semaine, elle fonctionne dans 84% des cas.

### 30 septembre 1988.

C'est non! Les femmes ne seront pas prêtres dans l'église catholique. Jean-Paul II s'en explique dans une lettre apostolique «Mulieris Dignitatem». Autant le savoir, «Comme Marie et comme l'Eglise, la femme est vierge-mère-épouse» et «en n'appelant que

des hommes à être ses apôtres, le Christ a agi d'une manière pleinement souveraine, en toute liberté par rapport à la mentalité répandue en son temps».

## 2 octobre 1988.

A l'occasion de l'anniversaire de leurs dix ans d'existence, le Collectif pour femmes battues de Liège et la Fédération belge des Collectifs pour femmes battues établis à Bruxelles, La Louvière et Liège ont organisé un colloque international qui s'est tenu à Liège du 29 septembre au 2 octobre. Il s'intitule «Propos de femmes». Les Femmes prévoyantes socialistes ont apporté leur soutien à cette manifestation.

Problèmes de violence qui nous concernent directement puisque Claire Gavroy tire de son expérience des collectifs: «Plus les femmes ont intégré les stéréotypes féminins, plus elles sont paralysées devant un acte de violence».

## 3 octobre 1988.

■ La Cour d'Appel de Gand, dans le procès du Collectif avortement, a clôturé ses débats et reporté son jugement au 14 novembre.

■ Monika Triest qui a enseigné les sciences de l'émancipation à l'université d'Amsterdam répond à la question: Prend-on davantage au sérieux le féminisme aux Pays-Bas qu'en Flandre?

«L'émancipation et le féminisme sont des sujets qu'on discute davantage aux Pays-Bas qu'en Flandre: on peut en parler plus ouvertement et les hommes eux-mêmes ont repris toute une partie du vocabulaire. On ne peut plus se permettre aux Pays-Bas de ridiculiser le féminisme ouvertement. On ne peut plus non plus s'écrier en public «visez la petite nana qui passe». Le féminisme suscite la même sensibilité que la question juive: on ne peut au moins plus s'en moquer. Si cela a permis beaucoup de réalisations est une autre histoire».

## 4 octobre 1988.

Vingt mille travailleurs de la santé et travailleurs sociaux répondent à l'appel du syndicat chrétien et défilent à Bruxelles pour la revalorisation de leurs salaires et pour réclamer du per-

sonnel supplémentaire.

Le syndicat socialiste ne veut pas faire de peine à son Ministre Philippe Busquin.

## 5 octobre 1988.

Au Chili s'est tenu un plébiscite pour ou contre Pinochet. Les Chiliens ont voté contre lui à 54,7%. Mais on constate un «gender gap» qui indique que les femmes sont plus pinochetistes que les hommes: 46,3% de femmes contre 39,5% d'hommes. Il faut savoir qu'au Chili les urnes sont séparées pour les hommes et les femmes. J'ai interrogé une réfugiée chilienne pour tenter d'avoir une explication. Elle n'en avait pas vraiment mais sa présentation de la société chilienne m'a surprise: les chiliens sont très politisés; les femmes sont très fortes qu'elles soient de droite ou de gauche alors que les hommes sont plutôt des mollassons. Je lui laisse la responsabilité de ses dires. Une autre interprétation peut se lire dans un reportage de la Libre Belgique: cherchez la femme, dirais-je. «Selon des femmes d'officiers haut-gradés, son épouse (de Pinochet) Dona Luci, lui fait beaucoup de tort. Elle est, comme lui, une parvenue, orgueilleuse d'être passée d'un coup de maîtresse de maison anonyme à première dame de la République. Elle est autoritaire et capricieuse. Elle demande des comptes aux généraux et à leurs épouses. Elle croit qu'elle est le second personnage de la République. Cela a fait beaucoup de mal au président».

## 6 octobre 1988.

■ Onze entreprises du privé ont accepté la suggestion de Miet Smet d'envisager des actions positives pour améliorer l'égalité des chances entre les hommes et les femmes: I.B.M., Monsanto, Siemens, U.G.A., DHL, quatre entreprises Horeca (Motorest, Distrirest, Quick International, Pizza Belgium), Didac-International et une entreprise de consultants.

■ 170.000 infirmières des hôpitaux publics ont fait grève en France. Elles réclament une augmentation de salaire de 2.000 FF.

## 8 octobre 1988.

Ouverture de la manifestation «Ombre & Lumière» de l'Université des

Femmes au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles sur le thème: les femmes et l'audiovisuel.

## 9 octobre 1988.

Les femmes progressent aux élections communales. On ne peut pas vraiment parler de percée mais il n'est pas impossible qu'une analyse plus fine que les résultats bruts ne révèle une modification dans le comportement électoral. Signalons l'élection à Anvers, de Fatima Bali (22 ans) sur la liste AGA-LEV. Elle est née en Belgique de parents marocains.

## 11 octobre 1988.

Au colloque Femmes et Télévision qui eut lieu en 1985, Christine Ockrent avait expliqué que les colloques étaient désormais superflus, les femmes ayant pour la première fois, à condition d'être des «pro», toutes les chances de réussir. Aujourd'hui, elle semble être devenue plus prudente. A la question suivante posée par Knack: Les stars des médias en France aujourd'hui sont toutes des femmes. Cela signifie-t-il que les femmes sont de meilleures journalistes? Elle répond: «Les femmes ont dû travailler plus dur pour atteindre leur position. Et, chaque jour, elles doivent continuer à prouver qu'elles la méritent».

## 14 octobre 1988.

Aux Pays-Bas, un couple de lesbiennes désirait un enfant par insémination artificielle. Une amie leur proposa les services de son mari qui se déclara prêt à les aider par solidarité. Après la naissance de l'enfant il arrivait au donneur de passer chez les lesbiennes et bientôt des malentendus s'installèrent. Le donneur prétendit qu'avant l'insémination il avait été entendu qu'il pourrait avoir l'enfant un week-end par mois, ce que les femmes nièrent. A un moment elles lui condamnèrent leur porte et le donneur consulta un avocat pour introduire une action en justice en faisant valoir sa qualité de père biologique.

Les deux femmes ont reçu le soutien financier du fonds féministe «Droit-Femme». D'après elles, le donneur ne peut pas être considéré comme le père biologique puisqu'il n'y a pas eu de rapports sexuels, tout au plus un père génétique. Ce genre de problèmes a peu de chances d'arriver en Belgique

où la plupart des inséminations artificielles se font en milieu hospitalier et où la règle de l'anonymat du donneur est considérée comme importante.

#### 15 octobre 1988.

Dans *Le Soir* du 14, M. Vdm rend compte de la «Journée internationale des hommes contre la violence masculine» qui s'est tenue à Bruxelles à l'initiative de groupes flamands homo ou pacifistes. M. Vdm explique que «contrairement aux «masculistes» (les féministes de l'autre sexe), ce mouvement d'hommes ne se veut pas du tout hostile aux femmes(...) Au moment où le féminisme bat de l'aile même chez les plus militantes, des hommes ont donc repris l'étendard de la révolte contre le patriarcat...».

Et *Le Soir* sous la plume de M. Vdm déploie l'étendard de son hostilité vis-à-vis des féministes

#### 18 octobre 1988.

Le juge d'instruction bruxellois Malingreau d'Hembise saisit au CGSO (Centre de planning familial et d'éducation sexuelle néerlandophone) le dossier d'une patiente en rapport avec un avortement. De quoi troubler la fameuse «atmosphère sereine» souhaitée par le gouvernement.

#### 19 octobre 1988.

■ Lieve Blancquaert dans *Knack* rend compte d'une étude menée aux Pays-Bas sur l'effet du divorce sur les enfants et rapporte une interview de l'auteur, Ruut Veenhoven, docteur en sociologie et professeur à l'Université Erasme de Rotterdam. En voici quelques extraits:

«On a souvent dit, et des scientifiques y ont consacré de gros ouvrages, que le divorce était à peu près la chose la plus grave que des parents pouvaient faire subir à leurs enfants. Des enfants d'un foyer brisé sont marqués pour le restant de leur vie, ont de mauvais résultats scolaires, se font peu d'amis. Ruut Veenhoven décida de prendre la température chez des écoliers quelconques. Il posa des questions sur la satisfaction de vie et l'estime de soi à 2.734 adolescents de toute la Hollande. Il découle de l'étude qu'il existe une différence entre les enfants d'une famille intacte et ceux dont un des parents a déménagé ou est mort. La différence est en vérité extraordinaire-

ment petite et beaucoup moins importante que la différence de bonheur entre garçons et filles. Se sentir bien pour des enfants dépend de leur âge, des revenus des parents, d'être garçons ou filles et de l'appartenance ou non à une famille unie. Si on compare le poids de ces différents facteurs, le fait de grandir dans une famille désunie n'intervient que pour un demi pour-cent dans le bonheur de l'enfant. Le fait d'être un garçon ou une fille intervient pour 14%. Ça c'est une différence significative».

Comment est mesuré le bonheur?

«Chacun attribue une signification différente au mot bonheur et sûrement les enfants. C'est pourquoi nous n'avons pas utilisé ce terme. Nous leur avons demandé d'imaginer la meilleure vie possible et la plus moche possible. Sur un papier se trouve une montagne. Au sommet la vie la plus délicieuse et au pied la vie la plus triste. Ils devaient mettre une croix, à l'endroit où ils estimaient que se situait leur vie». Ruut Veenhoven constate, en outre, que les enfants du divorce restés avec une mère travailleuse ne sont pas doublement handicapés. Les enfants «à clef» et surtout les filles se sentent bien quand leur mère travaille. Quant au parent absent, il n'a pas à se faire de soucis: il demeure très important pour l'enfant. Son jugement est même crucial.

■ Solidaire interviewe Rolande De-meure, déléguée principale chez Concord.

«Rappelons notre but: le maintien de l'emploi, au moins jusqu'en mars 1990 comme l'exige le contrat signé par le patron avec la Région wallonne en échange des ordres reçus».

L'accord signé par les permanents derrière notre dos prévoit un chômage partiel de longue durée avec reprise de travail «théorique» durant la dernière semaine de septembre.

Huit partis politiques sont invités le 5 octobre (à une table ronde): PS, PSC, PRL, PC, ECOLO, RW, PTB, POS. Le PSC et le PRL ont été «empêchés». La vingtaine de membres du Comité Exécutif - Métallos, invités eux-aussi, étaient absents. Les permanents nous dissuadèrent d'organiser cette rencontre: «Vous avez un accord, vous n'aurez rien d'autre... Juste avant les élections, vous utilisez les gens! -

C'est justement ce que nous voulons». De cette table ronde ressort du concret: le bourgmestre a, depuis un an, introduit la possibilité d'interpellation au Conseil communal: nous ne la rate-rons pas! Notre intervention revendiquera la récupération des aides financières accordées par la ville de Charleroi pour l'implantation de la multinationale, en vue de les restituer... au personnel lésé! Nous exigeons aussi le vote d'un budget pour financer notre procédure judiciaire». On peut répondre à l'appel de soutien financier au compte n°001-1007686-29 avec mention: Fonds de soutien Concord en lutte.

■ Knack rend compte d'une enquête dans le monde médical. Il y a quelques années un groupe d'études «féminisation» fut créé au sein du syndicat de médecins de la tendance De Brabanter. Il a étudié le profil de la femme médecin sous la direction de Mieke Van Hagendoren. «L'invasion de femmes docteurs cause des maux de tête à leurs confrères masculins parce que les patients préfèrent être soignés par une femme. Au Limbourg, une femme a même dû comparaître devant l'Ordre des médecins parce qu'elle avait mis son prénom sur son enseigne: ce fut considéré comme une réclame pour sa qualité de femme et avait pour conséquence de retirer de la clientèle aux docteurs masculins».

En ce moment les femmes représentent déjà 20% de la profession médicale mais cette proportion va rapidement augmenter: parmi les docteurs de moins de trente ans elles sont 36% et parmi les nouveaux étudiants elles constituent plus de la moitié: 57%. Parmi les spécialistes on trouve surtout les femmes dans les disciplines moins prestigieuses et qui sont plus compatibles avec la vie familiale. Ainsi 68% des dermatologues sont des femmes.

Parmi les femmes-docteurs interrogées, 13% disent avoir connu des difficultés au cours de leurs études à cause de leur sexe et 32% disent expérimenter des handicaps de la part de leurs confrères masculins dans l'exercice de la profession. Elles ressentent comme un problème la combinaison de la vie professionnelle et de la vie familiale. A 61% elles sont convaincues de pratiquer autrement la médecine que leurs

collègues masculins.

Mieke Van Hagendoren estime que la table ronde sur la santé devrait tenir compte de la féminisation de ce secteur: elle estime que les prescriptions des femmes sont meilleur marché, qu'elles consacrent plus de temps à leurs patients, se préoccupant davantage des causes de la maladie que des symptômes, sont moins susceptibles de pousser à la consommation médicale et plus désireuses de travailler en médecine de groupe». Il semble que les femmes médecins consentiraient plus facilement à abandonner une médecine à l'acte pour une médecine forfaitaire.

■ Le secrétariat à l'Emancipation sociale communique les résultats des élections du 9 octobre. 1780 femmes ont été élues soit 13,9% du total des élus, soit 368 femmes de plus qu'en 1982 ce qui représente un accroissement de 2,85%. Dans cinquante communes aucune femme n'est présente dans le Conseil communal.

**20 octobre 1988.**

Bernadette Bawin de l'Université de Liège et Rosemie Bruynooghe du Centre universitaire du Limbourg publient les conclusions d'une nouvelle étude sur la violence contre les femmes commanditée par Miet Smet, secrétaire à l'Emancipation sociale: «Expérience des femmes confrontées à la violence physique et sexuelle». Les résultats sont accablants pour le gent masculine et posent des questions: la violence serait-elle un moyen de contrôle des femmes?

**21 octobre 1988.**

■ Un café de femmes, Labyrinth, s'est ouvert à Louvain, Vissersstraat 2. «Un endroit où les femmes se sentent à l'aise, peuvent causer, boire, rire sans se faire embêter par des hommes ou sans devoir faire impression sur eux».

■ Les jurés de la Cour d'Assises du Brabant ont reconnu Chantal Paternostre coupable des faits qu'on lui reprochait. Elle est condamnée à cinq ans de réclusion.

**22 octobre 1988.**

■ Le concours de production d'affiches et de logos illustrant le thème de l'égalité des chances des

jeunes dans la société, organisé par le ministère de l'Education nationale, a été remporté par France Verougstraete de l'Institut Saint-Luc avec le texte suivant: «Conjuge les métiers au féminin et sois femme à part entière. (signé) les mecs» le tout écrit à la manière d'un graffiti. Dommage qu'une fois de plus ce soient «les mecs» qui nous dictent la voie à suivre.

■ Vingt mille personnes manifestent à Paris à l'appel de la Coordination nationale des infirmières. Le lendemain elle demandera aux syndicats de ne pas signer le projet proposé par le ministère de la Santé.

**23 octobre 1988.**

Les infirmières mettent fin à leur grève en France.

**25 octobre 1988.**

A l'ULB s'est tenu un colloque consacré à la prévention des abus sexuels. Eva Thomas, auteur du «Viol du silence» et fondatrice de l'association «SOS incestes» de Grenoble, y participait.

**26 octobre 1988.**

■ ROSA, le centre de documentation néerlandais axé sur les rôles sexuels et le féminisme fête ses dix ans d'existence. Il a survécu contre vents et marées.

■ La Cour de justice des droits de l'homme de Strasbourg a confirmé que la loi anti-homos en vigueur en Irlande constitue une infraction aux droits de l'homme. La Cour suprême d'Irlande avait décidé en 1982 que l'Irlande ne pouvait tolérer l'homosexualité parce que la Constitution irlandaise devait être en conformité avec l'enseignement chrétien qui rejette l'homosexualité.

■ Coup de théâtre en France. La firme pharmaceutique du groupe Roussel-Uclaf décide de retirer du marché la pilule abortive RU - 486 bien qu'elle ait été autorisée en France et en Chine par les autorités sanitaires. La direction de Roussel-Uclaf reconnaît avoir cédé à la pression des catholiques, conservateurs. L'entreprise a reçu un grand nombre de lettres de menaces. Les milieux catholiques se sont réjouis de la décision avec

triomphalisme.

«Nous sommes satisfaits de cette décision historique qui souligne l'importance des familles, des associations et des médecins qui sont opposés à une politique de mort» a dit la Fédération des familles catholiques de France. Ou plus hypocritement le «très progressiste» archevêque de Lyon: «J'espère que la décision est le résultat de considérations morales et non le résultat de la passion ou de la violence».

L'un des pères de la pilule abortive Etienne Beaulieu ne s'y est pas trompé: «Si on invente demain un médicament contre toutes les douleurs et si un groupe de fondamentalistes se met à dire que la douleur est bonne pour la rédemption, allons-nous interdire la vente d'une telle médication?

La ministre française des Droits des femmes, Michèle André, a exprimé son inquiétude: «C'est un retour à la moralité. Et quelles sont les victimes de la moralité? Toujours les femmes. Le phénomène est aussi vieux que le monde lui-même. Nous femmes, devons rester vigilantes. Je ne veux pas que toute la question de l'avortement soit remise en question».

■ Les femmes socialistes flamandes consacrent une journée d'étude à l'individualisation en matière fiscale et en matière de sécurité sociale.

**27 octobre 1988.**

■ Les sénateurs CVP voient approcher la fin de l'année d'un œil glacial. A partir du 1er janvier 1989, en vertu de l'accord gouvernemental, les parlementaires seront libres de prendre des initiatives en matière d'avortement. Ils ne reculent devant aucun chantage. Par la voix de leur chef de groupe Bob Gijs, ils mettent en garde leur partenaires gouvernementaux: «Il est illusoire de penser que nous puissions trouver un accord entre nous. Formellement, on ne peut pas faire tomber un gouvernement là-dessus, mais si les socialistes introduisent de nouveau une proposition de loi en faveur de la libéralisation de l'avortement nous aurons indubitablement des difficultés politiques dans ce sens que la cohérence à l'intérieur de la majorité en souffrira. Et un accident est vite arrivé». Contrairement à son président de parti, Bob Gijs croit à l'existence



d'une majorité capable de voter une législation de l'avortement qui ne correspondrait pas aux vœux du CVP. Curieuse conception de la démocratie.

■ Christiane Scrivener membre du Parlement européen a été désignée par la France comme Commissaire à la Commission des communautés. Elle sera la seconde femme de la Commission.

#### 28 octobre 1988.

■ Au domaine provincial de Wégimont se tient un colloque «Femme, image et réalité» organisé par le Centre d'études et de documentation sociales de Liège. Il étudie notamment le lien entre la dépression des femmes et les facteurs psycho-sociaux.

■ Le gouvernement français ordonne la reprise de la distribution de la pilule abortive RU - 486 dans l'intérêt de la santé publique.

#### 30 octobre 1988.

■ Encore une journée d'étude en pays flamand: «la nécessité d'actions positives pour les femmes dans la direction du personnel». Le Standaard résume la journée de la manière suivante: «D'une part régnait parmi les participantes une grande unanimité sur le fait que les femmes qui veulent arriver doivent s'adapter à une certaine image qui est modulée sur celle des hommes mais qui ne correspond pas nécessairement à leur personnalité (...) Les femmes doivent apprendre à jouer le jeu selon les règles d'usage établies par les hommes. Quand elles ont conquis du pouvoir elles peuvent tenter de modifier les règles. Si elles entreprennent des tentatives dans ce sens plus tôt, elles leur seront reprochées». Mais d'autre part, on leur conseille de développer un style personnel. Les femmes devront continuer à faire de la corde raide. Un exercice d'équilibre difficile.

#### 1er novembre 1988.

Au XIIème congrès mondial de gynécologie et d'obstétrique qui s'est tenu à Rio de Janeiro, la compagnie ORGANO a présenté une minipilule, Mercilon, qui sera disponible en Belgique en janvier. Elle se distingue par une diminution importante de la dose d'œstrogène. La plupart des gynécologues

estiment que la pilule présente plus d'avantages que d'inconvénients et certains préconisent même son emploi après la ménopause.

Le professeur Allan Rosenfield de Columbia University (New York) a consacré une séance à la mortalité des femmes enceintes. Chaque année, un demi-million de femmes meurent, dans le monde, suite à des problèmes de grossesse. 99% de ces décès surviennent dans les pays pauvres, dans les régions rurales ou les bidonvilles. Il s'agit généralement d'accouchements à domicile ou d'avortements ratés, responsables pour un tiers des décès. Allan Rosenfield se dit surpris du peu d'intérêt que les pays du tiers-monde attache à ce problème et rappelle que dans le congrès précédent qui se déroulait à Berlin, des milliers de gynécologues se pressaient pour suivre les exposés sur la fertilisation in vitro alors que quelques centaines seulement se préoccupaient du problème de la mortalité des mères.

De son côté le professeur anglais F. Hytten s'est interrogé si dans les pays riches on n'assistait pas à un excès de précautions. Des soins prénataux réguliers vont tellement de soi chez nous que personne ne se pose plus la question. D'après lui, on a tort, dans les pays riches, de considérer la grossesse comme une sorte de maladie, d'anomalie. Il propose une autre formule de soins prénataux. Un premier examen très approfondi diviserait les femmes en deux catégories: les grossesses à risque qui ont réellement besoin des services spécialisés et celles qui peuvent s'en passer sans problème. Ces femmes en bonne santé auraient peut-être même avantage à être suivie par une sage-femme, qui mieux qu'un médecin, pourraient les conseiller pour les petits problèmes qui se posent.

Toujours sympathique, une voix qui s'élève contre le mercantilisme médical!

#### 2 novembre 1988.

Un jury belge composé de journalistes a désigné une avocate bruxelloise Jacqueline Rousseau comme candidate au titre de «Femme d'Europe 1988»: une Youpie.

#### 4 novembre 1988.

La ministre des Travaux publics Paula

D'Hondt et la secrétaire d'état pour l'Emancipation sociale Miet Smet ont signé un accord grâce auquel les femmes bruxelloises disposeront d'un «Centre des femmes». La bâtisse qui a cent ans d'âge sera restaurée en 1989. Elle est située à l'angle de la rue du Méridien et de la rue de l'Union à Saint-Josse ten Noode.

#### 5 novembre 1988.

Le Gazet van Antwerpen nous raconte comment Helena, elle-même grand-mère, a retrouvé sa mère Pauline qu'elle n'avait jamais connue. C'est une bien triste histoire typique du début du siècle. «Pauline s'était fiancée avec un riche jeune homme. Elle eut une première petite fille en 1925. Le jeune homme lui promit le mariage mais il n'eut jamais lieu. Pauline fut une nouvelle fois enceinte et ce fut Helena. Le jeune homme ne reçut pas l'autorisation de sa famille qui avait une affaire à Louvain de l'épouser. Elle tomba dans la misère et fut assistée par la commune de Genk. La première petite fille fut placée dans une famille et Helena dans un orphelinat».

#### 6 novembre 1988.

Au Rajastan, en Inde, le meurtre des petites filles demeure une tradition bien ancrée et dans certaines régions on ne trouve que 550 à 750 femmes pour mille hommes alors que le taux moyen est de 938 femmes pour mille hommes.

La tradition a changé de nature dans les grandes villes où l'avortement remplace le meurtre lorsque l'échographie révèle le sexe féminin. C'est pourquoi l'organisation des femmes a lancé une campagne pour l'interdiction officielle de l'échographie. Etre une petite fille en Inde est une véritable malchance. Souvent elles reçoivent moins à manger que les petits garçons et souffrent de sous-alimentation.

■ A Singapour le gouvernement lance un cri d'alarme: il faut un babyboom sinon Singapour est destiné à disparaître.

Des campagnes se déroulent dans les médias pour inciter hommes et femmes à se marier et à enfanter. A la TV on évoque la solitude de la vieille femme qui a fait carrière mais n'a ni

compagnon, ni enfants. Par contre, les familles sont idéalisées. Les célibataires dont le nombre va croissant sont submergés de publicités les invitant à aller danser, à faire des voyages romantiques. Le gouvernement multiplie les mesures favorables aux familles: réductions d'impôts, facilités de logements, règlements de travail particuliers pour les femmes, allocations pour des crèches. Rien n'y fait. La journaliste Lena Lim a son explication, le rôle du père, dont il n'est jamais question: «Il est temps que les hommes prennent leur part de responsabilités dans le ménage et la famille parce que derrière chaque mère travailleuse se cache une super maman épuisée».

#### 7 novembre 1988.

Le président du CVP Herman Van Rompuy a répété que l'existence au Parlement d'une majorité en faveur de la dépénalisation de l'avortement constituerait un fait politique important qui amènerait le parti à reconsidérer sa position. Entendez à l'empêcher à tout prix.

#### 8 novembre 1988.

Antoinette Spaak a voulu expurger le Français du Français. Les femmes australiennes se sont mobilisées pour exclure le sexisme des médias et de la langue anglaise. Elles ont obtenu le soutien du gouvernement qui a fait des recommandations dans ce sens aux fonctionnaires. Elles espèrent ainsi modifier l'image de la femme. Dorénavant on ne parlera plus de Mankind mais de Humanity, on remplace les Man Hours par Labour Hours et le No Man's Land devient Neutral Territory etc...

#### 9 novembre 1988.

■ Le journal conservateur catholique flamand, «De Gazet van Antwerpen», revient régulièrement sur les dangers de la pilule contraceptive. Il est toujours difficile de se faire une idée correcte sur des questions qui passent par le collimateur idéologique et qui de plus sont manipulées par des groupes financiers parce que des intérêts gigantesques sont en jeu. Si on consacrait autant d'études aux effets secondaires pervers de tous les médicaments sur le marché qu'on ne le fait pour la

pilule nous serions probablement tous en meilleure santé.

Un exemple pénible en est l'utilisation massive du Distilbene, appelé DES, prescrit à des milliers de femmes enceintes et qui, vingt ans plus tard, révèle son effet pernicieux chez les enfants qui souffrent de malformations génitales et de cancers. Ce médicament fut prescrit à des centaines de milliers de femmes, par des médecins se fiant à l'information donnée par les firmes pharmaceutiques, alors que des scientifiques en avaient déjà démontré l'inefficacité. En 1971 un médecin établit le rapport entre le DES et les malformations des enfants. Quelques mois plus tard la Food and Drug Administration en interdit la prescription aux femmes enceintes. En France, la contre-indication n'apparaîtra que six ans plus tard. Les médecins ont préféré le silence mais ce sont les victimes elles-mêmes qui se sont organisées pour dénoncer le méfait.

Mais revenons à l'information de la Gazet Van Antwerpen. Elle semble sérieuse car les marques à déconseiller sont citées. Elles contiennent toutes l'hormone synthétique Levonorgestrel. Il s'agit des pilules suivantes: Eugynon, Neogynon et Tryginon fabriquées par l'entreprise pharmaceutique de Berlin ouest Schering, et Stediril-d, Stediril-30, Néostediril et Frinordiol fabriquées par l'entreprise Wyeth, de Philadelphie (USA). L'article nous apprend en outre que le Sunday Time a publié, il y a deux ans, une série d'articles scientifiques qui attestaient de l'innocuité du Levonorgestrel mais que l'étude avait été commanditée par Schering. Depuis, une recherche récente effectuée en Grande Bretagne à la demande de l'Institut national américain de la santé semble indiquer que les pilules contenant du Levonorgestrel favorisent les accidents cardiaques. En Belgique, 40% des pilules vendues contiennent cette hormone synthétique dont le nom est clairement indiqué sur l'emballage.

■ Comme en Grande-Bretagne, comme en France, les infirmières belges en ont ras le bol. A la Commission paritaire des soins de santé, les hôpitaux (à l'exception de la corporatiste fédération des hôpitaux Wynen) se sont engagés à augmenter

les barèmes de 1.000 F comme l'avait réclamé Philippe Busquin, ministre des Affaires sociales.

Les infirmières n'ont pas voulu signer la convention collective qui ne leur accorde qu'une aumône et confirme leur sentiment de manque de considération.

#### 10 novembre 1988.

Le gender gap s'est manifesté une nouvelle fois lors des élections présidentielles américaines. Les hommes votèrent à 54% contre 44% pour le candidat républicain George Bush, tandis que les femmes votèrent à 52% contre 47% pour le candidat démocrate Michael Dukakis.

A côté des élections présidentielles, plusieurs referendum furent proposés à la population. Ainsi, dans le Michigan et dans le Colorado, les électeurs étaient invités à se prononcer sur la proposition suivante: à l'avenir, les femmes pauvres ne pourront plus se faire avorter gratuitement. L'état pourra uniquement intervenir si la vie de la femme est en danger et qu'elle est incapable de payer l'intervention elle-même. Dans les deux états, la proposition fut adoptée. Curieuse conception qui subordonne un droit à la richesse.

#### 10-12 novembre 1988.

A Bruxelles, se déroule le Tribunal international organisé par le CEF (Coordination européenne des femmes) sur le thème «Femmes et pauvreté dans la communauté européenne». Des femmes ont témoigné au Parlement européen. De larges débats ont suivi. En même temps diverses activités étaient organisées au 29, rue Blanche où le dernier jour certaines motions furent adoptées.

#### 11 novembre 1988.

■ A l'occasion de la Journée des femmes, la Ligue des Familles sort un numéro spécial Femme: «La Li-gueuse».

■ La dix-septième Journée des femmes flamandes s'est déroulée à Aarschot. Elle est née d'une collaboration entre le VOK et les femmes des groupes de base d'Aarschot. Deux mille femmes ont participé à cette manifestation. Les activités se déroulaient simultanément dans six lieux différents. Je relève une déclaration de Paula

Semer, collaboratrice à la BRT, au panel «Femmes dans les médias». On lui a proposé cinq livraisons pour le programme «Ten Huize Van», interviews à domicile. Elle a déclaré sans ambages qu'elle refuserait la proposition si deux des cinq personnes à interviewer n'étaient pas des femmes. Elle a déploré qu'une liste de dix femmes candidates qu'elle avait soumise ait été rejetée par une cheffe. Un autre panel a discuté du choix professionnel des jeunes filles. On y a parlé entre autres des préjugés patronaux: les femmes ne sont pas suffisamment flexibles. Elles ne peuvent pas travailler la nuit, prennent intégralement leur congé et quittent leur travail à 17 heures précises. Mais l'animation qui a connu le plus gros succès fut la présence de trois femmes flamandes connues: Marijke Van Hemeldonck, députée européenne, Kristien Hemmerchts, écrivaine et Betty Mellaert de la BRT, accompagnées de leurs mères invitées à se prononcer sur leurs célèbres filles, confrontation qui donna lieu à des échanges étonnamment tendres. Kristien Hemmerchts se plaignit de ce que les jeunes continuent à se cantonner dans leurs rôles traditionnels et raconte la petite histoire suivante au sujet de sa fille de sept ans. «Elle était rentrée, un jour, de l'école en racontant que les garçons avaient fait une petite chanson: les filles sont bêtes, les filles sont bêtes, elles ne savent même pas jouer au football. Les petites filles répliquèrent par une autre petite chanson: Les garçons sont bêtes, les garçons sont bêtes, ils ne savent même pas faire la vaisselle». Et Kristine de continuer: et ça alors que son père s'occupe souvent du ménage. Je trouve cela terrible».

#### 14 novembre 1989.

La Cour d'appel de Gand condamne quinze médecins, collaborateurs et patientes du «Kollektief Antikonceptie» à des peines légères (un mois avec sursis) et une amende pour avoir pratiqué ou subi des interruptions de grossesse. La condamnation a été motivée par la déclaration des Nations Unies sur les droits de l'enfant stipulant que l'enfant doit être protégé dès le moment de la conception, déclaration que la Belgique n'a d'ailleurs pas ratifiée. Tout le monde avait été

acquitté en première instance, sauf deux personnes condamnées par défaut.

Plusieurs associations ont protesté contre cette condamnation: le Groupe d'action des centres extra-hospitaliers pratiquant l'avortement, le Comité pour la suspension des poursuites en matière d'interruption de grossesse, le VOK (Vrouwenoverleg komitee).

#### 16 novembre 1988.

■ Bénédicte Vaes consacre un article à la grogne des infirmières dans *Le Soir*, dont j'extrais les passages suivants: «Moins de stress, plus de considération». Ce tract résume l'exaspération des infirmières qui se propage et s'amplifie dans les couloirs des hôpitaux. Et que le Front commun syndical (SETCa - CNE - LBC) exposera ce mercredi au ministre Busquin (...) Le malaise des infirmières est généralisé dans tous les pays industrialisés. Il se traduit par une pénurie qui risque, très vite, de causer un grave problème de santé publique en Belgique. La population scolaire infirmière ne cesse de décliner, les «blouses blanches» désertent très tôt les hôpitaux, un métier jadis auréolé de prestige devient une profession de passage. Pourquoi cet «hosto blues»? «Nous voulons être reconnues» disent les infirmières. «Reconnues dans notre rôle, dans notre utilité sociale, dans notre relation avec le malade». Les faibles salaires des hospitalières représentent une injustice flagrante par rapport à ceux que touchent les infirmières travaillant dans des entreprises, sans parler de celles qui se recyclent comme déléguées en matériel médical ou pharmaceutique. Ces bas salaires sont aussi, jugent-elles, un signe du mépris dans lequel les tient la société.

Un symptôme parmi d'autres: les infirmières travaillent un week-end sur deux, et font souvent sept nuits d'affilée mais ces «horaires inconfortables» ne «valent» qu'une prime de 20% à la prestation, soit, au mieux, 10% sur le salaire mensuel. Dans l'industrie, les compensations dues aux ouvriers pour les dimanches de travail atteignent 100%, celles de nuits 50% (...)

La Belgique a des normes d'encadrement en infirmier(e)s parmi

les plus basses d'Europe (...)

L'accroissement des cadences, de la fatigue, du stress ont atteint la cote d'alerte dans le monde infirmier, féminin à 85% (ce qui n'empêche par Pierre Rondel d'être président de l'Union Générale des infirmier(e)s de Belgique). Le temps des infirmières à cornettes, de la «vocation» qui permet de tout encaisser, est bien révolu.

Les femmes des hôpitaux ne veulent pas évidemment renoncer à une vie de couple, à la maternité. Elles traînent comme un boulet le poids de «doubles journées» écrasantes. Jusqu'à ce qu'elles craquent ou changent de métier.

Cette «overdose» de travail explique le recours de plus en plus étendu au temps partiel.

Mais où allons-nous si des infirmières se mettent à réclamer une vie personnelle, si elles ne consentent plus à un dévouement maximum pour un salaire minimum, si elles n'acceptent plus d'être traitées comme des moins que rien?

Symboles de l'exploitation féminine, elles ont fait preuve de bien trop de patience. Il est plus que temps qu'elles brandissent l'étendard de la révolte et gardent un contrôle vigilant vis-à-vis des tractations syndicales masculines.

■ A Louvain-la-Neuve, les étudiantes ont peur. Les viols et les agressions sexuelles sont monnaie courante. Elles savent de plus que l'agresseur est identifiable parce qu'il ne présente aucun signe particulier et elles commencent à se méfier de tous les garçons qui passent. Pourtant les statistiques de la gendarmerie ne parlent que de trois viols depuis le début de l'année. Trois de trop évidemment. Le vice-recteur de l'UCL, l'abbé Gabriel Ringlet, s'est voulu rassurant. Il s'agit davantage de rumeurs que de réalités. L'UCL va cependant distribuer un dépliant où les étudiantes recevront des conseils de prudence tels que de ne pas se promener seules la nuit dans les endroits sombres et isolés. Puis une liste de numéros de téléphone d'urgence et enfin les lieux d'accueil et d'intervention tels «Le point de repère». Des réunions sont programmées pour discuter du problème. Voilà bien des mesures de prévention pour trois misérables petits viols par an.

**Une nouvelle collection à l'Université des Femmes**

## Vies de Femmes

Les femmes racontent elles-mêmes leur vie: voici une collection bien attendue! Un vrai petit bijou, le premier livre qui sort, le récit de Denise S., bourgeoise d'Anvers.

C'est au cours d'un séminaire sur l'histoire des femmes en Belgique que nous avons entamé ce travail. Dans l'introduction, nous nous expliquons plus longuement sur le pourquoi et le comment, les objectifs et l'intérêt de cette démarche.

Aujourd'hui sort le premier récit de vie, celui de Denise S., née à Anvers en 1904 et ayant vécu toute sa vie dans cette ville, hormis les exodes dus aux deux guerres. Denise est la fille cadette d'immigrés juifs polonais. Sa vie est celle d'une femme de ce milieu diamantaire, aussi influent que discret et où se côtoient des classes sociales assez différenciées. Les parents de Denise S. ont été déportés par les Nazis. Denise S. elle-même, enfant non désirée et non aimée de sa mère, a connu une enfance cossue, sans distraction, sans joies, se marie le plus vite possible pour fuir la maison. Mariage plus ou moins arrangé d'ailleurs. Dans sa vie de femme, il n'y aura ni joies ni contraintes. Elle ne manque de rien si ce n'est de la tendresse, d'affections. C'est seulement à un âge plus avancé que son mari devient plus attentif. Denise S. n'a jamais eu, n'a jamais pu avoir d'activité professionnelle mais elle le regrette encore aujourd'hui...

Lisez ce récit de vie. La vie de Denise S. rappelle par certains côtés celle de beaucoup de nos mères ou grand-mères. Une vie de devoir qui apparaît comme satisfaisante si chacun des conjoints assume le sien... Le bonheur, c'est autre chose.

H.P.P.

*Denise S., bourgeoise d'Anvers. Récit de Vie. Collection Vies de Femmes; éd. Université des Femmes, Bruxelles, 1988. Disponible au prix de 300 F à l'Université des Femmes, 1a Place Quetelet, 1030 Bruxelles. Tél: 02/219.61.07*

3AB4 PAT-205

## Prisonnière d'opinion

Chantal Paternostre, un nom, une femme qui devraient hanter notre mauvaise conscience. Elle est victime de la justice belge qui voulait montrer au monde qu'elle aussi était capable d'un grand show médiatique, de faire un exemple pour extirper du pays toute action terroriste en participant ainsi à la grande paranoïa européenne, merveilleux prétexte pour renforcer la surveillance du citoyen.

Et tout l'appareil d'état s'est déchaîné pour présenter les C.C.C. non pas pour ce qu'ils étaient, des illuminés inconscients, mais comme des bêtes sanguinaires. Puis il leur a associé les cas de Chantal Paternostre et de Luc Van Acker.

Et pour bien persuader les jurés que ces inculpés étaient dangereux, c'est-à-dire nécessairement coupables, ils ont comparu dans une cage de verre, dans un Palais de Justice gardé par une armée de gendarmes et, afin de charger encore un peu plus l'atmosphère, tous les assistants ont été soumis à la fouille.

Pourtant, Chantal Paternostre, cette dangereuse terroriste avait été remise en liberté provisoire.

Faut-il s'étonner dès lors que les jurés l'aient reconnue coupable? Elle a été condamnée à cinq ans de prison, condamnée d'avance parce qu'anarchiste, parce qu'animatrice d'une émission de radio gênante «Renversons les marmites». Nous avons à présent notre prisonnière d'opinion en Belgique et il faut espérer que certains s'éveillent la nuit en sursaut, poursuivis par son image de femme trop libre pour être tolérée par notre médiocratie.

Et pendant ce temps, les tueurs du Brabant wallon courent toujours.

Chantal qu'on a voulu faire taire, nous lui donnons la parole.

### MONSIEUR LE PRESIDENT, MESDAMES, MESSIEURS LES JURES.

J'ai joué le jeu de la Justice. Si je me suis défendue, c'est parce que je refuse d'être condamnée pour des faits que je n'ai pas commis. Si je suis dans ce box aujourd'hui, c'est exclusivement pour mon profil politique. Au cours de ce procès, nous avons voulu montrer à tous ce qu'était une instruction: comment la police, la Sûreté, la BSR manipulent les juges d'instruction et les procureurs à coup de filatures imaginaires, de preuves fabriquées, de procès-verbaux mensongers, de pressions et intoxications de témoins.

Quand on voit que mon empreinte digitale vient, au début, d'un fer à re-

passer puis d'une soucoupe, puis d'une tasse sale, puis d'une tasse propre et pour finir d'une tasse à moitié propre ou sale, que cette dite tasse, seule pièce à conviction, n'a même pas été saisie, on peut se poser des questions. Quand on voit que le maréchal des logis Gobert dans un PV du 9 septembre parle de documents qui ont servi à un brouillon de revendication de l'attentat des ACEC, alors que ce brouillon ne sera trouvé que 20 jours plus tard sous la moquette (pour faire plus louche), on peut encore se poser des questions. Quand on voit un témoin déclarer à plusieurs reprises en 85 que sa locataire est une petite bonne femme de 25 ans, 1m 60, cheveux permanentés et que trois ans plus tard (après être passé entre les mains du maréchal

des logis Gobert, responsable de la plupart des affabulations me concernant), que trois ans plus tard donc, ce témoin affirme que sa locataire a 35 ans, une taille au-dessus de la moyenne et des cheveux bruns, on peut continuer à se poser des questions.

Ah oui, il y a les lettres saisies chez Rudi écrites en 82. Là, Monsieur l'Avocat général n'en est pas à son coup d'essai. En 79 déjà, il essayait de faire condamner un avocat sur base de son journal intime, en enlevant certaines phrases de leur contexte et en les interprétant selon ses fantasmes: d'après lui, cet avocat organisait une filière d'évasion et envoyait les criminels se recycler dans les camps terroristes au Liban ou en Libye!

Monsieur l'Avocat général n'a pas



réussi son coup cette fois-là, il remet ça aujourd'hui.

Peut-être aura-t-il plus de chance cette fois-ci. Mes lettres, bien sûr, ne sont pas de la dentelle de Bruxelles et il est évident que si j'écris des vilains mots en 82, c'est que j'ai posé des bombes en 85!

Tout au long de l'instruction, l'enquête n'a pas pu prouver ma culpabilité. Elle n'a pu que confirmer mes dires. Mais tout ce que j'ai pu dire a toujours été retourné contre moi. J'étais naïve et débutante. J'ignorais qu'instruction voulait dire manipulation. Je sais maintenant que, face à la justice et sa police, il faut se taire!!!

A chacun bien sûr sa vérité. Mais moi, je sais ce que j'ai fait et ce que je n'ai pas fait. Le Parquet, lui, s' imagine ce que j'aurais pu faire et veut tenter de faire partager ses fantasmes. La seule vérité de l'Avocat général est la vérité policière! Je suis persuadée que, dans cette affaire, la Sûreté de l'Etat et d'autres services spéciaux (ouest-allemands, notamment) ont oeuvré dans l'ombre. Il se développe actuellement dans certains pays d'Europe occidentale, un climat inquiétant, où les libertés fondamentales, que l'on croyait acquises, sont mises en péril.

Dans le contexte d'une Europe en pleine crise économique, il apparaît de plus en plus clairement que certains souhaitent en finir avec le droit à la différence, le droit à la dissidence, le droit à la contestation ferme et légale qu'il importe de criminaliser!

Coupable? oui, je le suis!

Coupable de penser différemment de la majorité.

Je suis coupable de dire fièrement que je suis anarchiste.

Je suis coupable d'être écoeurée, révoltée devant l'injustice, la misère, les guerres, la famine, le chômage, l'exploitation, l'oppression.

Je suis coupable d'oser dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

Mais je ne suis coupable, en aucune manière, d'une seule des préventions qui m'ont été reprochées à ce jour!

Contrairement à l'esprit de la loi, je n'ai jamais bénéficié de la présomption d'innocence.

Je pourrais dans cette affaire multiplier les points d'interrogation. Je dis tout simplement qu'au départ, je devais être nécessairement coupable.

Vous êtes, Monsieur l'Avocat général, un homme du passé. Vous contez très mal, au fil de vos paroles, une haine et un mépris profond pour le droit à la divergence, pour la dissidence, alimentant ainsi les vieux et toujours actuels procès de toutes les inquisitions.

Vous estimez, à vous entendre, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes de la justice pénale, alors que ce procès aura permis à certains de s'interroger sur l'instruction secrète qui date d'un autre âge, sur l'utilisation de la détention préventive qui a pris le relais de la «question» d'il y a plus de deux siècles, sur les pratiques illégales des polices: fichage des militants, écoutes téléphoniques, faux PV etc...

Vous osez opposer, Monsieur l'Avocat général, votre conviction, votre sérénité face à mes mensonges, à ma violence. Je suis le Dr Jeckill, dites-vous? Monsieur l'Avocat général, parce qu'elle sous-entend, en outre mon droit à la différence, au respect de chaque individu, tel qu'il est, dans sa lutte contre tout oppresseur, mon innocence vous dérange. Mon innocence vous dérange parce que vous savez qu'en la reconnaissant, vous admettez la révolte pacifique mais potentiellement irrépressible de tous ceux qui, dans notre pays, ne supportent plus l'injustice d'où qu'elle vienne et tentent de remettre en cause votre ordre hiérarchisé, vos autorités méprisantes, vos chefs qui tissent les liens d'une répression de plus en plus sournoise, de plus en plus insidieuse.

Depuis plus de 20 ans, je me sens dans mes idées, mais aussi dans mes actes, du côté du peuple, de tous ceux qui, chaque jour, vivent un travail aliénant, des salaires dérisoires, un chômage chronique, une vieillesse solitaire, des rapports humains tronqués.

Du côté de ceux qui luttent pied à pied pour faire reculer la préhistoire que vous incarnez à cette audience. C'est bien pourquoi, il n'y a pas et il n'y aura pas de votre part, ni de vos polices, ni de la mienne, la moindre concession.

J'en fus persuadée dès mon arrestation. Je le constate aujourd'hui. Je suis prête pour demain! Demain, vous me retrouverez plus déterminée que jamais à lutter contre toute forme d'oppression, avec sérénité, la vraie, celle d'une femme que vous n'avez pas réussi à briser!

La fin du texte que je viens de vous lire n'est pas de moi. Vous l'avez peut-être reconnu, Monsieur l'Avocat général: c'est un extrait d'une déclaration que maître Graindorge vous a faite dans ce même palais de justice, il y a 9 ans.

Je n'ai eu qu'à mettre ce texte au féminin. En 9 ans, rien n'a changé, ce texte est toujours d'actualité.

Ce que je voudrais répéter encore, c'est que, jamais, je n'ai bénéficié de la présomption d'innocence.

Il fallait un coupable à tout prix. Je fus ce coupable.

Mesdames, Messieurs les Jurés, Monsieur l'accusateur public vous parle de faisceaux de présomptions. Nous, nous parlons de faisceaux d'erreurs, d'inexactitudes, d'à peu près, de mensonges, de malversations et de manipulations.

Tout a été fait pour prouver ma culpabilité. Rien n'a été fait pour trouver la vérité.

**Chantal Paternostre,**  
Palais de Justice de Bruxelles,  
le 19 octobre 1988.

## **Le texte que Chantal n'a pas pu lire après le prononcé des peines...**

Nous juger nous, militants libertaires, en même temps que les 4 communistes marxistes-léninistes, était aussi absurde que de juger ensemble tous les braqueurs, tous les voleurs de mobylette ou tous les toxicomanes.

Nos dossiers étaient différents. Les faits qu'on nous reprochait étaient distincts. S'il fallait à toute force que nos affaires soient jointes, c'est que la seule façon possible de me faire condamner, était de m'envoyer avec eux aux Assises.

Il est évident que jamais des magistrats professionnels n'auraient pu me condamner sans l'ombre d'une preuve. Or, on n'a jamais pu faire la preuve de ma culpabilité.

Bien sûr, il y avait de vagues présomptions, de légers doutes... Il paraît qu'en Belgique le doute profite à l'accusé!! Sinistre plaisanterie! N'empêche, cinq ans, c'est lourd!

Condamner quelqu'un à cinq ans de prison sans l'ombre d'une preuve donne une belle image de ce qu'est, en fait, la démocrassie (les deux s sont volontaires et leur graphisme rappelle l'époque nazie. Ndlr) belge!

Chantal Paternostre, le 21 octobre 1988.

## **LES COULISSES DE LA COUR D'ASSISES...**

A 5 heures, le réveil. On allume les néons. Je traîne encore un peu au lit. A partir de 6 heures, c'est le harcèlement, on va être en retard... 6 heures 1/4, le café. 6 heures 30, départ vers la prison de Saint-Gilles par le souterrain. 6 heures 37, on est dans un couloir où on attend jusque vers 7 heures. Direction petite pièce avec deux matonnes et une gendarmette. Il faut se mettre à poil. On prend les vêtements et on donne les autres qui restent là pour la semaine, les vêtements pour les Assises. Tout est là, godasses, veste, soutien, slip, etc...

Puis, c'est les menottes. Gendarmes, fourgon, Palais, 7 heures 1/4, je suis dans un cachot d'un mètre sur deux, sans la moindre aération. Une banquette de bois, c'est tout.

Si tu fumes deux cigarettes, tu as les yeux qui piquent. Il fait froid, glacial! Il faut attendre 9 heures 30, 10 heures. C'est l'horreur, mal au dos, mal aux fesses, froid. J'essaie de lire,

d'écrire, impossible de se concentrer. Je fume. Quand ils m'ouvrent le cachot, les flics toussent, toute la fumée sort d'un coup.

La séance commence, puis interruption, menottes, cachot. On recommence. La cage en verre, puis l'interruption de midi, retour au cachot, interruption interminable, à nouveau le froid, un verre de soupe, cigarettes, visite avocat, fouille à poil, deux heures trente à tirer. Le retour à la cage en verre est une délivrance. Il y fait chaud. Il y a de l'air. Nouvelle interruption, retour au trou. Nouvelle fouille à poil. Y en a marre de montrer mon cul! Vivement la cage en verre. C'est de la folie, retour dans la cage, ça n'avance pas, on compte les témoins qui restent, encore plus de 80, c'est trop, c'est long. Voilà, on lève la séance, c'est tout pour aujourd'hui, retour cachot. Vers 18 heures 1/4, 18 heures 30, c'est le transfert, l'hystérie. Ouf, Saint-Gilles, c'est presque fini. Le

cagibi, avec les matonnes, la gendarmette, on me prend mes fringues qui iront dans un sac en plastique jusqu'au lendemain. On me rend celles du matin, retour à Forest par le souterrain vers 19 heures. Enfin, la cellule, les infos, le café, la douche. Souvent, je n'ai même plus le courage d'y aller.

Demain, à 5 heures, ça recommence. La nuit, impossible de dormir correctement, de récupérer, toutes les heures, on allume la lumière, on lève le clapet, on te regarde, on baisse le clapet, on éteint. Toutes les heures, je suis réveillée. Il faut pourtant tenir le coup, le soir, préparer les questions pour le lendemain. Le lendemain, l'horreur, 12 heures 30 en dehors de la cellule, dont une heure de trajet et d'attente dans les couloirs, dont 6 heures en moyenne d'attente dans ce cachot à peine plus grand qu'une cabine téléphonique. Peut-on dans de telles conditions, être en forme pour se défendre correctement, pour être attentif à ce qui se dit pendant les cinq heures de cage en verre. Des conditions pareilles sont inadmissibles. Voilà, c'est tout, je vais dormir. Je suis KO.

Salut.

C'est samedi, je dors! Je vais super bien. J'attrape plein de rides sous les yeux... la fatigue. T'en fais pas, j'suis blindée. Bisous. C'était pas une lettre, juste un rapport! Re-bisous.

Chantal Paternostre.  
Prison de Forest, le 8 octobre 1988.

## 6Cc REI - rev AVORTEMENT EN BELGIQUE

### ou comment l'aide à personne en danger est criminalisée

N'était le choix que nous avons fait de parler des violences de corps à corps, la violence faite aux femmes à travers la reproduction, institutionnalisée celle-là, aurait dû trouver place dans cette Chronique.

D'autant que le sujet s'épaissit aujourd'hui avec les nouvelles techniques de la reproduction et son vaste champ des possibles: la stérilité féminine déphasée, la stérilité masculine masquée, l'investissement du corps d'une autre femme pour satisfaire le désir d'enfant d'un couple stérile (suffisamment nanti pour se payer ce corps), la manipulation des gènes pour obtenir le produit désiré.

Tout se met en place, dans nos pays occidentaux, pour que le désir d'enfant d'un couple qui ne peut procréer sans intermédiaire, soit satisfait.

Il est vrai que, précédant la diffusion et l'utilisation des moyens pour procréer quand même et malgré tout, la plupart de ces mêmes pays ont revu leur législation concernant l'avortement dans le sens du droit au refus d'un enfant non désiré.

Sauf l'Irlande et la Belgique.

Malgré nos luttes pour dénoncer cette oppression et exiger la suppression d'une loi datant de 1867, dans notre pays les femmes en seraient encore réduites à l'avortement clandestin non médical si des médecins, infirmières, assistant(e)s sociales(aux), psychologues ne s'étaient organisés pour pratiquer, au grand jour, l'avortement clandestin médical.

Et d'en payer lourdement le prix: inculpations, procès, condamnations. Tel que le confirme cet article paru dans «Nieuwsbrief» édité par le Collectif Contraception de Gand.

Cette lettre d'information, parue juste avant le verdict, rappelle tous les faits qui se sont passés pendant une période qu'on voulait sereine.

#### «L'accord gouvernemental du 30 avril 88»

Le Parlement aura la tâche de modifier éventuellement les articles 348 à 353 du Code pénal en respectant la liberté de conscience de chacun. Les fractions de la majorité se concerteront sur ce sujet jusqu'à la fin de l'année. Cette période de concertation est liée au fait que le Gouvernement chargera le ministre de la Justice de prendre les initiatives nécessaires afin de créer le climat indispensable à un débat serein.

Mais... cet accord gouvernemental

semblait être construit sur du sable car très rapidement, à cause de la séparation des pouvoirs, aucune garantie de sérénité n'était possible. Les procès se poursuivirent sans désespérer et, à part pour Gand, la presse n'en fit pratiquement pas mention. De l'usure peut-être?

#### Les procès... depuis l'accord gouvernemental...

1er juin 88: Bruxelles: Tribunal correctionnel flamand; une assistante du Professeur Amy et sa patiente.

6 juin 88 : Bruges: Tribunal cor-

rectionnel; le Dr. Wildemeersch est condamné à plusieurs mois de prison avec sursis et à une amende de 12.000 francs.

7 juin 88 : Bruxelles: Cour d'appel flamande; CEVO (Brussel); suite du procès du Dr De Nolf.

14 juin : Gand: Cour d'appel; remise du procès des avortements de Gand.

15 juin 88 : Bruxelles: Cour d'appel; début du procès du Dr. Bellefontaine (condamné à 2 mois avec sursis en correctionnelle)

6 septembre 88 : Bruxelles: Cour d'appel; continuation du procès

du Dr. De Nolf.

**7 septembre 88** : Bruxelles: Tribunal correctionnel autre affaire du Dr. De Nolf.

**7 septembre 88** : Bruxelles: Tribunal correctionnel; Free Clinic.

**20 septembre 88** : Gand. Début du procès en Cour d'appel du Collectif contraception.

**28 septembre 88** : Mons: Tribunal correctionnel; Dr. Grippa et Dr. Francotte.

**30 septembre 88** : Bruxelles: Dr. Bellefontaine: continuation du 15 juin 88.

**12 octobre 88** : Bruxelles: Dr. Foulon et patiente; continuation du 1er juin.

**25 et 26 octobre 88** : Bruxelles: Continuation du procès du 6/9/88 du Dr. De Nolf.

Les dates des procès des Dr. Ghillain et Leleux, du Dr. Pecher, du Dr. Moonens et du Professeur Amy ne sont pas encore fixées.

Le S.P. aussi a laissé faire, car on ne peut s'opposer à des affaires en cours, dit-il. Mais si un fait nouveau devait survenir nous ne nous sentirions plus liés par l'accord gouvernemental. Et un fait nouveau survint: le 18 octobre, sur ordre d'un juge d'instruction de Bruxelles, un dossier fut réquisitionné au CGSO-Brussel. La presse en parla le 27. Nous suivons, les yeux grands ouverts, la réaction des partis gouvernementaux et de l'opposition à ce fait nouveau. Bob Gijs (CVP) déclara qu'après une réunion de la fraction parlementaire du 26 octobre, encore aucun résultat n'avait été obtenu en coulisse. Il mit en garde contre les problèmes qui pourraient surgir, si en janvier des propositions de loi étaient de nouveau déposées. Bob Gijs et le CVP ne sont-ils donc pas tenus par le maintien d'une atmosphère sereine? Ils se permettent d'influencer déjà maintenant l'opinion publique.

De toute façon, en ce qui concerne le

problème nous en sommes toujours au même point.

## Le procès de Gand

Parmi les accusés, la doctoresse Rein Bellens. Avant le verdict, à la question du président demandant si un inculpé avait encore quelque chose à ajouter, elle fit la déclaration suivante, qui décrit bien l'acharnement de la BSR et du Parquet et le stress que font peser les procès sur les travailleurs de la santé.

« Je me rallie donc aux plaidoiries des avocats. Je voudrais cependant revenir sur la thèse du Ministère public concernant l'état de nécessité. J'ai subi une série d'interrogatoires et quelques confrontations au travers des vitres. J'ai goûté à l'atmosphère. J'ai parcouru les deux dossiers - 570 pages - et je ne puis me défaire de l'impression que les interrogatoires de la BSR à ce moment ne tendaient que vers un seul but, extorquer des aveux. Et pour cela, tous les moyens étaient bons, même agiter des dos-

siers médicaux qui ne s'y trouvaient pas; cela je le maintiens. Les raisons pour lesquelles une personne se résolvait à avorter n'étaient évoquées que très accessoirement. La situation dans laquelle se trouvait la femme ne semblait pas non plus importante. J'avais quelques exemples concrets pour vous le démontrer mais ils viennent de m'être chipés par mes avocats. Je ne les répéterai pas. Comme mes avocats, je suis sidérée qu'aucun expert n'ait été désigné sur ce terrain. Dans une affaire d'Assises et pour le plus petit accident de la circulation on y fait appel. Mais dans le cas d'avortements on se base uniquement sur les interrogatoires de la BSR, d'agents masculins de la BSR. La BSR est experte pour obtenir des aveux mais n'est pas experte dans l'appréciation d'une situation de nécessité. Dans son réquisitoire, le Ministère public dit qu'aucune inculpée n'a pu démontrer qu'elle se trouvait dans un état de nécessité. La question mérite d'être posée ici: a-t-elle eu l'occasion et la chance de le montrer?



Le Ministère public reprend séparément les paroles des onze inculpés pour prouver qu'il ne s'agissait pas d'un état de nécessité. Et ces mots remplissent trois à neuf lignes. Pas plus. Je ne puis que constater une contradiction flagrante par rapport au sérieux avec lequel nous, comme Centre, approchons ce problème. Le Ministère public souligne que nous avons toujours cherché à savoir avec beaucoup de soin si la femme était bien enceinte. Eh bien, ce n'est pas seulement cela que nous faisons avec grand soin. Nous menions aussi nos entretiens avec un grand soin, tel que cela ressort d'ailleurs du dossier. Nous nous soumettons à des formations pour mieux assurer ces entretiens. Nous nous soucions des problèmes éventuels qui pourraient se poser après...

Encore une remarque: je constate en parcourant le dossier qu'un interrogatoire qui se déroule des mois ou des années après les faits provoque souvent une reproduction erronée des faits. Ainsi une personne décrit le cabinet de consultation comme blanc et sans fenêtre. C'est faux. Une personne parle de trois femmes en blouse blanche. Elles ne pouvaient être que deux tout au plus. Une personne déclare qu'en assistant un autre médecin, j'aurais donné mon âge. Je sais pertinemment bien que je ne confie jamais mon âge à une patiente. L'âge de trente-deux ans lui a été mis dans la bouche par suggestion par la BSR. Il fallait absolument que le récit colle. Ce ne sont que quelques exemples mais ils appellent des questions sur la fiabilité des déclarations.

Le Ministère public prétend que les premières déclarations des femmes sont les plus valables parce qu'elles ont été émises spontanément. Je puis difficilement être d'accord avec cette manière de voir. Un interrogatoire se déroule dans une atmosphère

tendue. On peut donc difficilement parler de spontanéité. Les femmes auront bien pesé leurs paroles parce qu'elles se rendent compte que l'avortement est punissable. Elles tâcheront d'épargner des tiers comme le partenaire par exemple et ainsi certaines situations sont faussées.

Le Ministère public a posé à plusieurs reprises à l'aide d'exemples la question: l'avortement était-il vraiment l'unique issue? Il n'y a pas répondu. Il ne pourrait d'ailleurs pas y répondre, parce que le Parquet ne s'en est pas informé. Nous oui, nous nous sommes informés et sommes arrivés à la conclusion que dans ces cas l'avortement était effectivement la seule issue. Je voudrais donc demander au tribunal de ne pas suivre le procureur dans son réquisitoire puisqu'il est basé sur le refus de reconnaître l'état de nécessité et qu'il n'a pas apporté de preuves de cette absence.

Alors il y a encore autre chose.

Le 22 novembre 83, j'ai été convoquée pour la perquisition. Ce fut une expérience que je n'oublierai jamais. J'étais là, perplexe, passant d'une stupéfaction dans l'autre. Je me sentais cependant droite dans mes bottes et pourtant je voyais toute cette papperasse, tout ce matériel médical disparaître devant mon nez. De plus, le Collectif Contraception fut scellé. Un mélange de peur et d'indignation me submergea. Pour sortir de ce noeud je me suis mise à écrire, à écrire sur les femmes qui demandent d'avorter, avec la conscience de toutes sortes de situations hypocrites, des contacts avec les lobby anti-avortement, ces expériences que j'avais gardées pour moi, je les ai mises sur papier. Je n'ai pas écrit ce livre «Journal d'un docteur concernant l'avortement» sous le pseudonyme «Jo Philippe» pour faire de la réclame en faveur de l'avortement,

pas du tout, et je me serais d'ailleurs rendue coupable par rapport à l'article 383, mais j'ai écrit ce livre en partie parce que j'étais stupéfaite et indignée mais en partie aussi parce que je suis convaincue que notre présence ici, à nous tous devant cette Cour d'appel, ne peut que reposer sur un malentendu. Un grand malentendu. J'espère aussi, grâce à ce livre, que sur le plan parlementaire on ne continuera pas à discuter avec des préjugés encroûtés. Et aussi longtemps que le Parlement ne prend pas ses responsabilités, j'espère que nous ne devons pas en être les victimes. J'espère que le tribunal est convaincu que nous travaillons très consciencieusement et qu'il prononcera son jugement sur cette base. Je ne regrette pas ce que j'ai fait. J'ai fait mon travail avec sérieux et avec responsabilité. Après avoir écrit intensivement pendant trois mois, après que je me sois remise du choc, j'ai repris mon travail au Collectif Contraception. Comme médecin je ne puis pas faire autrement que de prendre mes responsabilités au moment nécessaire. J'aimerais joindre ce journal comme pièce au dossier en vue de clarifier la cause. Si cependant vous êtes d'avis que nous devons être punis, sachez que nous avons déjà été punis durant cinq ans par des interrogatoires et des procès et certains parmi nous sont poursuivis la nuit par des rêves de panique.

Je vous remercie.»

**Irena Rein Bellens,**  
20 septembre 88.

*Le 14 novembre 1988, la Cour d'Appel de Gand a condamné à des peines légères les médecins, collaborateurs et patientes du Collectif Contraception de Gand.*



## Dossier Avortement - CEDIF, un tri à trois

600 Fil - new

Le CEDIF (1) a édité un dossier «Interruption volontaire de grossesse». Ce dossier est partagé en quatre chapitres. Le premier «Avortement, loi et politique» se veut historique et court de la loi de 1867 à la situation actuelle en passant par les méandres des procès, des commissions, des projets de loi, de l'acharnement maladif du PSC et du CVP à maintenir une loi désuète et constamment bafouée.

Si le Dr Peers est largement cité, ce qui se conçoit sans peine, pas un mot sur la mobilisation des femmes, les manifestations et journées pour la dépénalisation de l'avortement organisées par les mouvements féministes. Le pire est atteint quand, de l'oubli, le CEDIF s'engage dans l'erreur. Je cite: «La non décision du pouvoir politique contraste avec l'action des groupes de pression extra-parlementaires... Les uns, comme les Comités pour la dépénalisation de l'avortement sont issus des comités de soutien au Dr Peers»

Or cela est faux et j'en prends pour preuve un extrait du livre rouge du GACEHPA (2) «La pratique de l'avortement en Belgique» brochure d'ailleurs non citée dans la bibliographie du CEDIF: «Le Mouvement des femmes a joué un rôle important dans la prise de conscience et la mobilisation en faveur de la dépénalisation de l'avortement. C'est à partir de la Journée des Femmes du 11 novembre 76, qui avait pour thème «L'avortement, les femmes décident», que se sont créés des comités régionaux pour la dépénalisation de l'avortement. Plusieurs manifestations nationales ont été organisées

par ces comités, à Bruxelles en 1977, à Gand en 1978. Une journée d'Action Internationale, organisée en liaison avec un réseau féministe international pour la contraception et l'avortement, et contre la stérilisation forcée (C.I.C.A.S.), a rassemblé plus de huit mille personnes à Bruxelles, le 31 mars 1979.

En 1975, un centre de planning inclut l'avortement à sa pratique. En 1976, un groupe de femmes rallie des médecins progressistes, s'installe dans une maison privée et commence à pratiquer ouvertement des interruptions de grossesse. Il agit dans le but de provoquer une réaction des pouvoirs publics, du corps médical et de l'opinion publique, et de faire avancer ainsi les choses au niveau juridique, tout en aidant le plus de femmes possible à avorter dans de bonnes conditions en Belgique.

Les premiers centres extra-hospitaliers étaient nés. Je cite aussi un extrait d'un texte des dossiers de l'Aide Sociale (3): «...peu à peu s'est organisée une lutte ouverte pour un changement de cette législation. A la fin des années soixante, l'émergence des mouvements féministes, la conscience d'une injustice sociale (vu la possibilité, pour les femmes aisées, d'avorter à l'étranger) font entrer l'avortement dans le domaine public. Les procès pour avortement deviennent de plus en plus retentissants. En mars 1970, un procès réunissant une cinquantaine de prévenus entraîne la première proposition de loi tendant à dépénaliser l'interruption volontaire de grossesse (1971)»

Voilà des écrits qui n'ont rien

d'outrancièrement féministes mais qui rapportent, sans d'ailleurs s'y attarder, que les femmes ont été les instigatrices des luttes pour la dépénalisation de l'avortement.

Or, dans le dossier du CEDIF, les femmes sont soit en détresse, soit en danger, socialement démunies, contraceptivement attardées, mais jamais, JAMAIS en action.

A le lire, impossible de ne pas passer de l'étonnement à la consternation, de l'indignation à la colère.

Ce dossier qui nous efface d'un coup de silence de la lutte pour la dépénalisation de l'avortement a été réalisé par:

Alain Charbonnier, responsable...

François Taquet, juriste...

Marcel Vekemans, gynécologue...

tous trois atteints sans doute de cette maladie trop courante: le machisme ordinaire.

J'espère que nous ne serons pas les seules à nous indigner.

F. F.

(1) CEDIF: Centre de Documentation et d'Information de la Fédération francophone belge pour le Planning familial et l'Education sexuelle - 28 rue Lesbroussart, 1050 Bruxelles.

(2) GACEHPA: Groupe d'Action des Centres extra-hospitaliers - 28 rue Lesbroussart, 1050 Bruxelles.

(3) Dossiers de l'Aide Sociale 1985/51 édité par le Centre de Documentation et de Coordination sociale, 3 rue des Riches Claires, 1000 Bruxelles.



«nombre de femmes en place». Le thème du pouvoir a déjà fait l'objet de nombreuses analyses féministe (2). Et depuis quelques années, sous l'influence de la théorie des «genres» (GENDER en anglais), il est devenu assez évident que la question à poser n'est pas et n'aurait d'ailleurs jamais dû être: «quelle est la place des femmes dans les structures du pouvoir?» En effet, la question doit être posée de manière diamétralement opposée. On doit considérer que les femmes n'ont pas leur place dans les structures de pouvoir parce qu'elles n'ont aucun pouvoir. Ce pouvoir leur a été historiquement enlevé et leur est continuellement «usurpé» par les hommes. Il faut donc remplacer une «vision» descriptive et figée de la «place» des femmes par une analyse du fonctionnement des rapports de sexe. Rappelez-vous qu'au siècle passé, quand les femmes socialistes belges soutenaient des positions qui ne convenaient pas aux dirigeants du parti, ceux-ci, (Vandervelde en tête), démettaient les véritables «représentantes» des femmes socialistes et les remplaçaient par des «désignées». Si le pouvoir est masculin, ce n'est pas parce que les femmes en sont absentes! Les hommes en effet, ne peuvent organiser une société à leur avantage qu'en y construisant les superstructures d'un pouvoir qui les sert. Les superstructures actuelles sont celles qui leur conviennent pour exercer l'exploitation des femmes. La présence, ici ou là, d'une Madame Thatcher n'infirme pas du tout ceci. Le pouvoir masculin en place est indifférent au sexe de ceux qui l'exercent, pour autant que ceux qui l'exercent, le fassent au bénéfice des hommes et des classes dominantes. Nous devons donc totalement abandonner cette question sans signification qui repose sur l'idée que nous aurions du pouvoir si nous avions une place dans les structures de pouvoir. Il est clair que globalement, c'est l'inverse

qui est une réalité. Nous ne sommes pas dans ces structures de pouvoir, parce que nous n'avons aucun pouvoir, dans l'ordre des choses utiles au pouvoir actuel. Il y a bien sûr quelques femmes qui acquièrent une place importante dans ces structures actuelles (politiques, syndicales, ou autres) Certaines utilisent la marge d'autonomie que confère ce pouvoir pour prendre ou faire prendre des mesures ou décisions qui sont favorables aux femmes. Je le reconnais, l'apprécie mais ne pense pas que cela change le fond de l'analyse.

En effet, sur les grandes questions qui ont été soulevées politiquement ces derniers temps (et qui cependant ne remettent pas en cause la nature du régime!) il se fait que les femmes ont ensemble une opinion commune qui n'est structurellement pas prise en considération.

Les structures décisionnelles sont telles que l'opinion de la majorité apparaît comme morcelée en une accumulation de minorités. En ce qui concerne les missiles (et sans doute toutes les questions d'équipement militaire), l'avortement, la sécurité sociale, le partage du travail, la fiscalité, etc... les femmes qui sont majoritaires, ont ensemble (dans les structures qui les représentent) des avis qui ne sont tantôt pas «entendus», tantôt pas pris en considération. Il est incroyable que l'on puisse affirmer que des discriminations qui font perdre des milliards aux travailleuses ne peuvent être éliminées parce que cela est politiquement ou syndicalement «infaisable». Au moment même s'opère une réforme de la fiscalité qui octroie des milliards aux hommes disposant d'une femme au foyer. On peut affirmer sans risque d'erreur que l'ensemble de la politique sociale et économique menée au cours de la crise a contribué à accroître les écarts socio-économiques entre les femmes

actives et les hommes actifs. Dans divers domaines, il n'a été possible de faire passer des mesures d'austérité qu'en pénalisant davantage les femmes. Syndicats et pouvoirs politiques ont travaillé la main dans la main. Alors comment imaginer que des femmes, qui auraient représenté les intérêts des femmes, auraient dans ces conditions pu accéder à une zone de pouvoir?

Pour les femmes, pour celles qui représentent la majorité des femmes, ce but du pouvoir, ce n'est pas de conforter ces avantages et privilèges que les hommes s'octroient. C'est au contraire, d'instaurer une société plus égalitaire et plus juste entre hommes et femmes (globalement aussi, bien sûr). Un tel pouvoir ne peut donc s'exercer que «contre» celui qui est en place.

Il ne s'agit pas d'une banale question d'«opposition politique» ou de «minorité politique» qui se jouerait, somme toute sur un large fond de consensus. Il s'agit de reprendre un pouvoir qui nous a été «volé» qui a été volé pour permettre au patriarcat de traverser sans encombre l'avènement de la démocratie.

Nous ne sommes pas les seules à nous poser ces questions. Nous savons que l'avènement du suffrage universel n'a pas suffi à assurer une représentation politique des travailleurs et encore moins à leur garantir que les décisions politiques répondraient à leur vision de la société. Mais pour les femmes, l'aliénation à l'égard du pouvoir est double puisque ce pouvoir est à la fois bourgeois (capitaliste) et masculin (phallocratique).

Ces réflexions n'invitent nullement à laisser tomber les bras ou à décourager les femmes de prendre, d'accaparer des places, le plus de places possibles, dans les structures

du pouvoir. Elles visent seulement à «ne pas confondre». Prendre des places est une chose, prendre le pouvoir pour les femmes est tout-à-fait autre chose...

Au cours de ce colloque d'ailleurs, deux exposés, celui de Bérengère Marques-Pereira et celui de Laurence Broze étaient à cet égard plus proches des questions telles qu'elles sont posées actuellement.

Bérengère Marques-Pereira dans «Les femmes et l'Etat» analyse plus particulièrement le «sort» des femmes dans ce qu'on appelle l'Etat du compromis social-démocrate. Elle montre comment les décisions dites «d'intérêt général» qui masquent les intérêts particuliers des dominants (par rapport au capitalisme et au patriarcat) modifient le rôle et les fonctions de la famille et à travers celles-ci les fonctions des femmes.

Nous savions déjà que les femmes ont été utilisées depuis la dernière guerre comme vecteurs de la consommation de masse. Tantôt elles se sont vues encouragées à rester au foyer parce que le marketing-psychanalyste avait découvert que la frustration propre aux femmes au foyer stimulait l'achat d'équipements ménagers (thèse de Betty Friedan), tantôt elles ont été invitées à regagner le marché du travail quand le pouvoir estimait que le manque de main-d'oeuvre et l'insuffisance des revenus des ménages constituaient un frein à la croissance (années '60). De toutes manières, les femmes devaient devenir ce que voulaient les «profiteurs» du système économique. Bérengère Marques-Pereira pense que certains progrès (juridiques, notamment) pour les femmes font partie de la cohésion nécessaire dans l'Etat social-démocrate. Sur ce point, je suis plus réservée qu'elle car, il me semble, au contraire que le «ciment» de la cohésion politique, autrement

dit de la cohésion entre le «patronat» et le monde du travail est précisément, qu'ils ont en commun cette exploitation domestique et professionnelle des travailleuses et la valorisation de l'homme qui «détient une femme au foyer», c'est-à-dire la reconnaissance que la femme du patron est le modèle universel de la femme.

La cohésion entre les hommes par delà les classes sociales est donc économique (ils font la même chose, l'un dans l'entreprise, l'autre à la maison) et idéologique (c'est la femme des classes dominantes qui occupe la fonction de modèle).

Dans ces conditions, qu'est-ce que les femmes peuvent bien attendre de l'Etat? Bérengère Marques-Pereira pose cette question en s'étonnant d'ailleurs, à juste titre, que si souvent les femmes se soient adressées à l'Etat pour faire valoir leurs droits et revendications. C'est vrai qu'en «s'adressant» à l'Etat, les femmes montrent qu'elles n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté. Elles confortent les pouvoirs politiques dans l'idée que les femmes tiennent l'Etat pour un «arbitre» neutre. Il est probable que les femmes s'illusionnent d'ailleurs elles mêmes et ne mesurent pas à quel point l'Etat, les pouvoirs politiques, se jouent d'elles. Ceci ne veut pas dire que les femmes doivent cesser ce chatouillement permanent du pouvoir qui a au moins pour mérite d'obliger celui-ci à se gratter. Mais elles devraient, en même temps, réaliser à quel point elles manquent de structures de pression. Pour le moment, les femmes n'ont en tout cas pas la possibilité d'utiliser des menaces qui soient en rapport avec l'importance de leur rôle dans les fonctions de production et de reproduction.

Etre dedans et être dehors en même temps. Agir et travailler dans les structures existantes et penser en de-

hors en même temps, ici l'exposé de Laurence Broze était très stimulant et éclairant. Il dépasse de loin la seule problématique du pouvoir des femmes dans la recherche.

Le pouvoir des femmes dans la recherche est tout-à-fait minime. Ce qui signifie que dans le cadre institutionnel, il est pratiquement exclu de faire une carrière valable si on s'avance avec des hypothèses féministes. Laurence Broze montre donc que le pouvoir de formuler ces hypothèses repose sur une double vie scientifique. Une vie classique où la chercheuse travaille aux recherches «générales» et une vie parallèle, benévole, où elle formule les hypothèses féministes. Celles-ci parce qu'elles reposent sur les conditions objectives de l'existence des femmes, sont les seules à pouvoir orienter la science vers des explications et questions utiles aux femmes. Ces hypothèses qui, à première vue, sont «particulières» ou «spécifiques», reposent cependant sur les conditions réelles de la majorité de la population. Par là, une recherche féministe est aussi éminemment démocratique.

Le colloque «Femmes et pouvoirs» a mis bien des questions sur le tapis. Il a permis de réunir les intellectuelles et les politiques, les féministes et les socialistes: pour l'avenir du pouvoir des femmes, c'est de bon augure.

**Hedwige Peemans-Poullet**

(1) Pour les documents encore disponibles et la publication des actes, s'adresser à Carine JANSEN (tél. 02/ 513.82.70 ext. 119)

(2) Consulter la bibliothèque de l'Université des Femmes

38 CON-RES

## CONSEILS COMMUNAUX

l'accession des femmes  
se fait au train de sénateur

Le CRISP\* a consacré une étude aux résultats des élections communales du 9 octobre 1988. On y trouve un chapitre consacré aux femmes élues. Il constate d'abord une progression des femmes dans les trois régions du pays, selon une enquête approximative effectuée par le secrétariat à l'Emancipation sociale, soit une progression de 2,5% en région flamande, 7% dans l'agglomération bruxelloise, 3% en région wallonne. Seules les 19 communes bruxelloises ont pu être étudiées avec exactitude.

Voici le tableau publié par le CRISP qui montre l'évolution du nombre de conseillères communales de 1982 à 1988.

Communes	Nombre total de conseillers	1982		1988	
		Conseillères	% de femmes	Conseillères	% de femmes
Anderlecht	45	7	15,6%	14	31,1%
Auderghem	31	5	16,1%	6	19,4%
Berchem-St-Agathe	25	4	16,0%	8	32,0%
Bruxelles	47	7	14,9%	11	23,4%
Eterbeek	35	7	20,0%	7	20,0%
Evere	31	5	16,1%	10	32,3%
Forest	37	9	24,3%	9	24,3%
Ganshoren	27	9	33,3%	9	33,3%
Ixelles	41	10	24,4%	13	31,7%
Jette	35	7	20,0%	5	14,3%
Koekelberg	25	2	8,0%	6	24,0%
Molenbeek	41	7	17,1%	8	19,5%
Saint-Gilles	35	5	14,3%	9	25,7%
Saint-Josse	27	5	18,5%	6	22,2%
Schaerbeek	47	9	19,1%	10	21,3%
Uccle	41	10	24,4%	15	36,6%
Watermael-Boitsfort	27	6	22,2%	7	25,9%
Woluwe-St-Lambert	35	14	40,0%	13	37,1%
Woluwe-St-Pierre	35	10	28,6%	8	22,9%
<b>Totaux</b>	<b>667</b>	<b>137</b>	<b>20,5%</b>	<b>174</b>	<b>26,1%</b>

(1) Nombre total de conseillers communaux

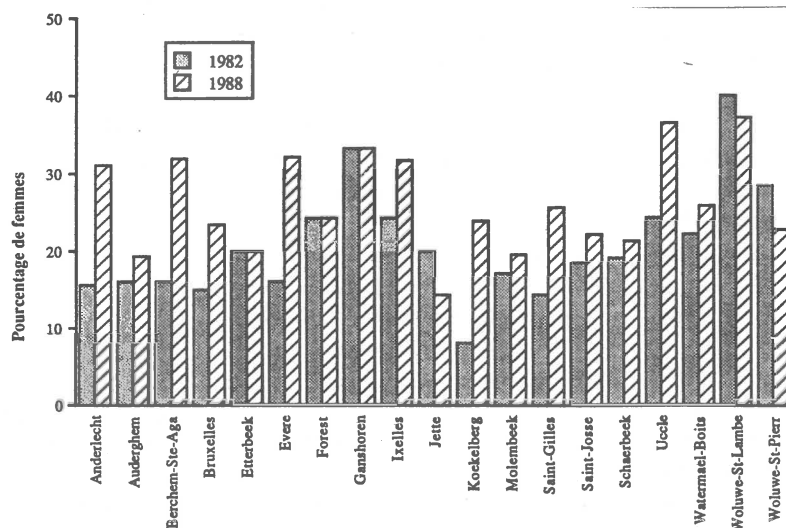
(2) Nombre de femmes

(3) % de femmes

La question qu'on peut se poser est celle de l'existence ou non d'un vote femmes. Certains indices permettent de répondre par l'affirmative. Rappelons d'abord ce que disait la sénatrice PVV Lucienne Herman-Michielsen.

La résistance à la représentation féminine obéit à une loi physique: «un corps ne peut occuper une place déjà occupée par un autre corps» en

l'occurrence un homme. En tenant compte de cette loi, on doit considérer que le fait d'être conseiller sortant constitue un avantage certain à la ré-





élection d'autant plus que cette qualité garantit généralement une place favorable sur les listes. On peut se demander si la progression féminine ne devrait pas s'évaluer surtout sur les nouveaux élus.

Que constate-t-on? En comparant le pourcentage des sortantes réélues (tableau II) au pourcentage de l'ensemble des conseillères communales de 1982 (tableau I), on observe un accroissement de 1,8%, autrement dit le taux de réélection des femmes est plus important que celui des hommes. Mais le tableau II est plus éloquent dans le traitement du renouvellement des conseillers puisque les femmes y arrachent 31,3% des postes et dépassent les 50% dans trois communes. Au moins un quart de ces nouvelles conseillères n'étaient pas vraiment programmées puisqu'elles ont sauté des places sur la liste grâce à leur nombre de voix de préférence, ce qui est plus facilement réalisable aux communales

Communes	Sortants réélus			Nouveaux conseillers		
	Total	Femmes	% de femmes	Total	Femmes	% de femmes
Anderlecht	25	5 (-2)	20,0	20	9	45,0
Auderghem	18	4 (-1)	22,2	13	2	15,4
Berchem-St-Agathe	15	4 (-1)	26,6	10	4	40,0
Bruxelles	30	6 (-1)	20,0	17	5	29,4
Ettrebeek	17	5 (-2)	23,4	18	2	11,0
Evere	20	5 (-)	25,0	11	5	45,0
Forest	22	5 (-4)	22,7	15	4	26,6
Ganshoren	16	3 (-5)	18,7	11	6	54,5
Ixelles	27	8 (-2)	29,6	14	5	35,7
Jette	19	2 (-5)	10,5	16	3	18,7
Koekelberg	13	0 (-2)	0,0	12	6	50,0
Molenbeek	22	3 (-4)	13,6	19	5	26,3
Saint-Gilles	18	0 (-5)	0,0	17	9	52,9
Saint-Josse	19	6 (+1)	31,5	8	0	0,0
Schaerbeek	27	6 (-3)	22,2	20	4	20,0
Uccle	24	8 (-2)	33,3	17	7	41,2
Watermael-Boitsfort	19	3 (-3)	20,0	12	4	33,3
Woluwe-St-Lambert	19	8 (-6)	42,1	16	5	31,2
Woluwe-St-Pierre	20	5 (-5)	25,0	15	3	20,0
<b>Totaux</b>	<b>386</b>	<b>86</b>	<b>22,3</b>	<b>281</b>	<b>88</b>	<b>31,3</b>

qu'aux législatives.

Ce réflexe femme peut être attribué en partie aux appels des organisations féminines à voter en faveur des femmes, qui pour la première fois ont été largement relayés par le gouvernement représenté par Miet Smet, dont les spots publicitaires parus

dans les médias écrits et audiovisuels appelaient à tendre à une égalité sexuelle au sein des conseils communaux. Une autre modification électorale qui a permis l'expression d'un vote femme est la présence du prénom sur les bulletins de vote.

### Le hit parade des partis à Bruxelles donne les résultats suivants

	1982		1988	
	% de femmes	rang	% de femmes	rang
PRL + PVV	<17	2	23	4
FDF	30	1	32	1
PS + SP	>17	3	25	3
PSC + CVP	16,5	4	22	5
ECOLO + AGALEV	14	5	27	2

Tout en gardant à l'esprit que le parti des candidats est parfois malaisé à déterminer dans les élections communales à cause de l'existence de «liste du bourgmestre» ou autre cartel, cette estimation reflète assez bien la réalité.

Le FDF reste le champion de la représentation féminine à Bruxelles, les femmes FDF progressent encore, et il n'est pas téméraire de croire qu'il a incité les autres partis à mettre sur leurs listes un plus grand nombre de femmes.

Ce petit succès ne doit cependant pas nous monter à la tête. Le CRISP rappelait très opportunément qu'en 1982 dans le pays le nombre de conseillères était de 1.251 soit 9,8%, le nombre d'échevines 213 soit 7,1% et le nombre de bourgmestres 17 soit 2,9%\*\*\*, une situation plus désastreuse qu'au Parlement. Dans la politique communale, le patriarcat n'est pas près de mourir.

Alors que faire? Puisque dans les élections communales, les voix de préférence peuvent jouer pour être

élu, si les femmes veulent accélérer le processus, donner un petit coup de pouce aux femmes attirées par le jeu politique, ne conviendrait-il pas, aux prochaines élections, d'inciter les électrices à accorder une voix de préférence à toutes les femmes présentes sur la liste qu'elles ont choisie.

Le moyen peut-être d'affaiblir un peu l'impact de la loi de fer de Lucienne Herman-Michielsen en la contrecarrant par une autre, aussi courante dans le monde politique, tire-toi de là que je m'y mette.

\* Courrier hebdomadaire 1215/1216/88

\*\* La plupart des collèges du pays sont constitués. Le nombre de bourgmestres femmes est passé de 17 à 20 soit 3,4% du total.

## REFORME FISCALE

### une nouvelle vision de la famille

3Db Bro - 104

La loi de réforme fiscale sera applicable dès 1990 sur nos revenus de 1989. Avec cette réforme est apparue une nouvelle forme de politique familiale en ce sens qu'elle s'applique à un nouveau type de familles. Profitant de la suppression de l'injustice fiscale que représentait le cumul des revenus des époux, la réforme fiscale confère un statut particulièrement avantageux à ce qu'elle considère comme famille. Cette notion de famille recouvre en fait surtout les hommes aisés, mariés ayant une femme au foyer. L'avantage fiscal dû à la présence d'enfants à charge est nettement moins important.

#### En dessous de la ligne de flottaison

Cette réforme qui se présente comme favorable à la famille est profondément **injuste socialement**. La réforme fiscale ne concerne que ceux qui paient des impôts. Or près d'un tiers des ménages fiscaux n'en paient pas, soit que l'administration des impôts ne leur envoie même pas de formulaire de déclaration (minimexés, revenus garantis, etc...) soit qu'au vu de leur déclaration, ils ne soient pas «enrôlés». L'insuffisance des revenus en est la cause dans l'immense majorité des cas. Pour tous ceux-là (soit quelque 1.384.356 ménages fiscaux en 1984) aucun avantage fiscal bien entendu. Pas de réduction fiscale pour les enfants, pas de quotient conjugal pour le conjoint de l'épouse au foyer dans ces familles qui sont trop pauvres pour être taxées. Cela fait au total 88.190 ménages avec enfants qui ont 81.123 femmes au foyer et 177.557 enfants à charge!

Où sont restées les déclarations incantatoires sur la «priorité aux plus démunis»? Pas ici en tout cas. En fiscalité, le terme «famille» est devenu un attribut des plus privilégiés.

#### Au-dessus de la ligne de flottaison

Question justice sociale portons maintenant nos regards vers les sommets de la hiérarchie fiscale. En principe, le relèvement du minimum imposable qui passe de 119.000 à 165.000 F pour un isolé et à 130.000 F par conjoint pour les ménages est en principe avantageux pour tous

les déclarants encore qu'il soit inégalement avantageux pour les couples mariés et pour les concubins. Ici encore l'homme qui veut se réserver une femme au foyer a tout intérêt à l'épouser tandis que les cohabitants travaillant tous les deux ont tout intérêt à rester concubins. *Dans toute la réforme fiscale le mariage est valorisé (pour l'homme) quand et seulement quand la femme est au foyer.*

Le sommet de l'injustice sociale est cependant atteint par la diminution des taux d'imposition. En effet, alors qu'auparavant il restait 13 taux d'imposition dont les plus élevés pouvaient atteindre plus de 70% (pour une tranche supérieure à 4 millions et inférieure à 14 millions) aujourd'hui, à partir de 2.200.000 F le taux marginal est limité à 55%. Cette réforme est particulièrement avantageuse pour les revenus élevés, c'est-à-dire en priorité pour des revenus masculins. Cela va sans dire mais cela va encore mieux en le disant!

#### Avantages familiaux proportionnels aux revenus...

Mais ce n'est pas tout. Avec la nouvelle récolte fiscale, la valorisation de la famille et du couple est d'autant plus importante que les revenus professionnels le sont. Ainsi sont particulièrement applaudis ceux qui gagnent déjà 3 millions et plus!

Ici, compte tenu de l'aménagement des barèmes fiscaux, un isolé qui aurait deux enfants va bénéficier d'une ristourne de plus de 87.000 F et un ménage à revenu unique

qui aurait ces mêmes deux enfants va bénéficier de plus de 187.000 F de réduction fiscale... mais ces mêmes deux enfants ne «rapportent» pas grand chose aux parents à bas revenus. Ainsi, imaginons un couple de chômeurs qui auraient ensemble des revenus de  $\pm$  300.000 francs par an, ils ne bénéficieraient que d'une réduction fiscale de 6.900 francs pour leurs deux enfants.

La Belgique s'engage donc résolument dans une politique familialiste d'un genre tout nouveau: *les avantages familiaux sont désormais d'autant plus élevés que les parents sont déjà très aisés*. Cette disposition, d'une injustice sociale insoutenable, a été habilement masquée par une déduction forfaitaire par enfant. Celle-ci a toutes les apparences de l'équité. N'oublions pas que parmi les ménages qui en 1984 avaient un revenu disponible (après impôts) de 500.000 F et plus, il y en a 22% qui ont deux enfants et 25% qui ont 3 enfants et plus... Le vocabulaire «familialiste» est donc utilisé pour masquer les énormes cadeaux fiscaux que la réforme fiscale apporte sur un «plateau d'argent» aux ménages les plus privilégiés... Ceux qui respectent vraiment la famille ne peuvent accepter un tel détournement de sens.

### Frais de garde déductibles, Ici aussi proportionnalité!

Récemment le gouvernement vient de prendre position sur la déductibilité des frais de garde pour enfants de moins de trois ans. Ici, encore une fois, la somme déductible est proportionnelle aux frais engagés (avec plafonnement). Or ceux-ci sont proportionnels aux revenus des parents et l'impact de la déduction aura également un effet proportionnel aux revenus des parents.

Ainsi nous assistons à des politiques contradictoires. En effet les revenus les plus élevés sont invités à payer plus pour faire garder leurs enfants. Par contre ils bénéficieront d'une déduction fiscale plus avantageuse. Rappelons ici encore que ceux qui se trouvent en dessous du minimum imposable ne bénéficient d'aucune réduction fiscale. Comment ne pas préférer une politique de la petite enfance qui mettrait les crèches et garderies sur le même pied que l'école maternelle en offrant ce service pédagogique gratuitement.

Quel est par ailleurs le sens d'octroyer une déduction fiscale forfaitaire de 10.000 F par enfant de moins de trois ans lorsque des frais de garderie ou de crèche ne sont pas engagés pour lui? Cette mesure annule la philosophie de la première, qui vise les «frais» professionnels». Ici encore une fois le gouvernement a compensé la reconnaissance de frais réellement engagés par les parents qui travaillent à deux par un «cadeau» visant essentiellement les hommes dont la femme reste au foyer.

### Et les familles monoparentales?

Bien que nous ne soyons pas favorables à une politique familiale menée à travers la fiscalité nous ne pouvons pas passer sous silence le fait que la réforme fiscale est totalement ignorante de l'existence de familles monoparentales. Celles-ci ne sont bénéficiaires d'aucune mesure spécifique. Or par ailleurs tout le monde convient que ces familles, particulièrement lorsqu'il s'agit de divorcées ou de séparées, sont la plupart du temps dans une situation économique très difficile. C'est certainement vrai aussi pour les veuves avec enfants mais celles-ci peuvent au moins prétendre aux allocations familiales majorées.

### N'est pas conjugal qui veut...

Le quotient conjugal est un cadeau fiscal que le gouvernement attribue au déclarant dont le conjoint ne travaille pas. La réforme fiscale prétend être neutre à l'égard du mariage de ceux qui travaillent: elle supprime ainsi une fameuse injustice puisque le travail était surtaxé chez deux actifs mariés. Mais elle accroît de plus en plus l'injustice qui consiste à valoriser le mariage lorsqu'un des conjoints ne travaille pas et seulement ce mariage-là! Quelle peut être la philosophie d'une telle mesure? Les femmes au foyer ont l'impression que cette disposition reconnaît la valeur du travail ménager. Or le travail ménager est accompli dans tous les ménages alors pourquoi ne rendre hommage qu'à celui qui est accompli par les épouses au foyer?

Dans les ménages qui se situent en dessous du seuil taxable les femmes au foyer ne procurent à leur conjoint aucun avantage fiscal. Dans les ménages taxés, *l'avantage du quotient conjugal est d'autant plus important que les revenus sont élevés*.

En effet, en tenant compte de tous les aspects de la réforme on constate qu'un contribuable dont l'épouse est au foyer bénéficiera d'une réduction qui va de 20.742 F pour un revenu de 300.000 F à 248.812 F pour un revenu de 3.750.000 F.

### Comparer l'incomparable

La nouvelle réforme fiscale nous habitue de plus en plus à apprécier les revenus du ménage en fonction du nombre d'unités de consommation, occulte complètement le nombre d'heures de travail qui préside à la constitution de ce revenu. Ainsi *un ingénieur dont la femme est au foyer est mis sur le même pied qu'un couple d'ouvriers*, comme si ces deux ménages appartenaient à la même classe sociale!

### Travail ménager et réforme fiscale

Comment analyser le sort fiscal qui est réservé au travail ménager? En effet on peut dire qu'à même travail, le traitement fiscal est tout à fait inégal selon qu'il est accompli par une femme active ou par une femme au foyer. De plus un même travail ménager, lorsqu'il est accompli par une femme au foyer, est d'autant plus valorisé fiscalement que le revenu de son mari est important. Enfin, c'est le mari de la femme au foyer qui bénéficie déjà de ce travail gratuit, qui bénéficie en plus des droits dérivés en sécurité sociale et se voit octroyer en outre des avantages fiscaux spécifiques. Ainsi il est clair que ce n'est pas le travail ménager qui est pris en considération par la réforme. C'est seulement le modèle familial basé sur l'épouse au foyer qui fait l'objet de toutes les prévenances fiscales.

### Quelle politique familiale?

Aux temps reculés où l'on pensait la politique familiale en termes progressistes, les responsables voulaient non seulement que le coût de l'éducation des enfants ne soit pas prohibitif pour les familles modestes (les allocations familiales ont en effet pris racine dans le contexte de l'interdiction du travail des enfants!) mais aussi que ces prestations bénéficient réellement aux enfants. D'où cette fameuse distinction entre l'attributaire, le bénéficiaire et l'allocataire, au nom de laquelle les allocations familiales étaient versées à la mère. Celle-ci assume en effet, concrètement, les dépenses les plus quotidiennes des enfants. On avait trop peur que, dans les ménages où le père se soustrait à ses responsabilités, les prestations familiales ne soient détournées de leur finalité. Ce danger qui est loin d'être écarté <sup>(1)</sup> est tout à fait oublié par la réforme fiscale. C'est le déclarant qui, cette fois, bénéficie par la réduction du poids de ses impôts des avantages fa-

miliaux. Peut-être sa famille en profitera-t-elle indirectement mais ce n'est pas certain. La mère de famille, qui assume concrètement le travail de l'éducation des enfants, ne dispose même pas des nouveaux moyens mis (soi-disant) à la disposition de ce travail familial...

Plus injuste socialement et plus patriarcal que ça, tu meurs...

Les hommes qui ont une épouse au foyer sont-ils donc si malheureux qu'il faille leur attribuer de telles compensations?

Réductions pour enfants à charge et quotient conjugal, dans la nouvelle réforme fiscale, c'est le vocabulaire qu'on utilise pour faire des cadeaux fiscaux aux ménages les plus privilégiés et particulièrement aux hommes lorsque leur femme reste au foyer... La justice sociale n'est pas de la partie.

Cette nouvelle moûture de la fiscalité révèle une fois de plus que l'idée de mener une politique familiale via la fiscalité ne peut mener qu'à des incohérences du point de vue familial et à des injustices du point de vue social. En effet, la technique fiscale permet d'une part de masquer la nature de la politique familiale menée et d'autre part d'utiliser l'alibi familial pour dissimuler un choix idéologique qui permet d'accroître largement les écarts entre les revenus.

Laurence Broze  
et Hedwige Peemans-Poullet

*Nous remercions A. Bayar pour les renseignements qu'il nous a fournis.*

(1) Les ébauches d'analyses sur la pauvreté des femmes révèlent à cet égard des choses stupéfiantes.

3Ba1 Fil - rev

## L'AFFIDAMENTO

### une pratique politique en Italie

Le club d'études et de recherches féministes Flora Tristan\*, sis à Paris, nous a envoyé son dernier numéro: «Les femmes face aux mutations: l'expérience de Milan». Cet ouvrage est la transcription d'une conférence-débat que des féministes de ce club ont tenue avec des féministes italiennes militant au sein des institutions syndicales et dans les librairies des femmes. A la lecture de ce document, que vous pouvez consulter dans notre centre de documentation, j'ai été interrogée tant par une pratique politique nouvelle ou nouvellement nommée (?) que proposent et diffusent les féministes des librairies des femmes: «l'affidamento».

Les librairies des femmes et les centres de documentation, lieux qui sont aussi des centres de recherches et d'activités entre femmes, ont une présence réelle en Italie. Les féministes qui y militent préconisent une pratique politique, l'affidamento, dont le but est de rompre l'isolement des femmes.

Renata Sarfati, qui explique cette pratique politique, dit ne pas avoir trouvé de traduction française correcte pour ce mot. Il me semble que je brûle si je l'exprime par: reconnaissance entre femmes du gender, du sexe social comme valeur. Le fait que des femmes restaient ensemble, dit-elle, se fréquentaient, nous a permis de découvrir l'originalité d'être femme et de nous donner de la valeur.

Encore faut-il que cette valorisation des femmes entre elles ne soit pas vécue comme une marginalité mais qu'au contraire elle soit porteuse de changement social.

Pour Renata Sarfati, le «fait d'être mal à l'aise dans la société n'est pas un fait que nous vient de l'extérieur», ce n'est pas dû à une discrimination

reconnaissable contre laquelle il est possible de lutter, «c'est un obstacle beaucoup plus profond que les difficultés réelles, concrètes de la société». L'universel étant vécu comme masculin, les femmes y sont mal à l'aise; «ceci nous enlève beaucoup d'intelligence et de plaisir de travailler, de rester dans les lieux sociaux».

L'entrée des femmes dans la société, loin de corriger ce malaise, le fait apparaître. Les femmes s'y insèrent mal parce qu'elles ne peuvent y venir avec ce qu'elles sont, avec des mots, des analyses qui leur sont propres; c'est comme si, pour exister il leur fallait «affirmer une virilité».

«Il faut parvenir à une réflexion, accéder à une pratique politique qui fasse de notre malaise le commencement de nos vœux concernant la société. Donc nous proposons de sexualiser nos rapports sociaux. Ceci peut avoir lieu en créant un rapport privilégié avec une autre femme de façon à reconnaître sa valeur et qu'elle reconnaisse la nôtre en tant que femme-être-sexué et non pas en tant que personne neutre... Un réseau

de rapports entre femmes peut former un véritable corps social, donner une visibilité au sexe féminin, visibilité symbolique, visibilité de la différence comme valeur».

«L'univers ne sera plus un seul univers au masculin, mais un univers formé de deux parties; le féminin et le masculin» car, «avec l'idée d'universalité nous sommes tout à fait inexistantes et les femmes ne seront jamais vues. On fait des luttes pour reconnaître les différences culturelles, les différences des minorités, alors que la différence de la moitié du monde n'est pas reconnue, n'a pas d'expression».

#### Mais pratiquement?

Renata Sarfati cite un exemple concret: au cours d'un récent débat, une professeure d'histoire contemporaine à l'Université de Catane, non engagée dans le mouvement féministe mais qui avait lu des tracts féministes, nous a dit avoir ressenti le besoin, à l'intérieur de l'université, quand elle faisait passer des examens,

de donner un point en plus aux femmes: «ça, je le fais automatiquement et je le dis à tout le monde. Ce n'est pas un secret entre moi et mon élève. Je le fais parce que je reconnais, avec ce point de plus, sa difficulté, son émotion, son tremblement qui se manifestent beaucoup plus que chez un homme qui vient passer un examen, qui a une sûreté, une maîtrise de soi bien différentes. Je fais ça, mais je ne me contente pas de le faire, je le dis à tout le monde, aux hommes, aux professeurs. Moi je veux reconnaître cette difficulté et je veux lui donner une valeur, que ce ne soit pas un moins mais quelque chose en plus, qui parle, qui a une visibilité enfin».

La difficulté de s'exprimer comme valeur (un point de plus) me paraît, contestable. Par contre et c'est peut-être ce que voulait dire Renata Sarfati qui ne s'exprimait pas dans sa langue, donner une valeur à l'émotivité, à la sensibilité, me semble une idée intéressante. Imaginons une société où la sensibilité, l'émotion, le cœur non contraint dans une enveloppe budgétaire ou autre, seraient les valeurs reconnues et indispensables à la gestion du monde...

### Mieux qu'un point, un poids

Ce point de plus, qui moi ne me gêne pas et m'amuse plutôt, chiffonne d'autres femmes de l'Université des Femmes. Elles disent qu'il y aurait un autre moyen de donner de la visibilité, de la promotion, de l'existence aux valeurs féminines. Tout simplement, si on peut dire, en introduisant ces valeurs dans les cours tout au long de l'année. Le cours d'Histoire contemporaine serait un lieu particulièrement propice pour cette pratique.

Si le cours est donné par une profes-

seure avec sa subjectivité de femme, avec une visibilité de la présence des femmes dans l'Histoire, les étudiantes percevront les femmes comme sujets de l'Histoire. Ce qui peut leur donner une grande force, une réalité. Si l'Histoire est aussi leur Histoire, si on donnait de l'importance à l'entrée des femmes dans le suffrage universel et aux luttes des femmes pour l'obtenir, à la place des femmes dans les révolutions, leurs résistances à l'occupation, à l'évolution du travail professionnel et à la place des femmes dans la distribution des revenus, au poids du travail domestique sur la vie des femmes et sur la vie des hommes, à la reproduction, à l'avortement et aux méthodes de contraception... les étudiantes pourraient parler Histoire avec assurance, sans tremblement et sans nécessité de compensation.

Imaginons des examens où la professeure poserait aux étudiants des deux sexes des questions du genre:

- Comment le patronat et les syndicats justifiaient-ils l'inégalité des salaires entre les sexes?
- Citez les mouvements de femmes du début du siècle et leurs objectifs.
- Quelle était la participation des hommes dans l'éducation des enfants et le travail domestique?
- Depuis quand toutes les disciplines sont-elles ouvertes aux femmes? etc...

Peut-être quelques garçons seront-ils émus par ces questions et peut-être faudra-t-il envisager de leur donner un petit coup de pouce, un petit point de plus.

Renata cite d'autres expériences: femmes dans la Justice qui tentent de modifier le langage abstrait du Droit en un langage plus proche des femmes, femmes dans la médecine qui veulent créer un travail

d'échange, comprendre le besoin réel des femmes et faire de ce besoin une richesse et d'autres plus modestes... dont la sienne: «mon point de repère est la Librairie des Femmes où je fais un travail politique, où j'ai des rapports très importants, très significatifs, des rapports qui ont un sens très forts et, pour moi, le fait d'avoir des rapports avec les femmes de la librairie, c'est comme une mesure dans le monde. J'en fais référence pour tout ce qui me concerne, mon travail, dans ma vie et je sais que j'ai quelque chose qui me donne une mesure, une dimension plus réelle».

### Le point en question

Au cours du débat qui suivit l'exposé c'est la pratique de la professeure d'histoire qui suscita le plus de réactions.

Je résume ici l'essentiel des réactions des françaises:

- d'accord pour donner ce point aux filles, pas tant à cause du handicap que parce que la professeure, en le disant, provoque le débat
- donner un point de plus, c'est agir en aval. Il faudrait agir en amont et apprendre aux filles à affirmer leur différence dans un monde masculin
- c'est un excellent exemple d'action positive: puisqu'il y a discrimination, il faut donner un coup de pouce. Mais attention, il ne faudrait pas que cela se retourne contre les femmes
- l'affidamento, est-ce une solidarité entre femmes ou a-t-elle d'autres contenus?
- dans la façon dont on construit cette identité collective n'y a-t-il pas un risque d'ériger un modèle d'opprimées portant ses propres limites en soi?

L'affidamento comme phase tactique, oui... mais il ne faudrait pas la théo-



riser, c'est-à-dire admettre vraiment la différence. Je crois qu'on peut construire une société où il n'y aura pas de différence entre les hommes et les femmes.

### Plus qu'un poids, une valeur

Je reprends ici de larges extraits des réponses de Renata Sarfati:

D'abord, les hommes ont entre eux une solidarité et une capacité à se soutenir très grandes. Mais il ne s'agit pas de solidarité. La solidarité est un terme un peu réductif et peut-être lié à une question de misère des femmes... Nous voulons, nous, avoir des rapports avec les femmes sur le positif, sur la valeur des femmes. Ce que nous proposons, c'est un rapport social entre femmes, c'est quelque chose qui n'existait pas du tout parce qu'entre femmes il n'y avait pas un rapport social reconnu dans la société... Donc en réalité c'est un projet très ambitieux, c'est un projet sur le monde... Donner une inscription symbolique au fait d'être femme, ça s'inscrit dans le monde. Ce n'est pas quelque chose de souterrain, c'est vraiment révolutionnaire et le monde pourrait changer si peuvent s'instaurer, entre femmes, des relations de ce genre. C'est-à-dire ne plus voir le monde comme quelque chose d'universel avec des grands problèmes universels, mais du côté d'une partialité, celle d'être femmes parce que c'est notre expérience réelle, concrète.

Je voudrais répondre à la question sur le problème de l'oppression. Etant un sexe opprimé, nous portons en nous cette culture

d'oppression... un savoir, une expérience qui quand même enrichit... enfin donne à une personne une sorte d'expérience différente de celle qui ne l'a pas vécue.

Nous nous sommes beaucoup interrogées en Italie sur cette question et nous pensons que, peut-être, en ce moment où nous commençons à vouloir donner une visibilité à notre sexe, nous sommes en effet assez pauvres. Mais cette petite chose, l'expérience que nous avons de l'oppression c'est quand même un savoir et une richesse. C'est notre expérience dans le monde, l'histoire est allée comme ça et je crois qu'il n'y a pas une autre possibilité, nous apportons avec nous cette expérience. Si nous avons comme référence une autre femme, nous avons une capacité de donner de la valeur aux femmes, à nous-mêmes, à notre sexe. Ceci peut donner une force, une existence symbolique. Ce n'est pas une question de pouvoir, c'est une question d'être en deux parties - on avait appelé les femmes l'autre moitié du monde - que l'autre moitié du monde ait sa propre existence et après on verra, on ne peut pas faire de prévisions. Est-ce que ça peut aller jusqu'à la fin des temps, est-ce que ça peut finir dans vingt ans? On ne peut pas le savoir, on n'a vraiment pas d'expérience de tout ça.

Je voudrais simplement ajouter une chose pour compléter. Je crois que de toute façon ce qui est le moteur d'un changement, c'est une nécessité, une forte nécessité. Et je crois que nous les femmes, cette nécessité nous la sentons très fortement et il faut toujours je crois partir - au lieu des positions idéologiques ou abstraites - de ce qui est une forte nécessité, ce qui part d'une exigence inéluctable.

Et je crois que les femmes sont arrivées à ce moment de forte nécessité.

### Et moi, et moi, et moi

L'affidamento est une pratique qui existe, me semble-t-il, «très fort», comme dit Renata Sarfati, mais sans nom, et avec quelques ratés quand même, dans tous les lieux féministes, donc à l'Université des Femmes.

Pour moi, ma relation aux femmes est presque devenue une injustice, «ma petite méchanceté» comme dit un des personnages de Marguerite Duras dans les Petits chevaux de Tarquinia. Les femmes ont toujours une raison d'avoir raison, je veux dire que j'ai en moi cette volonté de les défendre parce que je pense que toujours elles sont soit encore dedans, soit seulement sorties d'une oppression culturelle, psychologique, économique, sociale. Il me semble que je dépiste les injustices, qu'elles concernent les femmes ou non, à travers le prisme des injustices qui nous ont été faites et que je m'enrichis en humanité à partir de mes rencontres, discussions, lectures, recherches féministes. Même quand je ne suis pas d'accord avec certaines théories féministes, je ne ressens pas de barrière, de rupture idéologique. C'est un autre dans la recherche qui mérite toujours d'être envisagé, considéré.

Fanny Filosof

\* Flora Tristan. Club d'études et de recherches féministes, 26 Bld. Richard Lenoir, Paris.

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF...

Journée internationale des femmes le dimanche 5 mars au Botanique:

## Humour & Médias

- 14H30-15H00 Ouverture par Madame Antoinette Spaak (Présidente du Conseil de la Communauté française)  
 15H00-16H30 Radio et télévision: «des remises en questions» par le Comité de Liaison des Femmes  
 15H30-19H00 Rire de soi, thème des projections de films organisées par l'Université des Femmes  
 17H00-18H00 Sketches-débat: «Femmes immigrées: deux statuts» par le MRAX  
 18H15-19H15 «Je fais mon samedi le vendredi» par la compagnie des Lavatères  
 19H30-20H00 Prix vidéo Infor-femmes  
 20H15-22H00 «Marie '89» par la Compagnie Urgence (dans le cadre du Bicentenaire de la Révolution Française)

Artisanat Diffus'Elles - Stands - Garderie PAF: 100F. Renseignements: 02/711.90.56 de 9h30 à 11H

### Université des femmes Programme détaillé des projections

#### 15H30 (salle de cinéma)

Il y a une mouche dans la salade	Caroline Strubbe	1988
Portraits satiriques d'un stéréotype de putain	Nathalie Fritz	1985
Place de Londres	Violaine de Villers	1984
Générique	Annik Leroy	1987
Informator	Marie André	?
Je te donnerai toutes les fleurs de mon jardin	Francesca Lambrechts	1988
Carmen 84	Joëlle de la Casinière	1986
Une rose pour Emma	Christiane Delville	1984

#### 17H

Projection- analyse - débat autour de:

«7 pièces, cuis. sdb... à saisir» Agnès Varda 1985

débat avec la participation de Mireille Henriot (collaboratrice d'Agnès Varda) et Violaine de Villers (de l'Université des Femmes)

## Balade au cœur de Bruxelles

«Changeons les livres» a présenté un nouveau guide «A la recherche des dames du temps jadis... au cœur de Bruxelles» de Ghislaine Verlaeckaert lors d'une conférence de presse organisée le mardi 24 janvier 1989.

*«La balade «A la recherche des dames du temps jadis... au cœur de Bruxelles» est devenue, aujourd'hui, un guide. Pour flâneur, pour amateur d'histoire, pour fouineur insatiable, pour touriste, pour amoureux de la ville... pour vous! Ni traité d'histoire, ni livre d'architecture, ni recueil de bonnes adresses, ce guide relève tous les endroits, sites monuments qui parlent des femmes. Celles qui y ont laissé une trace, une atmosphère.»*

Vous pouvez vous procurer le guide et vous renseigner sur les dates des balades à «Changeons les livres», 29 rue Blanche 1050 Bruxelles. Tél: 02/538.67.61

La bibliothèque est accessible à toutes et à tous sans condition préalable (financière ou autre). Elle offre une large gamme de documents sur le féminisme, la condition féminine et féministe. Vous pourrez y consulter les ouvrages de références, les revues féministes d'ici et d'ailleurs, des dossiers thématiques, etc.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 10 à 17 heures et sur rendez-vous.

Dans chaque numéro de **CHRONIQUE FÉMINISTE** sont reprises toutes les nouveautés reçues en service de presse (SP) ou achetées par l'Université des Femmes (Acq.).

## DIVERS

- Annuaire 1987 des femmes du Canada, éd. Communiqu'elles, 1987, 308 p., *Acq.*
- A la recherche des dames du temps jadis... au cœur de Bruxelles, Ghislaine VERLAECKT, Changeons les Livres, 1988, 63 p.

## BIBLIOGRAPHIES

- Thesaurus d'histoire social de la dona, Monserrat SEBASTIA I SALAT, Comissio Interdepartamental de Promocio de la Dona, 1988, 269 p.
- Jaarboek 1988, W.A. DUMON, C. DENEFFE et P. GOOSSENS, Sociologisch Onderzoeksinstituut K.U.Leuven, 1988, 577 p., (Gezinswetenschappelijke Documentatie; 13), *Acq.*
- Boeken en tijdschriften i.v.m. Nieuwe geboortetechnieken, bibliographie établie par Gudrun VAN DER GUCHT, Rol & Samenleving RoSa, 1988, 33 p.

## MEDIAS

- Télévision et sexisme: la rencontre des jeunes avec les personnages proposés dans les émissions télévisées, Anna ERIKSEN-TERZIAN, éd. DelVal, 1988, 177 p., *Acq.*

## PHILOSOPHIE

- Colloque de Cerisy: Penser le sujet aujourd'hui, ouvrage établi sous la dir. d'Elisabeth GUIBERT-SLEDZIEWSKI et de Jean-Louis VIEILLARD-BARON, éd. Méridiens-Klincksieck, 1988, 342 p., *SP.*

## PSYCHOLOGIE - PSYCHANALYSE ...

- La difficulté de vivre, Françoise DOLTO, Vertiges du Nord/Carrère, 1986, 464 p., *Acq.*
- Libido féminine, Françoise DOLTO, éd. Carrère, 1987, 358 p., *Acq.*
- Quand les parents se séparent, Françoise DOLTO, Seuil, 1988, 151 p., *Acq.*
- Inconscient et destins, Françoise DOLTO, Seuil, 1988, 251 p., (Séminaire de psychanalyse d'enfants 3), *Acq.*
- Psychologie et problèmes gynécologiques, Annabel BROOME et Louise WALLACE, P. Mardaga, 1988, 396 p., (coll. Psychologie & Sciences Humaines; 172), *SP.*
- Les chemins de la psychologie, Jo GODEFROID, P. Mardaga, 1988, 788 p., *SP.*
- En vérité, en vérité je vous le nie...: essai sur l'idéologie freudienne, Denise DEMOY, Presses Universitaires de Grenoble, 1988, 135 p., (coll. Influences), *SP.*
- Adolescence terminée, adolescence interminable: colloque national sur la post-adolescence, Grenoble, 30 avril-1er mai 1983, ouvrage publié sous la direction de Anne-Marie ALLEON, Odile MORVAN et Serge LEBOVICI, P.U.F., 1985, 240 p., (coll. Psychiatrie de l'enfant), *Acq.*
- Les femmes et l'amour: un nouveau rapport Hite, Shere HITE, Stock, 1988, 884 p., *SP.*

## RELIGIONS

- Sexualité et religions, textes réunis par Marcel BERNOS, éd. du Cerf, 1988, 304 p., (coll. Histoire), *SP*.
- Aujourd'hui le mariage, Michel LEGRAIN, Nouvelles éd. Mame, 1988, 63 p., (Première bibliothèque de connaissances religieuses), *SP*.
- Lettre apostolique Mulieris Dignitatem du souverain pontife Jean-Paul II sur la dignité et la vocation de la femme à l'occasion de l'année mariale, 15 août 1988, Librairie Pierre Téqui, 1988, 118 p., *SP*.

## FAMILLES

- Familles, mariage, divorce: une sociologie des comportements familiaux contemporains, Bernadette BAWIN-LEGROS, P. Mardaga, 1988, 213 p., (coll. Psychologie & Sciences Humaines; 175), *SP*.
- L'épouse de leur père: marâtres mode d'emploi, Nicole CHAILLOT et Dominique CHEVAILLIER, Maren Sell & Cie, 1988, 185 p., (coll. "Un autre regard"), *SP*.

## FEMMES DANS LE MONDE

- Vrouwen & Armoede in Nederland, Breed Platform Vrouwen voor Economische Zelfstandigheid, 1988, 95 p.
- Femmes et pauvreté: rapport de la journée d'étude du 9.6.1988 organisée par la Coopération Européenne des Femmes-Belgique, 1988, 141 p., *Acq.*
- Les femmes juives, Renée DAVID, Librairie Académique Perrin, 1988, 308 p., (coll. Terres des Femmes), *SP*.
- Portugal status of women, rapport établi par Maria REYNOLDS de SOUSA et Dina CANCO, Commission on the Status of Women Prime Minister's Office, 1988, 72 p.

## VIOLENCES

- Les femmes battues. Radioscopie, Collectif pour femmes battues de Bruxelles/Commission française de la Culture, 1988, 75 p., *Acq.*
- Les femmes confrontées à la violence physique et sexuelle: prédominance et conséquences. Rapport destiné à la Secrétaire d'Etat à l'Environnement et à l'Emancipation Sociale Madame M. Smet, Département des Sciences Humaines et Sociales du Centre Universitaire du Limbourg, éd. Moniek Denhaen/INBEL, 165 p., *Acq.*

## SOCIOLOGIE - POLITIQUE - ECONOMIE

- Women and Recession, Jill RUBERY, Routledge & Kegan Paul, 1988, 294 p., (International Library of Economics), *Acq.*
- Adolescents: "Miroir des âges de la vie". Communications du carrefour Adolescents organisé à Toulouse en avril 1987 par l'Ecole des Parents et des Educateurs de la Région Toulousaine, ouvrage réalisé sous la direction de Joyce AIN, Privat, 1987, 196 p., *Acq.*
- L'évolution des modèles familiaux dans les pays de l'Est européen et en U.R.S.S., travaux publiés sous la dir. de Basile KERBLAY, Institut d'Etudes Slaves, 1988, 226 p., (Cultures & Sociétés de l'Est; 9), *SP*.
- Women and the military system: Proceedings of a symposium arranged by the International Peace Bureau and Peace Union of Finland, Eva ISAKSON, Harvester-Wheatsheaf, 1988, 455 p., *SP*.
- Les pères dépossédés: le père, l'enfant et le divorce, Bruno DECORET, Desclée de Brouwer, 1988, 173 p., *SP*.
- Patriarchy at Work: Patriarcal and Capitalist Relations in Employment, Sylvia WALBY, Polity Press, 1986, 292 p., *Acq.*
- Les temps sociaux, Daniel MERCURE et Anne WALLEMACQ, De Boeck-Wesmael, 1988, 271 p., (coll. Ouvertures Sociologiques), *SP*.
- Etre citoyenne: un programme politique pour mieux vivre dans sa commune, Vie Féminine, 1988, 28 p.

## FEMINISME / ETUDES FEMININES

- Feminists and State Welfare, Jennifer DALE et Peggy FOSTER, Routledge & Kegan Paul, 1986, 195 p., (Radical Social Policy), *Acq.*

- Women's Studies and Feminist Research in Denmark, The Women's Studies Commission / The Danish Council for Scientific Policy and Planning, 1988, 39 p.
- RoSa tien jaar, 1978-1988, Rol & Samenleving RoSa, 1988, 79 p.
- Le Rapt des Origines, ou le Meurtre de la Mère: de la communication entre femmes, Suzanne BLAISE, 1988, 447 p., *Don*
- Growing together: women, feminism and popular education, Isis International, 1988, 94 p., (Book Series 1988/1)
- L'université au féminin, ouvrage collectif préparé sous la responsabilité de Françoise SORIEUL, Association des universités partiellement ou entièrement de langue française IAUPELFI, 1986, 441 p., (Perspectives Universitaires vol. 3 n° 1 et 2)
- Vrouwenstudies jaarboek 1987-1988, Universiteit Antwerpen-UIA, 1988, 141 p., *Acq.*

## EDUCATION - ENSEIGNEMENT

- Parents au travail: et la marmaille? Equipements collectifs de garde des enfants de 0 à 12 ans, Chris CROMBE, Commission du Travail des Femmes, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1988, 120 p., *Acq.*
- L'élève tête à claques, Philippe JUBIN, E.S.F., 1988, 186 p., (coll. Science de l'Education), *Acq.*
- Guide pour l'égalité des chances dans l'enseignement secondaire pour les filles d'origine étrangère, étude réalisée par l'Institut de Recherche et de Formation pour l'Education, les Cultures et le Développement; sous la dir. d'Isis FULLE, I.R.F.E.C., 1988 ?, 69 p.
- Education sexuelle et affective, Philippe THIEFFRY, Ecole de Santé Publique de l'U.C.L., 1987, 117 p.I, (Séminaires de médecine scolaire- Fascicule CXIX)
- Parents et adolescents: une relation à inventer, éd. Prospective Jeunesse/C.N.A.J., 1988, 124 p., *Acq.*
- Une intervention destinée à une population de filles d'origine immigrée dans le cadre de l'égalité des chances, Bruxelles, Christine THIEBAUT, Institut de Recherche et de Formation pour l'Education, les Cultures et le Développement IIRFECD-EuropeI, 1987, 55 p., (Document de travail; 9), *Acq.*
- Une intervention destinée à une population de filles d'origine immigrée dans le cadre de l'égalité des chances: Athénée Emile André, Bruxelles, Christine THIEBAUT, Christiane MACHTENS et Catherine DRAVERS, Institut de Recherche et de Formation pour l'Education, les Cultures et le Développement IIRFECD-EuropeI, 1987, 55 p., (Document de travail; 11), *Acq.*
- Learning to lose: sexism and education, Dale SPENDER et Elizabeth SARAH, The Women's Press, 1988, 250 p., *Acq.*

## ETHNOLOGIE

- Le lait du père, Roberto LIONETTI, éd. Imago, 1988, 167 p., *SP.*

## SCIENCES

- La place des femmes en mathématiques, problèmes actuels, perspectives d'avenir, table ronde organisée par Marie-Françoise COSTE-ROY dans le cadre du colloque SMF-SMAI "Mathématiques à venir" tenu à l'Ecole Polytechnique les 9 et 10 décembre 1987, Femmes et mathématiques, 1987, 23 p. IannexesI

## SANTE - CORPS - SEXUALITE

- Women, Health, and Poverty, Cesar A. PERALES et Lauren S. YOUNG, The Haworth Press, 1987, 259 p., (Women & Health vol. 12 n°s 3/4), *SP.*
- Losing Out: Sexuality and Adolescent Girls, Sue LEES, Hutchinson, 1986, 182 p., *Acq.*

## EXPRESSION ARTISTIQUE

- Ciné-modèles, cinéma d'elles: situations de femmes dans le cinéma français, 1956-1979, Françoise AUDE, L'Age d'Homme, 1981, 233 p., (coll. "Cinéma vivant"), *Acq.*
- The power of the image: essays on representation and sexuality, Annette KUHN, Routledge & Kegan Paul, 1987, 146 p., *Acq.*

- Le Cinéma art subversif (Films as a subversive Art), Amos VOGEL, Buchet/Chastel, 1977, 330 p., *Acq.*
- Camille Claudel, 1864-1943, Reine-Marie PARIS, suivi de "Camille Claudel, malade mentale", par François LHERMITTE et Jean-François ALLILAIRE, Gallimard, 1984, 383 p., *Acq.*
- Dossier Camille Claudel, Jacques CASSAR, présentation de Jeanne FAYARD, Librairie Séghier/Archimbaud, 1988, 512 p., *Acq.*

## LITTÉRATURE

- Mariages victoriens, Phyllis ROSE, Albin Michel, 1988, 324 p., *SP.*
- Les ingratitude de l'amour, Barbara PYM, Christian Bourgois éd., 1988, 347 p., *SP.*
- Secrets de famille, Henrietta GARNETT, Christian Bourgois éd., 1988, 316 p., *SP.*
- Gabriel, George SAND, des femmes, 1988, 230 p., *SP.*
- Le silence de Gabrielle, Sophie AVON, Arléa, 1988, 120 p., *SP.*
- L'odeur de la poudre, Thérèse de SAINT-PHALLE, Julliard, 1988, 222 p., *SP.*
- La fin de la bataille, Elisabetta RASY, éd. Rivages, 1988, (coll. de littérature étrangère), *SP.*
- L'édifice invisible, Annie COHEN, des femmes, 1988, 139 p., *SP.*
- Valentine, George SAND, éd. de l'Aurore, 1988, 255 p., *SP.*
- Les iguanes du temps, Micheline HERMINE, éd. Caribéennes, 1988, 174 p., (coll. Lettres Ultramarines), *SP.*
- La porte du fond, Christiane ROCHEFORT, Grasset, 1988, 245 p., *SP.*
- Le roseau éclaté, Nina BERBEROVA, Actes Sud, 1988, 70 p., *SP.*
- Inconstances, Elizabeth TALLENT, Actes Sud, 1988, 213 p., *SP.*
- Un goût d'amandes amères, Hella S. HAASSE, Actes Sud, 1988, 175 p., *SP.*
- Le rendez-vous, Françoise COLLIN, éd. Tierce, 1988, 123 p., (coll. Littérales), *Acq.*
- La fin des choses, Irène SCHAVELZON, Actes Sud, 1988, 92 p., *SP.*
- Retour à Cythère, Catherine RIHOIT, Gallimard, 1988, 410 p., *SP.*
- La nuit menteuse, Colette d'ORGEVAL, Albin Michel, 1988, 171 p., *SP.*
- Histoire d'âme, Christiane SINGER, Albin Michel, 1988, 152 p., *SP.*
- Le Conservateur, Nadine GORDIMER, Albin Michel, 1988, 299 p., (coll. Les Grandes Traductions), *SP.*
- Les bateaux-feux, suivi de La recluse, Maryline DESBIOLLES, éd. Alinéa, 1988, 117 p., *SP.*
- Une année d'autrefois: Journal de la Ruche (janvier 1913 - avril 1914), Jacqueline BENEDICT, Albin Michel, 1988, 219 p., *SP.*
- Jérusalem en Terre sainte, Selma LAGERLOF, Stock, 1988, 247 p., (Bibliothèque cosmopolite), *SP.*
- La Voie radieuse, Margaret DRABBLE, Stock, 1988, 465 p., (Nouveau Cabinet Cosmopolite), *SP.*
- Framboise, Lucile DEBAILLE, Belfond, 1988, 190 p., *SP.*
- Les eaux rouges, Jeanne CRESSANGES, éd. François Bourin, 1988, 345 p., *SP.*
- Lucia des rêves, Ann J. PRESCOTT, Ramsay, 1988, 433 p., *SP.*
- Une dame perdue, Willa CATHER, Ramsay, 1988, 205 p., *SP.*
- Plus jamais Héloïse, Suzanne BERNARD, Julliard, 1988, 199 p., *SP.*
- Bouffées de jeunesse, Barbara RASKIN, R. Laffont, 1988, 378 p., *SP.*
- En attendant le bonheur (Heremakhonon), Maryse CONDE, Seghers, 1988, 243 p., (coll. "Chemins d'identité"), *SP.*
- Lola et quelques autres: nouvelles, Régine DEFORGES, Ramsay, 1988, 221 p., *SP.*
- Voies de pères, voix de filles, textes réunis par Adine SAGALYN, Maren Sell & Cie, 1988, 225 p., *SP.*
- L'épreuve du passeur, Leslie KAPLAN, P.O.L., 1988, 183 p., *SP.*
- Les passants, Liliane ATLAN, Payot, 1988, 88 p., (coll. Récit), *SP.* - Le désir dans son rapport à l'identification. Etude des personnages féminins dans "Prends garde à la douceur des choses" de R. Billetdoux, mémoire présenté en Faculté de philosophie et lettres par Anne DENIS, U.C.L., 1977, 65 p.
- Les excentriques anglais, Edith SITWELL, éd. Le promeneur, 1988, 262 p., *SP.*
- La clandestine, Liliane SIEGEL, éd. Maren Sell, 1988, 189 p., *SP.*
- Les Chouannes, Evelyne DEHER, Plon, 1988, 282 p., *SP.*
- Telle mère, telle fille, Marilyn FRENCH, éd. Acropole, 1988, 647 p., *SP.*
- Un bébé pour arrêter de fumer, Patricia CASTET et Sylvie THOMAS, Acropole, 1988, 198 p., *SP.*
- Le Marquis de Villemer, George SAND, éd. de l'Aurore, 1988, 286 p., *SP.*
- L'été infini, Yvonne AUBERT, Ramsay, 1988, 191 p., *SP.*



- Grandes espérances, Kathy ACKER, Christian Bourgois éd., 1988, 172 p., (coll. "Les derniers mots"), *SP*.
- Une mort apparente, Eva DEMSKI, Albin Michel, 1988, 327 p., (coll. Les Grandes Traductions), *SP*.
- Angel, Elizabeth TAYLOR, Hachette, 1988, 312 p., *SP*.
- Le Décaméron des femmes, Julia VOZNESENSKAYA, Actes Sud, 1988, 409 p., *SP*.
- Princesse Finemouche, Babette COLE, Seuil, 1986, In.p.I, album, *Don*

## HISTOIRE

- La Révolution et les Femmes, 1789-1796, Anne SOPRANI, MA éditions, 1988, 238 p., *SP*.
- Citoyennes tricoteuses: les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française, Dominique GODINEAU, Alinéa, 1988, 419 p., (coll. "Femmes et révolution"), *Acq*.
- La prostitution médiévale, Jacques ROSSIAUD, Flammarion, 1988, 286 p., (Nouvelle Bibliothèque Scientifique), *SP*.
- Les Femmes de la Révolution, MICHELET, présenté et commenté par Françoise GIROUD, Carrère, 1988, 345 p., *SP*.
- La naissance interdite: stérilité, avortement, contraception au Moyen-Age, Jean-Claude BOLOGNE, Olivier Orban éd., 1988, 344 p., *SP*.
- Les femmes dans la tourmente, Nicole VRAY, éd. Ouest-France, 1988, 141 p., (coll. Gens de l'Ouest sous la Révolution), *SP*.
- Denise S.: bourgeoise d'Anvers, Université des Femmes, 1988, 79 p., (coll. Vies de femmes; récit de vie)

## BIOGRAPHIES

- La princesse des Ursins: dame de fer et de velours, Diane RIBARDIERE, Librairie Académique Perrin, 1988, 456 p., *SP*.
- Madame Palatine, princesse européenne, Dirk VAN DER CRUYSSSE, Fayard, 1988, 748 p., *SP*.
- Georgette Ciselet ou le triomphe de l'obstination, Jacques DE CLERC, Centre Paul Hymans, 1984
- La bolchevique aux bijoux: Louise Bodin, Colette COSNIER, P. Horay, 1988, 198 p., *SP*.
- Louise de Kéroualle: presque reine d'Angleterre, Monique de HUERTAS, Librairie Académique Perrin, 1988, 315 p., (coll. Présence de l'histoire), *SP*.
- Chère Marie-Antoinette, Jean CHALON, Librairie Académique Perrin, 1988, 475 p., *SP*.
- Théroigne de Méricourt: une femme mélancolique sous la Révolution, Elisabeth ROUDINESCO, Seuil, 1989, 313 p., (coll. Fiction & Cie), *Acq*.
- Madame de Rambouillet, ou la magicienne de la chambre bleue, Nicole ARONSON, Fayard, 1988, 268 p., *SP*.
- Charlotte Corday, Jacqueline DAUXOIS, Albin Michel, 1988, 271 p., *SP*.

## REVUES

Voici la liste des revues qui nous parviennent régulièrement et que vous pouvez consulter à l'Université des Femmes.

A = abonnement E = échange G = gratuit

### Revues féminines et/ou féministes

E - Actuelles  
E - Amina  
G - Artémis  
E - Association contre les violences  
faites aux femmes au travail  
E - Atlantis  
E - Audiovisuel Femmes  
E - Broadside  
E - Broomstick  
E - Cahiers de la Femme/Canadian  
Woman Studies  
E - Cahiers du Féminisme  
E - Cahiers du GRIF  
E - Changeons les livres  
- Chronique Féministe  
E - CODIF (bulletin du Centre  
d'Orientation, de Documentation  
et d'Information pour les  
femmes)  
E - Comunidad  
E - Communiqu'elles  
E - Connexions  
E - Crew Reports  
E - Décennie des Nations-Unies pour  
la Femme  
E - Emma  
E - Equality Now  
E - Etudes Féministes  
E - Fémin'autres  
E - Feminist Library and Informa-  
tion Centre  
E - Feminist Review  
E - Femmes Plurielles  
A - Femmes au travail  
E - Femmes d'Europe  
E - Femmes, féminisme et recherche  
(Bulletin de l'association ...)  
E - Femmes suisses et le mouve-  
ment féministe

E - Fireweed  
E - Frauenfragen/Questions au fémi-  
nin  
E - Inform'elles  
E - IAV (Internationaal archief voor  
de vrouwenbeweging - Overzicht  
van nieuwe aanwinsten in de bi-  
bliothek)  
E - ISIS  
E - Kalliope (a journal of women's  
art)  
G - L'Alliance (internationale Jeanne  
d'Arc)  
G - La lettre du Conseil Régional  
Provence-Alpes-Côte d'Azur  
(Spécial Information Femmes)  
E - Lesbia  
E - Libre PFU (Parti Féministe Uni-  
fié)  
A - Lover  
E - Mujer feminista  
E - M/F a feminist journal  
E - Nationale Vrouwenraad  
G - Noticias  
E - Nouvelles (Coordination euro-  
péenne des femmes)  
E - "Objectif +" (bulletin du CNFB)  
E - Off our Backs  
E - Paris Féministes  
G - Pluri'elles  
G - Quehaceres-Cipaf (Centre de In-  
vestigacion para la Accion Femi-  
nina)  
E - Recherches Féministes  
(GREMF)  
E - Réseau Femmes-Informatisation-  
Bureaux  
E - Resources for feminist Research/  
Documentation pour la Re-  
cherche féministe  
E - Revolutionnary & Radical femi-  
nist newsletter

E - Schappenvrouw  
A - Séminaire Limites-Frontières  
(bulletin)  
E - Stem der Vrouw  
E - Telewoman  
E - Tijdschrift voor Vrouwenstudies  
E - Vie Féminine  
E - Win (Women's International)  
Network News  
E - Women & Performance  
E - Woman and Revolution  
E - Womenews  
E - WOE (Women's Organization)  
for Equality  
E - Women's Review of Books  
E - Women of Power  
A - Women's Studies International  
Forum

### Autres revues (sociales, spécialisées ...)

E - Alternative Libertaire  
E - Cahiers Marxistes (CM)  
E - Dialogues  
E - Droits de l'Homme  
E - EUR-Info  
E - FAR (Bulletin de la Fondation  
André Renard)  
E - GERM (Cahiers du)  
G - Info Planning IVG  
E - International Health Foundation  
E - Le Ligeur  
E - Nouvelles Feuilles Familiales  
E - Nouvelles du Mouvement du Nid  
E - Place de la Santé (GERM)  
E - Pulsations  
E - Tels Quels  
E - TU-trait d'Union  
E - Virages

## collection de chronique

N°1 Nov./Déc. 82	Emilienne Brunfaut - Finlandaises - Le pouvoir
N°2 Jan./Avr. 83	Les travailleuses de Bekaert - Les hommes se déshabillent - Viol
N°3 Mars/Avr. 83	Des hommes à l'Université des Femmes - Sommes-nous tous des Baruyas? - Procès CVO
N°4 Mai/Juin 83	Greenham Common - Travail Ménager - Femmes Soviétiques
N°5 Juil./Août 83	Ce que parler veut dire - Sexisme Bigouden
N°6 Sep./Oc. 83	Regard sur la pornographie - Les Femmes en Israël - L'histoire des Femmes est-elle possible?
N°7 Nov./Déc. 83	L'Energie et le Frustration - Avortements, Femmes et tribunaux - Les droits de l'homme contre le droit des Femmes
N°8 Jan./Fév./Mars 84	Vers un office des créances alimentaires - Moi, délinquante? - Recherches Féministes en Afrique
N°9 Avr./Mai 84	Etudes Féministes: principes et méthodologie - Femmes et Syndicats - Les prépensionnées des Galeries Anspach - Coopératives de Femmes
N°10 Juin/Juil. 84	Le savoir et le faire - Loisirs des Femmes - Pensionnées et veuves - Femmes et développement
N°11 Oc./Nov. 84	Evolution conceptuelle de la physique - Partage des responsabilités - Pacifisme et Féminisme
N°12 Déc.84/Jan. 85	Rester une égérie ou devenir soi-même - Nicaragua - Sciences et Femmes: pas de recettes
N°13 Avr./Mai 85	Anarcha-féminisme - Séminaire Sociologie: analyse d'une enquête - Marie-Andrée, vidéaste
N°14 Juil./Août 85	Le pouvoir de la mère - Les Femmes et l'évolution technologique - Le sexe du travail
N°15 Sep./Oc. 85	Nairobi - Les femmes du divorce - Crise de l'Etat Keynesien: questions aux femmes
N°16 Déc./Jan. 85-86	DOSSIER: Nouvelles Maternités
N°17 Mars/Avr. 86	Jésus et le mythe d'Oedipe - Emilie Claeys: Féministe Socialiste rayée de l'histoire -
N°18 Juin/Juil. 86	Val Duchesse - et pour les femmes, c'est encore pire
N°19 Sep./Oc.86	Politique familiale et politique de l'emploi - Les femmes du Sri Lanka - "Cohabitanes de tout pays, séparez-vous"
N°20 Jan./Fév. 87	Des idées pour l'école - Tiers-Monde
N°21 22 Avr./Mai/Juin 87	Décumul et splitting - DOSSIER: Filiation
N°23 Juil./Août 87	Femmes actives - Maternités: les anciennes et les nouvelles
N°24 Sep./Oc. 87	DOSSIER: Les filles à l'école: ça vous est égal?
N°25 Oc./Nov. 87	Paroles de femmes politiques - Guerre & Paix
N°26 Fév./Mars 88	Les femmes et l'Etat - Avortement: la non-décision politique - élections: piège...
N°27 Mai/Juin 88	DOSSIER: «La valse des adieux»: elles divorcent
N°28 Juil./Août 88	Les pauvretés des femmes ici et ailleurs
N°29 Sep./Oc. 88	NUMERO SPECIAL: «OMBRE & LUMIERE» Les femmes dans l'audiovisuel